97e ANNÉE
VOL. 97

N° 15
2147

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

12 AVR 1965

Québec, samedi 10 avril 1965

Quebec, Saturday, April 10, 1965

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT

L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 8903 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 8903 — 1-52-o

Lettres patentes

Admonitor inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1965, constituant en corporation: René Douville, gérant d'assurance, 10730, Tolhurst, Paul-Émile Mongeau, industriel, 7650, Louis-Hébert, Adrien Renaud, courtier en valeurs, 4910, Cavendish, Lucien Turcotte, gérant, 10771, De Lorimier, Roger Desmarais, courtier en immeubles, 10424, Grande-Allée, tous cinq de Montréal, Jean-Paul Renaud, représentant de ventes, 10866, rue Audoin, Charles-Édouard Douville, industriel, 10468, Cobourg, tous deux de Montréal-Nord, et Paul-Émile Douville, ingénieur, 1766, chemin Gomin, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Admonitor inc. », avec un capital divisé en 24,000 actions classe « A » sans valeur nominale et en 1,000 actions classe « B » sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 498-65

Aeterna-Vie, Compagnie d'Assurance Aeterna-Life, Insurance Company

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 2 de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 299), il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1965, constituant ne corporation: Jean-Paul Tardif, financier, de la

Letters Patent

Admonitor inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Douville, insurance manager, 10730 Tolhurst, Paul-Émile Mongeau, industrialist, 7650 Louis-Hébert, Adrien Renaud, stock broker, 4910 Cavendish, Lucien Turcotte, manager, 10771 De Lorimier, Roger Desmarais, real estate broker, 10424 Grande-Allée, all five of Montreal, Jean-Paul Renaud, sales representative, 10866 Audoin St., Charles-Édouard Douville, industrialist, 10468 Cobourg, both of Montreal-North, and Paul-Émile Douville, engineer, 1766 Gomin Road, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Admonitor inc.", with a capital stock divided into 24,000 class "A" shares of no nominal value and 1,000 class "B" shares of no nominal value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 498-65

Aeterna-Vie, Compagnie d'Assurance Aeterna-Life, Insurance Company

Notice is hereby given that under the provisions of section 2 of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 299), letters patent, bearing date the 18th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Tardif, financier, of the city of

cité de Sillery, district de Québec, Jean-Paul Guimont, administrateur, des cité et district de Québec, Lauréat-Ferdinand Martel, financier, des cité et district de Québec, Barthelémy-Ernest Leclerc, financier, des cité et district de Québec, Henri-F. Béique, administrateur, de la cité de Sillery, district de Québec et Me André Verge, avocat, de la cité de Ste-Foy, district de Québec, tous et chacun administrateurs du groupe de compagnies « Prêt et Revenu », pour les objets suivants:

Réaliser des opérations d'assurance et de réassurance de la personne, sous le nom de « Aeterna-Vie, Compagnie d'Assurance — Aeterna-Life, Insurance Company », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 10,000 actions d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 890-65 — 1262/95

Agence d'informations civiles et commerciales inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: Robert Côté, avocat, Monique Faucher, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Côté, tous deux de 132, boulevard Sacré-Coeur, et Paul-Émile Bouchard, publiciste, boulevard Sacré-Coeur, tous trois de St-Félicien, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'entrepreneurs et de conseillers en publicité, sous le nom de « Agence d'informations civiles et commerciales inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 132, boulevard Sacré-Coeur, St-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 962-65

Agence Yves Graveline inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1965, constituant en corporation: Yves Graveline, courtier d'assurance, Lucile Graveline, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yves Graveline, dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean-Marc Graveline, commerçant, tous trois de 16008, boulevard Gouin, ouest, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Agence Yves Graveline inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Sillery, district of Quebec, Jean-Paul Guimont, administrator, of the city and district of Quebec, Lauréat-Ferdinand Martel, financier, of the city and district of Quebec, Barthelémy-Ernest Leclerc, financier, of the city and district of Quebec, Henri-F. Béique, administrator, of the city of Sillery, district of Quebec, and Me André Verge, advocate, of the city of Ste-Foy, district of Quebec, each and every one administrator of "Savings and Investments" group of companies, for the following purposes:

To carry on the operations of a personal insurance and reinsurance company, under the name of "Aeterna-Vie, Compagnie d'Assurance — Aeterna-Life, Insurance Company", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 10,000 shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 890-65 — 1262/95

Agence d'informations civiles et commerciales inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Côté, advocate, Monique Faucher, housewife, wife separate as to property of said Robert Côté, both of 132 Sacré-Coeur Blvd., and Paul-Émile Bouchard, publicist, boulevard Sacré-Coeur, all three of St. Félicien, for the following purposes:

To carry on the operations of publicity contractors and consultants, under the name of "Agence d'informations civiles et commerciales inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 132 Sacré-Coeur Blvd., St-Félicien, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 962-65

Agence Yves Graveline inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yves Graveline, Insurance Broker, Lucile Graveline, housewife, wife contractually separate as to property of the said Yves Graveline, and duly authorized by him for these presents, and Jean-Marc Graveline, trader, all three from 16008, Gouin Blvd. West, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on busines as brokers and insurance agents, under the name of "Agency Yves Graveline inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each and into 350 proferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 635-65

Alexander's Fruit, Dairy & Delicatessen Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1965, constituant en corporation: Lenora Shap, 403, Boulevard St-Joseph ouest, Naomi Hughes Hallett, 3375, Ridgewood, et Ann E. Clark, 3455, Durocher, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de fruits, laiterie et friandises, sous le nom de « Alexander's Fruit, Dairy & Delicatessen Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7344, chemin Côte-St-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 920-65

Alker Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: Samuel Chait, C.R., 4, Surrey Gardens, Westmount, Robert S. Litvack, 5217, avenue Ponsard, et Arthur I. Bronstein, 5703, avenue Eldridge, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles et de courtiers, sous le nom de « Alker Realties Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 505, boulevard Dorchester ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 905-65

Alliance Métropolitaine de la récréation

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Paquin, 12029, boulevard Fredmir, Montréal-Nord, Marcel Perreault, 12, rue Vaudry, Ste-Thérèse, Louis-Maurice Serre, 3265, avenue Beauséjour, St-Laurent, Denis Trudeau, 2875, rue Marquette, Duvernay, Germain Lemieux, 1297, rue Ducharme, Outremont, Joseph Gilbert, 7301, 24e Avenue, St-Michel, et André Coutu, 1921, 6e Avenue, Pointe-aux-Trembles, tous sept directeurs de récréation, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th, day of February 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 635-65

Alexander's Fruit, Dairy & Delicatessen Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lenora Shap, 403 St-Joseph Boulevard West, Naomi Hughes Hallett, 3375 Ridgewood, and Ann E. Clark, 3455 Durocher, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of fruit, dairy and delicatessen merchants, under the name of "Alexander's Fruit, Dairy & Delicatessen Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 7344 Côte-St-Luc Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 920-65

Alker Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporation: Samuel Chair, Q.C., 4 Surrey Gardens, Westmount, Robert S. Litvack, 5217 Ponsard Avenue, and Arthur I. Bronstein, 5703 Eldridge Avenue, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and brokers, under the name of "Alker Realties Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each 900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 505 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montréal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 905-65

Alliance Métropolitaine de la récréation

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Paquin, 12029 Fredmir Blvd. Montreal-North, Marcel Perreault, 12, Vaudry Street, Ste-Thérèse, Louis-Maurice Serre, 3265, Beauséjour Ave., St-Laurent, Denis Trudeau, 2875, Marquette Street, Duvernay, Germain Lemieux, 1297, Ducharme Street, Outremont, Joseph Gilbert, 7301, 24th Ave. St. Michel and André Coutu, 1921, 6th Ave. Poiate-aux-Trembles, all seven recreational director, for the following purposes:

Grouper en association les directeurs ou responsables des différents organismes municipaux de la récréation de la région métropolitaine, sous le nom de « Alliance Métropolitaine de la récréation ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 271-65

To group into an association, the directors or responsable of different municipal organisms of recreation in the metropolitan region, under the name of "Alliance Métropolitaine de la récréation".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 271-65

L'Alliance provinciale de ski

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Vanasse, marchand, 10790, rue Meunier, Montréal, Pierre Lacroix, gérant, 7967, rue St-Dominique, Montréal, et Lucien Thouin, avocat, 583, boulevard Henri-Bourassa, est, Montréal, pour les objets suivants:

Unir en association plusieurs clubs sportifs et promouvoir en particulier le sport du ski, sous le nom de « L'Alliance provinciale de ski ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera 583, boulevard Henri-Bourassa, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 2486-64

L'Alliance provinciale de ski

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques Vanasse, merchant, 10790, Meunier Street, Montreal; Pierre Lacroix, manager, 7967, St-Dominique, Montreal and Lucien Thouin, lawyer, 583, Henri Bourassa east, Montreal, for the following purposes:

To unite an association of several sports club and to promote particularly ski sport, under the name of "L'Alliance provinciale de ski".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at 583 Henri Bourassa, Blvd., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th, day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 2486-64

American Coin Wash Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, 4851, rue Fulton, Irving Shapiro, 4750, avenue Plamondon, tous deux de Montréal, et Edward I. Auerback, C.R., 250, avenue Kensington, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de laveuses et sécheuses, qu'elles fonctionnent au moyen de monnaie ou autrement, sous le nom de « American Coin Wash Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8425, avenue Mountain Sights, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 924-65

American Coin Wash Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Boris J. Berbrier, 4851 Fulton Street, Irving Shapiro, 4750 Plamondon Avenue, both of Montreal, and Edward I. Auerback, Q.C., 250 Kensington Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of operating washers and dryers, whether coin operated or otherwise, under the name of "American Coin Wash Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 8425 Mountain Sights Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 924-65

Les Amusements Laval ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Les Amusements Laval ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1965, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1965, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, 800, carré Victoria, John H. Dawson, 28, chemin Stratford, tous deux avocats, et Andrée Provencher, secrétaire, célibataire, 4435, Jeanne-d'Arc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vendus dans les débits de tabacs, nouveautés, nouveautés publicitaires, bijoutarie, ornements et articles de fantaisie de différentes sortes, appareils électriques, et instruments de musique, sous le nom de « Les Amusements Laval ltée », avec un capital total de 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 978-65

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Dessaulles, 800 Victoria Square, John H. Dawson, 28 Stratford Road, both advocates, and Andrée Provencher, secretary, spinster, 4435 Jeanne-d'Arc, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in articles sold by tobacconists, novelties and advertising novelties, jewellery, ornaments and fancy articles of various kinds, electrical appliances and musical instruments, under the name of "Les Amusements Laval ltée", with a capital stock divided into 4,000 common shares without par value and 3,600 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 987-65

C. Archambault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Claude Archambault, entrepremeur, 22, 5e rue, Laval-des-Rapides, Maurice Blanchette, machiniste, 12, Cousineau, Pont-Viau, et René Desgranges, comptable, 5710, 13e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepremeurs en plomberie, chauffage, électricité et en régrigération, sous le nom de « C. Archambault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 931-65

C. Archambault inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Archambault, contractor, 22, 5th Street, Laval-des-Rapides, Maurice Blanchette, machinist, 12 Cousineau, Pont-Viau, and René Desgranges, accountant, 5710, 13th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating, electric and refrigeration contractors, under the name of "C. Archambault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Laval-ded-Rapides, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 931-65

Arpin & Langelier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1965, constituant en corporation: Léon Nichols, avocat, 1555, Girouard, Denis Robert, stagiaire, 1015, Bourassa, tous deux de St-Hyacinthe, et Huguette Corbeil, secrétaire, fille majeure, 79, rue Guy, Ste-Rosalie, comté de Bagot, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Arpin & Langelier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 438-65

Arpin & Langelier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léon Nichols lawyer, 1555, Girouard, Denis Robert, probationer 1015 Bourassa, both from St-Hyacinthe, and Huguette Corbeil, secretary, fille majeure, 79, Guy Street, Ste-Rosalie, county of Bagot, for the following purposes:

To carry on business as brokers and insurance agents, under the name of "Arpin & Langelier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 438-65

Association des estivants de Brébeuf

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Fagnan, courtier en valeurs mobilières, 1260, Ouimet, St-Jovite, Bernard Lamoureux, comptable agréé, 1710, Dépatie, St-Laurent, et Dr Maurice Bélisle, médecin, 278, boulevard Marie-Victorin, Boucherville, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts matériels, culturels et sociaux des membres de la corporation, sous le nom de « Association des estivants de Brébeuf ».

Le montant auquel sont limités les revenus des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Brébeuf, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 658-65

Association des estivants de Brébeuf

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Fagnon, broker in stock and shares, 1260, Ouimet, St. Jovite, Bernard Lamoureux, chartered accountant, 1710, Dépatie, St-Laurent and Dr. Maurice Bélisle, Physician, 278, Marie-Victorin, Boucherville, for the following purposes:

To promote the material interests, cultural and social, for the members of the corporation, under the name of "Association des estivants de Brébeuf".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Brébeuf, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 658-65

L'Association des producteurs d'arbres de Noël du Québec The Quebec Christmas Tree Growers' Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-action: Lawrence H. Sparks, 6, Meadowlawn, Pointe-Claire, Ernest Keith Betts, 9399, boulevard Lasalle, LaSalle, Camille Arthur Tessier, 304, Quintal, Laval-des-Rapides, tous trois hommes d'affaires, Guy Pager, C.R., avocat, et Marie-Blanche Geoffrion, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Robert Nystrom, ces deux derniers de 1916, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts matériels, culturels et sociaux des membres de la corporation, sous le nom de « L'Association des producteurs d'arbres de Noël du Québec — The Quebec Christmas Tree Growers' Association ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 999-65

L'Association des producteurs d'arbres de Noël du Québec The Quebec Christmas Tree Growers' Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Lawrence H. Sparks, 6 Meadowlawn, Pointe-Claire, Ernest Keith Betts, 9399 Lasalle Blvd., LaSalle, Camille Arthur Tessier, 304 Quintal, Laval-des-Rapides, all three businessmen, Guy Pager, Q.C., advocate, and Marie-Blanche Geoffrion, secretary, wife contractually separate as to property of Robert Nystrom, the latter two of 1916 Dorchester Blvd. West, Montreal, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in all ways the material, cultural and social interests of the members of the corporation, under the name of "L'Association des producteurs d'arbres de Noël du Québec — The Quebec Christmas Tree Growers' Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 999-65

Association des restaurateurs Saguenay-Lac-St-Jean

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Lionel Giguère, 378, Chabanel, Chicoutimi, Jean-Paul Tremblay, 33, Victoria, Bagotville, et Fernand Nicholas, 217, Riel, Chicoutimi-Nord, tous trois restaurateurs, pour les objets suivants:

Association des restaurateurs Saguenay-Lac-St-Jean

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Lionel Giguère, 378, Chabanel, Chicoutimi, Jean-Paul Tremblay, 33 Victoria, Bagotville, and Fernand Nicholas, 217 Riel, Chicoutimi-North, all three restaurant-keepers, for the following purposes:

Promouvoir et protéger les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres de la corporation, sous le nom de « Association des restaurateurs Saguenay-Lac-St-Jean ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 5272-64

To promote and protect the economical interest, social and professional of the members of the corporation, under the name of 'Association des restaurateurs Saguenay-Lac-St-Jean".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The had office of the corporation will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 5272-64

L'Association du baseball de St-Henri inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Dufresne, marchand, 496, Dollard, Fabien Charron, modeleur, 128, Chatelle, tous deux de LaSalle, Jean-Guy Racine, comptable, 1000, Argyle, Verdun, Roland Lachapelle, agent d'assurance, 6913, Hurteau, Robert Desjardins, magasinier, 6393, Hadley, Roland Meloche, journaliste, 300, Ste-Marguerite, Fernand Bellemare, vendeur, 650, Atwater, Maurice Guité, bijoutier, 2680, Ryde, Rolland Lalonde, constable, 1820, Jacques-Hertel, et Bruno Lépine, conseiller municipal, 732, Vinet, ces sept derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, encourager et améliorer le jeu de baseball, sous le nom de « L'Association du baseball de St-Henri inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 876-65

L'Association du baseball de St-Henri inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Bernard Dufresne, merchant, 496 Dollard, Fabien Charron, modeller, 128 Chatelle, both of LaSalle, Jean-Guy Racine, accountant, 1000 Argyle, Roland Lachapelle, insurance agent, 6913 Hurteau, Robert Desjardins, store-keeper, 6393 Hadley, Roland Meloche, journalist, 300 Ste-Marguerite, Fernand Bellemare, salesman, 650 Atwater, Maurice Guité, jeweller, 2680 Ryde, Rolland Lalonde, constable, 1820 Jacques-Hertel, and Bruno Lépine, municipal councillor, 732 Vinet, the seven latter of Montreal, for the following purposes:

To promote, encourage and improve the game of baseball, under the name of "L'Association du baseball de St-Henri inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 876-65

L'Association provinciale des marchands d'automobiles du Québec ltée
The Provincial Automobile Dealers Association of Quebec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Demers, 363, rue St-Germain, Rimouski, William Cubaynes, 35, Jacques-Cartier, est, Chicoutimi, Lucien Levasseur, Matane, Marcel Houle, 1795, 5e avenue, Shawinigan-Sud, Robert Vincent, 663, rue Viger, Shawinigan, et Robert Giguère, 1700 rue Dorchester, nord, Québec, tous six marchands d'automobiles, pour les objets suivants:

Promouvoir et sauvegarder les intérêts des marchands d'automobiles et des membres de l'association en particulier, sous le nom de « L'Association provinciale des marchands d'automobiles du Québec ltée — The Provincial Automobiles Dealers Association of Quebec Ltd. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

L'Association provinciale des marchands d'automobiles du Québec ltée
The Provincial Automobile Dealers Association of Quebec Ltd.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Charles Demers, 363 St-Germain St., Rimouski, William Cubaynes, 35 Jacques-Cartier East, Chicoutimi, Lucien Levasseur, Matane, Marcel Houle, 1795, 5th Ave., Shawinigan-South, Robert Vincent, 663 Viger St., Shawinigan, and Robert Giguère, 1700 Dorchester St. North, Quebec, all six automobile dealers, for the following purposes:

To promote and safeguard the interests of automobile dealers and of the members of the association in particular, under the name of "L'Association provinciale des marchands d'automobiles du Québec ltée — The Provincial Automobile Dealers Association of Quebec Ltd.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 710-65

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 710-65

Association récréative de Templeton
Templeton Recreation Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Roch Bissonnette, ingénieur stationnaire, rue Beauchamp, Conrad Legault, commis, 15, Guigues, Jacques Campeau, vendeur d'autos, Jean-Guy Laprade, ingénieur stationnaire, 7e avenue, Édouard Parent, 17, Bréboeuf, Allen Wells, 55, Notre-Dame, tous deux commis, Hervé Blanchette, journalier, Marcel Charette, fonctionnaire, 72, boulevard Lorrain, Raymond Dupuis, barbier, 150, Notre-Dame, et Jacques Constantineau, camionneur, 45, Laurier, tous dix de Templeton, pour les objts suivants:

Procurer de la récréation saine et éducative pour le bénéfice des membres de la corporation, sous le nom de « Association récréative de Templeton — Templeton Recreation Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera à Templeton, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 4818-64

Association récréative de Templeton
Templeton Recreation Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roch Bissonnette, stationary engineer, Beauchamp Street; Conrad Legault, clerk, 15, Guigues, Jacques Campeau, Automobiles salesman, Jean-Guy Laprade, stationary engineer, 7th Avenue, Édouard Parent, 17 Breboeuf, Allen Wells, 55, Notre-Dame, the latter tow clerks, Hervé Blanchette, laborman; Marcel Charette, civil servant, 72, Lorrain Blvd, Raymond Dupuis, barber, 150 Notre-Dame and Jacques Constantineau, truck-driver, 45 Laurier, all ten from Templeton, for the following purposes:

To procure a healthy and educative recreation for the interest of the members of the corporation, under the name of "Association récréative de Templeton — Templeton Recreation Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation will be at Templeton, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 4818-64

Association touristique Magog-Orford inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Louis Langlois, commerçant, 328, rue Collège, Louis-Philippe Galipeau, avocat, 739, Main, ouest, et Louis-Denis Bouchard, avocat, 462, Main, ouest, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Développer l'industrie touristique dans les limites de la cité de Magog, du canton de Magog et du canton de Orford, sous le nom de « Association touristique Magog-Orford inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 694-65

Association touristique Magog-Orford inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Louis Langlois, tradesman, 328, Collège Street; Louis-Philippe Galipeau, lawyer, 739 Main west and Louis-Denis Bouchard, lawyer, 462 Main west, all three from Magog, for the following purposes:

To develop the Tourist Industry within the limits of the City of Magog, townships of Magog and Orford, under the name of "Association touristique Magog-Orford inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Magog, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th, day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 694-65

Atwater Service Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Atwater Service Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been

province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: Morris Chaikelson, 5162, avenue Isabella, Arthur Shulman, 3445, avenue Ridgewood, et Max Slapack, c.r., 5562, avenue Glencrest, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, de leurs pièces et accessoires et aussi agir comme garagistes, sous le nom de « Atwater Service Centre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 983-65

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morris Chaikelson, 5162 Isabella Avenue, Arthur Shulman, 3445 Ridgewood Avenue, and Max Slapack, Q.C., 5562 Glencrest Avenue, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, their accessories and parts and to carry on business as garagekeepers, under the name of "Atwater Service Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 983-65

Auger & frère ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corporation: Gérard Auger, garagiste, Thurso, Gaston Dumont, 154, rue Isabelle, et André Parent, 55, rue Lanctôt, ces deux derniers comptables, de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Auger & frère ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thurso, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 5495-64

Auger & frère ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Auger, garagist, Thurso, Gaston Dumont, 154 Isabelle St. and André Parent, 55 Lanctôt Street, the latter two accountants from Hull, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Auger & frère ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Thurso, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 5495-64

G. Beauchamp excavation cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1965, constituant en corporation: Marcel Beauchamp, plombier, 1909, rue O'Brien, Chomedey, Charles Holdstock, avocat, 340, Demontigny, est, Montréal, et Rolland Beauchamp, plombier, 7657, Châteaubriand, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « G. Beauchamp excavation cie ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8412, rue St-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 892-65

G. Beauchamp excavation cie ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Beauchamp, plumber, 1909, O'Brien Street, Chomedey, Charles Holdstock, lawyer, 340, Demontigny east, Montreal, and Rolland Beauchamp, plumber, 7675, Châteaubriand, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "G. Beauchamp excavation cie ltée", with a total capital stock of $50,000 divided into 500 common shares of $100 each.

The had office of the company will be at 8412 St. Dominique St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st, day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 892-65

Beaudry électrique limitée
Beaudry Electric Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Beaudry électrique limitée
Beaudry Electric Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: Léon Beaudry, entrepreneur-électricien, Dorothy Bernier, secrétaire, épouse dudit Léon Beaudry, et Harry Kouri, commerçant, tous trois de 920, boulevard Jacques-Cartier, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Beaudry électrique limitée — Beaudry Electric Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 994-65

Eddy Beaulieu Flooring Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Édouard Beaulieu, poseur de tuile, 9290, 12e avenue, St-Michel, Albert Gomberg, avocat, et Fay Eibel, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Albert Gomberg, ces deux derniers de 5740, avenue Blossom, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de posage de tuile et l'installation d'arborite et tous matériaux semblables, sous le nom de « Eddy Beaulieu Flooring Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9290, 12e avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de marc 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 947-65

Beau Mont ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1965, constituant en corporation: Adrien Dutil, opérateur de grue mobile, 43, rue Napoléon, Clément Bégin, comptable agréé, 263, St-Georges, tous deux de Lévis, et Laurent Bégin, contremaître en construction, 9, rue Garant, St-David, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Beau Mont ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 60 actions ordinaires de $500 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 851-65

Beaver Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léon Beaudry, electrical contractor, Dorothy Bernier, secretary, wife of the said Léon Beaudry, and Harry Kouri, trader, all three of 920 Jacques-Cartier Blvd., Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Beaudry électrique limitée — Beaudry Electric Limited", with a total catital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 994-65

Eddy Beaulieu Flooring Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Édouard Beaulieu, tile setter, 9290, 12th Avenue, St-Michel, Albert Gomberg, advocate, and Fay Eibel, secretary, wife separate as to property of the said Albert Gomberg, the latter tow of 5740 Blossom Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of tile setting and the installation of arborite and all similar materials, under the name of "Eddy Beaulieu Flooring Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 9290, 12th Avenue, St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 947-65

Beau Mont ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien Dutil, crane operator, 43 Napoléon Street, Clément Bégin, chartered accountant, 263 St. Georges, both from Lévis, and Laurent Bégin, foreman in construction, 9 Garant street, St. David, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in construction, under the name of "Beau Mont ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 60 common shares of $500 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 851-65

Beaver Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Rudi Gimber, entrepreneur, 5332, Louis Francoeur, Montréal, Grant Tétreault, fermier, et Aline Leroux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Grant Tétreault, ces deux derniers de R.R. 3, Magog, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « Beaver Development Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 893-65

Bilodeau construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: Patrick Bilodeau, entrepreneur en construction, Jeannine Boucher, maîtresse de maison, épouse dudit Patrick Bilodeau, tous deux de 24, rue St-Luc, Lauzon, et Jean-Claude Bilodeau, menuisier, St-Honoré, comté de Beauce, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Bilodeau construction inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 24, rue St-Luc, Lauzon, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 922-65

J. A. Boisvert & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: J.-Alexandre Boisvert, Réjane Boisvert, célibataire majeure, tous deux de 642, rue Manseau, et Raynald Boisvert, 685, rue Ste-Thérèse, tous trois courtiers en assurances, de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurances, sous le nom de « J. A. Boisvert & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 806-65

Boulangerie Romana inc.
Romana Bakery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rudi Gimber, contractor, 5332 Louis-Francoeur, Montreal, Grant Tétreault, farmer, and Aline Leroux, housewife, wife separate as to property of the said Grand Tétreault, the latter two of R.R. 3, Magog, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Beaver Development Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of St. François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 893-65

Bilodeau construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Patrick Bilodeau, building contractor, Jeannine Boucher, housewife, wife of the said Patrick Bilodeau, both of 24 St-Luc St., Lauzon, and Jean-Claude Bilodeau, joiner, St-Honoré, county of Beauce, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Bilodeau construction inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 24 St-Luc St., Lauzon, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 922-65

J. A. Boisvert & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Alexandre Boisvert, Réjane Boisvert, fille majeure, both of 642 Manseau Street, and Raynald Boisvert, 685 Ste-Thérèse Street, all three insurance brokers, of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "J. A. Boisvert & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 806-65

Boulangerie Romana inc.
Romana Bakery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Damiano Nicosia, boulanger, 5885, rue Jeanne-Mance, app. 4, Seymour Machlovitch, avocat, 3495, Mountain, app. 708, tous deux de Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, boulevard de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boulangers, confiseurs et manufacturiers de biscuits, sous le nom de « Boulangerie Romana inc. — Romana Bakery Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 15,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6766, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 923-65

Briken Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1965, constituant en corporation: Gerald Wolfe, industriel, 4667, Bonavista, Montréal, Norman N. Genser, avocat, 4850, Côte-St-Luc, Montréal, et Sydney Phillips, avocat, 5616, avenue Palmer, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Briken Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,750 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 745-65

Buffet Maurice inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1965, constituant en corporation: Gilles L. Duguay, 15, rue de Vimy, Outremont, Jean-R. Salois, 318, boulevard des Prairies, Laval-des-Rapides, tous deux avocats, et Jocelyne Sévigny, secrétaire, 5240, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Buffet Maurice inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 333-65

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Damiano Nicosia, baker, 5885 Jeanne-Mance Street, Apt. 4, Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain, 708, both of Montreal, and Gisèle Leblanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815 de Boucherville Boulevard, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on the business of bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Boulangerie Romana inc. — Romana Bakery Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 15,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 6766 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 923-65

Briken Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerald Wolfe, industrialist, 4667 Bonavista, Montreal, Norman N. Genser, attorney, 4850 Côte-St-Luc, Montreal, and Sydney Phillips, attorney, 5616 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Briken Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 1,500 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 3,750 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 745-65

Buffet Maurice inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 3rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles L. Duguay, 15 de Vimy St., Outremont, Jean-R. Salois, 318 Des Prairies Blvd., Laval-des-Rapides, both advocates, and Jocelyne Sévigny, secretary, 5240, Berri St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Buffet Maurice inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Drummond.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 333-65

Camions-citernes (Québec) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1965, constituant en corporation: Gaston Michaud, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, Gabrielle Vallée, fille majeure, 798, Longpré, Ste-Foy, et Henri Beaudry, 159, Principale, St-Romuald, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de camions-citernes et autres véhicules et machines, sous le nom de « Camions-citernes (Québec) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 672-65

Camions-citernes (Québec) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Michaud, 6835 Place Boivin, Charlesbourg, Gabrielle Vallée, fille majeure, 798 Longpré, Ste-Foy, and Henri Beaudry, 159 Principale, St-Romuald, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in tank-trucks and other vehicles and in machines, under the name of "Camions-citernes (Québec) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10257 672-65

Capitol Iron Work Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1965, constituant en corporation: Norman May, 7915, chemin Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, Harold Dermer, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, et Richard Shadley, 4573, rue Michel-Bibaud, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de travail de fer ornemental, sous le nom de « Capitol Iron Work Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8855, Crescent 1, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10257 946-65

Capitol Iron Work Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Norman May, 7915 Côte-St-Luc Road, Côte-St-Luc, Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, and Richard Shadley, 4573 Michel-Bibaud Street, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of ornamental iron work, under the name of "Capital Iron Work Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 8855 Crescent 1, Anjou, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

10257-o 946-65

Carrefour (St-Jérôme) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Laurier, courtier d'assurance, 122, rue Bruno-Nantel, St-Jérôme, Michel Matteo, marchand, 300, 11e avenue, Deux-Montagnes, Claude Charette, vendeur, 180, 8e avenue, St-Eustache, Jean-Paul Léonard, notaire, 444, rue du Palais, St-Jérôme, et Michel Côté, avocat, 267, boulevard Hamilton, Rosemère, pour les objets suivants:

Administrer une ou des maisons, dans le diocèse de St-Jérôme, pour la protection des jeunes gens et jeunes filles sans foyer, sous le nom de « Carrefour (St-Jérôme) inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 358, rue Laviolette, St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Carrefour (St-Jérôme) inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gaston Laurier insurance broker, 122, Bruno-Nantel Street, St. Jérôme, Michel Matteo, merchant, 300, 11th Avenue, Deux-Montagnes, Claude Charette, salesman, 180, 8th Avenue, St-Eustache, Jean-Paul Léonard, notary, 444 Palace Street, St-Jérôme, and Michel Côté, lawyer, 267, Hamilton Blvd. Rosemère, for the following purposes:

To direct houses, within the diocese of St-Jérôme for the protection of young boys and girls that are homeless, under the name of "Carrefour (St-Jérôme) inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 358, Laviolette, St., St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 256-65

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th, day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 256-65

Casino Cartier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: Clément Martel, commerçant, 112, Gérald, LaSalle, Rhéaume Poirier, commerçant, et Gisèle Thibault, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rhéaume Poirier, ces deux derniers de 210, boulevard St-Joseph, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un cabaret, un bar-salon et une salle à manger, sous le nom de « Casino Cartier inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3990, Notre-Dame, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 969-65

Casino Cartier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clément Martel, merchant, 112 Gérald, LaSalle, Rhéaume Poirier, merchant, and Gisèle Thibault, secretary, wife contractually separate as to property of the said Rhéaume Poirier, the last two of 210 St-Joseph Boûlevard, East, Montreal, for the following purposes:

To operate a cabaret, a cocktail bar and a dining room, under the name of "Casino Cartier inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3990 Notre-Dame Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 969-65

Central Properties Ltd.
Les Propriétés Centrales ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1965, constituant en corporation: Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, Norman May, 7915, Côte-St-Luc, Montréal, Richard E. Shadley, 4573, Michel-Bibaud, Montréal, tous trois avocats, et Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, 59, rue Orchard, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Central Properties Ltd. — Les Propriétés Centrales ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5165, rue Sherbrooke, ouest, chambre 419, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 723-65

Central Properties Ltd.
Les Propriétés Centrales ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, Norman May, 7915 Côte-St-Luc, Montreal, Richard E. Shadley, 4573 Michel-Bibaud, Montreal, all three advocates, and Shirley Muggeridge, secretary, spinster of the full age of majority, 59 Orchard Street, LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Central Properties Ltd. — Les Propriétés Centrales ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each and 6,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 5165 Sherbrooke Street West, Room 419, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 723-65

Le Centre domiciliaire Chapman inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1965, constituant en corporation: Armand Berberi, marchand, Beauceville-Ouest, Louis A. Dion, ingénieur, Beauceville-Est, et Guy Couture, comptable agréé, St-Georges-Est, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Le Centre

Le Centre domiciliaire Chapman inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Berberi, merchant, Beauceville-West; Louis A. Dion, engineer, Beauceville-East and Guy Couture, chartered accountant, St-George East, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Le

domiciliaire Chapman inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauceville, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 786-65

Le Centre funéraire Pellerin et fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: Lionel Pellerin, 597, 6e avenue, Réal Pellerin, 423, 5e rue, tous deux directeurs funéraires, et André Pellerin, agent d'assurance, 781, 14e avenue, tous trois de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Le Centre funéraire Pellerin et fils ltée », avec un capital total de $60,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 450 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 597, 6e avenue, Grand'Mère, district judiciaire de St-Maurice.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 938-65

Centre récréatif de Chambly inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Duclos, secrétaire gérant, 686, rue Petite Rivière, Paul Perron, gérant de banque, 1397, Bourgogne, Jean-Paul Archambault, chimiste, 1435, des Oblats, Jacques Lareau, chef vérificateur, 251, rue Doody, Elzéar Côté, technicien vendeur, 102, St-Pierre, et Willie Durand, gérant, 630, Bourgogne, tous six de Chambly, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Centre récréatif de Chambly inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Chambly, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 344-65

Circle Service Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: Albert Ernest Green, propriétaire de taxi,

Centre domiciliaire Chapman inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Beauceville, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 786-65

Le Centre funéraire Pellerin et fils ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lionel Pellerin, 597, 6th Avenue, Réal Pellerin, 423, 5th Street, both funeral directors, and André Pellerin, insurance agent, 781, 14th Avenue, all three of Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on business as funeral directors, under the name of "Le Centre funéraire Pellerin et fils ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 150 common shares of a nominal value of $100 each and 450 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 597, 6th Avenue, Grand'Mère, judicial district of St-Maurice.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 938-65

Centre récréatif de Chambly inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Duclos, secretary-manager, 686, Petite Rivière Street; Paul Perron, bank manager, 1397, Bourgogne, Jean-Paul Archambault, chemist, 1435, des Oblats, Jacques Lareau, chief auditor, 251 Doody Street, Elzéar Côté, technician salesman, 102, St-Peter, and Willie Durand, manager, 630, Bourgogne, all six from Chambly, for the following purposes:

To organize recreational center, under the name of "Centre récréatif de Chambly inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Chambly, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 344-65

Circle Service Center Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Ernest Green, taxi owner, France Palmer Ethel Green,

France Palmer Ethel Green, ménagère, épouse séparée de biens dudit Albert Ernest Green, tous deux de 248, O'Connell, Dorval, Maurice Bergeron, comptable agréé, et Bérengère Hotte, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice Bergeron, ces deux derniers de 86, rue Touzin, Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs pièces et accessoires, et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Circle Service Center Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 905, boulevard Métropolitain (Boulevard Montréal-Ste-Anne), Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 383-65

housewife, wife separate as to property of the said Albert Ernest Green, both of 248 O'Connell, Dorval, Maurice Bergeron, chartered accountant, and Bérengère Hotte, housewife, wife separate as to property of the said Maurice Bergeron, the latter two of 86 Touzin Street, Dorval, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, their parts and accessories and to do business as garage-keepers, under the name of "Circle Service Center Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 905 Metropolitan Boulevard (Montreal-Ste-Anne Boulevard), Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 383-65

Citation Food Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Baruch Pollack, 6085, De Vimy, Montréal, Aaron Pollack, 1827, North, Montréal, et Isidore Greenbaum, 615, Westluke, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils distributeurs automatiques, sous le nom de « Citation Food Services Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district udiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 1028-65

Citation Food Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Baruch Pollack, 6085 De Vimy, Montreal, Aaron Pollack, 1827 North, Montreal, and Isidore Greenbaum, 615 Westluke, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in vending machines, under the name of "Citation Food Services Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the compant will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 1028-65

Citizens Association of Terrasse-Vaudreuil
L'Association des citoyens de Terrasse-Vaudreuil

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date 22e jour de septembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Stewart LeGrand, investigateur, 208, 1er boulevard, Ronald Bourdeau, opérateur de machines, 108, 5e boulevard, Kenneth Kane, commis de bureau, 147, boulevard de l'Église, Otto Krebs, ingénieur technique, 34, 10e Avenue, Joseph A. Lewis, assistant-ingénieur technique, 45, 7e Avenue, Edgar V. Nelson, dessinateur, 211, 3e boulevard, Rolf Wittenauer, dessinateur en électronique, 51, 10e Avenue, Jean-Paul Allard, chauffeur, 145, 4e boulevard, Léo Martin, opérateur, 141, 4e boulevard, Thomas Seale, contremaître, 26, 11e Avenue, Robert Chevrier, menuisier, 85, 1er boulevard, et Henri Moses, releveur de compteurs, 99, 4e boulevard, tous douze de Terrasse-Vaudreuil, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres de la corporation, sous le nom de « Citizens Association of Terrasse-Vaudreuil — L'Association des citoyens de Terrasse-Vaudreuil ».

Citizens Association of Terrasse-Vaudreuil
L'Association des citoyens de Terrasse-Vaudreuil

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Steward LeGrand, investigator, 208, 1st Blvd., Ronald Bourdeau, machine operator, 108, 5th Blvd., Kenneth Kane, office clerk, 147 de l'Église Blvd., Otto Krebs, technical engineer, 34, 10th Ave., Joseph A. Lewis, assistant technical engineer, 45, 7th Ave., Edgar V. Nelson, draughtsman, 211, 3rd Blvd., Rolf Wittenauer, electronics draughtsman, 51, 10th Ave., Jean-Paul Allard, chauffeur, 145, 4th Blvd., Léo Martin, operator, 141, 4th Blvd., Thomas Seale, foreman, 26, 11th Ave., Robert Chevrier, joiner, 85, 1st Blvd., and Henri Moses, meter man, 99, 4th Blvd., all twelve of Terrasse-Vaudreuil, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of the menbers of the corporation, under the name of "Citizens Association of Terrasse-Vaudreuil — L'Association des citoyens de Terrasse-Vaudreuil".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 108, 5e boulevard, Terrasse-Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 4471-64

Clinique capillaire Joseph inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1965, constituant en corporation: Isidore Buller, 454, rue Jarry ouest, Montréal, Joseph P. Miller, tous deux avocats, et Lorraine Miller, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Joseph P. Miller, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, ces deux derniers de 120, 90e avenue, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de coiffeurs, salons de beauté, barbiers, manucure, massages, bains de beauté, cliniques pour traitements du cuir chevelu et des cheveux, sous le nom de « Clinique capillaire Joseph inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6961, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 902-65

Cloutier immeubles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Paul-Émile Cloutier, plombier, André Cloutier, commerçant, et Maurice Vallerand, comptable, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Cloutier immeubles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 605-65

Club de camping et caravaning de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Denis Barbeau, réalisateur, Francine Denis, secrétaire, épouse séparée

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 108, 5th Blvd., Terrasse-Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 4471-64

Clinique capillaire Joseph inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isidore Buller, 454 Jarry Street West, Montreal, Joseph P. Miller, both advocates, and Lorraine Miller, secretary, wife separate as to property of the said Joseph P. Miller, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 120, 90th Avenue, LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of hairdressers, beauty parlors, barbers, manicure, body-massage, beauty baths, clinics for scalp and hair treatment, under the name of "Clinique capillaire Joseph inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6961 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 902-65

Cloutier immeubles inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Cloutier, plumber, André Cloutier, business man, and Maurice Vallerand, accountant, all three from Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Cloutier immeubles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 605-65

Club de camping et caravaning de Montréal inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Denis Barbeau, producer, Francine Denis, secretary, wife separate

de biens dudit Denis Barbeau, tous deux de 12147, de Poutrincourt, Montréal, Jean Alary, industriel, 1871, Des Carrières, Montréal, André Langlois, industriel, 102, De Galais, Laval-des-Rapides, et Diane Lapointe, secrétaire, épouse séparée de biens de François Lapointe, 141, Turcot, St-Janvier, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club de camping et caravaning de Montréal inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 434-65

as to property of said Denis Barbeau, both of 12147 de Poutrincourt, Montreal, Jean Alary, industrialist, 1871 Des Carrières, Montreal, André Langlois, industrialist, 102 De Gealis, Laval-des-Rapides, et Diane Lapointe, secretary, wife separate as to property of François Lapointe, 141 Turcot, St-Janvier, for the following purposes:

To form and conduct a sporting club, under the name of "Club de camping et caravaning de Montréal inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and possess is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 434-65

Le Club des Bons Amis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Quebec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Viens, ferblantier, Berthe Beauchemin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Rolland Viens, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 149, rue Panneton, et Bertrand Beauchemin, ferblantier, 18, rue Albert, tous trois d'Asbestos, pour les objets suivants:

Grouper en corporation les personnes qui sont intéressées à former des centres de formation culturelle et des centres de loisirs, sous le nom de « Le Club des Bons Amis inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Asbestos, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 221-65

Le Club des Bons Amis inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rolland Viens, tinsmith, Berthe Beauchemin, housewife, wife separate as to property of the said Rolland Viens, and duly authorized by him for these purposes, both from 149, Panneton Street and Bertrand Beauchemin, tinsmith, 18 Albert Street, all three from Asbestos, for the following purposes:

To group into a corporation, persons interested in forming cultural and recreational centers, under the name of "Le Club des Bons Amis inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Asbestos, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 221-65

Le Club de ski d'Amos inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Baptiste Rouleau, commis de postes, Claude Poissant, professeur, et Guy Dion, comptable, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des centres de ski, sous le nom de « Le Club de ski d'Amos inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immeubles que la corporation peut acquérir et posséder, est de $150,000.

Le siège social de la corporation sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 454-65

Le Club de ski d'Amos inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Baptiste Rouleau, Mail clerk, Claude Poissant, professor and Guy Dion, accountant, all three from Amos, for the following purposes:

To operate ski centers, under the name of "Le Club de ski d'Amos inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $150,000.

The head office of the corporation will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 454-65

Le Club nautique de Trois-Rivières-Ouest inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Jolin, papetier, 2460, St-Olivier, Trois-Rivières, Louis Mailhot, comptable, 2531, Marie-Leneuf, Trois-Rivières, et Robert Jolin, commis-voyageur, 3511, Pontoise, Trois-Rivières-Ouest, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social et sportif, sous le nom de « Le Club nautique de Trois-Rivières-Ouest inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 939-65

Le Club nautique de Trois-Rivières-Ouest inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Jolin, papermaker, 2460 St-Olivier, Trois-Rivières, Louis Mailhot, accountant, 2531 Marie-Leneuf, Trois-Rivières, and Robert Jolin, travelling salesman, 3511 Pontoise, Trois-Rivières-Ouest, for the following purposes:

To establish and direct a social and sports club, under the name of "Le Club nautique de Trois-Rivières-Ouest inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières-Ouest, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 939-65

Club social Hypat inc.
Hypat Social Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: André Villeneuve, 4302, de Repentigny, Jacques Clément, 3508, Marcil, tous deux de Montréal, et Robert Pigeon, 11250, Ste-Julie, Montréal-Est, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts des employés de la compagnie Hygrade Containers ltée, sous le nom de « Club social Hypat inc. — Hypat Social Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $300,000.

Le siège social de la corporation sera à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 580-65

Club social Hypat inc.
Hypat Social Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th, day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: André Villeneuve, 4302, de Repentigny, Jacques Clément, 3508, Marcil, both from Montreal, and Robert Pigeon, 11250, Ste-Julie, Montreal East, all three advocates, for the following purposes:

To promote the interests of the employees of Hygrade Containers ltée, under the name of "Club social Hypat inc. — Hypat Social Club Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation will bea Pointe-aux-Trembles, judicial district of Mon real.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 580-65

Le Comité touristique Maria-Chapdelaine, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Rosaire Desbiens, menuisier, Irenée Niquet, boucher, et Alphonse Larouche, commis, tous trois de Péribonka, pour les objets suivants:

Développer l'industrie touristique sous tous ses aspects, sous le nom de « Le Comité touristique Maria-Chapdelaine, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le Comité touristique Maria-Chapdelaine, inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rosaire Desbiens, joiner, Irenée Niquet, butcher, and Alphonse Larouche, clerk, all three of Peribonka, for the following purposes:

To develop all aspects of the tourist industry, under the name of "Le Comité touristique Maria-Chapdelaine, inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

Le siège social de la corporation seta à Péribonka, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 230-65

The head office of the corporation will be at Péribonka, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Ptovincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 230-65

Compagnie d'administration Vermont inc. Vermont Administration Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1965, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, Montréal, et Roma Cousineau, 5652, Drake, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Administrer des immeubles, des compagnies ou entreprises commerciales quelconques, sous le nom de « Compagnie d'administration Vermont inc. — Vermont Administration Company Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10315, rue Larose, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 448-65

Compagnie d'administration Vermont inc. Vermont Administration Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, Montreal, and Roma Cousineau, 5652 Drake, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To direct immoveables, companies or commercial enterprises, under the name of "Compagnie d'administration Vermont inc. — Vermont Administration Company Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10315 Larose Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 448-65

La Compagnie de construction Etex ltée Etex Construction Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Maurice Veilleux, industriel, 60, 5e avenue, sud, Bernard E. Blanchard, avocat, 105, 3e avenue, sud, tous deux de Roxboro, et Madeleine Martineau, secrétaire, 7260, avenue Querbes, app. 3, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « La Compagnie de construction Etex ltée — Etex Construction Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 831-65

La Compagnie de construction Etex ltée Etex Construction Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Veilleux, industrialist, 60, 5th avenue south, Bernard E. Blanchard, lawyer, 105, 3rd Avenue south both from Roxboro, and Madeleine Martineau, secretary, 7260, Querbes Ave. apt. 3, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "La Compagnie de construction Etex ltée — Etex Construction Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 831-65

La Compagnie M.B.P. ltée M.B.P. Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1965, constituant en corporation: Georges-Henri Bourbonnais, restaurateur, 3739, rue Mentana, Montréal, Bernard Pinsonneault, gérant, 2245, Adélaïde, St-Hubert, et Gustave Mercure, machiniste, 7065, rue Dantes, St-Michel, pour les objets suivants:

La Compagnie M.B.P. ltée M.B.P. Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges-Henri Bourbonnais, restaurateur, 3739 Mentana Street, Montreal, Bernard Pinsonneault, manager, 2245 Adélaïde, St-Hubert, and Gustave Mercure, machinist, 7065 Dantes Street, St-Michel, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « La Compagnie M.B.P. ltée — M.B.P. Company Ltd. », avec un capital total de $600, divisé en 60 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3739, rue Mentana, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 666-65

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "La Compagnie M.B.P. ltée — M.B.P. Company Ltd.", with a total capital stock of $600, divided into 60 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3739 Mentana St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 666-65

Compagnie S. et P. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1965, constituant en corporation: Ronald E. Laviolette, Michel E. Robillard, notaires, et Pierrette Cloutier, secrétaire, fille majeure, tous trois de 934, rue Ste-Catherine, est, suite 111, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Compagnie S. et P. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,200 actions ordinaires de $10 chacune et en 280 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 638-65

Compagnie S. et P. inc.

Notice is hereby given that under Part I of he Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ronald E. Laviolette, Michel E. Robillard, notaries and Pierrette Cloutier, secretary, fille majeure, all three from 934 Ste-Catherine East, Suite 111, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holdings company, under the name of "Compagnie S. et P. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,200 common shares of $10 each and into 280 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St. Lambert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 638-65

Concordia Fabrics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat et conseil en loi de la Reine, Richard Boucher, agent d'immeubles, et Isabel Brodeur, secrétaire, fille majeure, tous trois de 1010, rue Ste-Catherine, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de textiles de toutes sortes, sous le nom de « Concordia Fabrics Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1449, rue St-Alexandre, chambre 603B, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 980-65

Concordia Fabrics Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Wolfson, advocate and Queen's Counsel, Richard Boucher, realtor, and Isabel Brodeur, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 1010 Ste-Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in textiles of all kinds, under the name of "Concordia Fabrics Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander Street, Room 603B, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 980-65

Les Constructeurs Unis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1965, constituant en corporation: Yves Germain, constructeur, 321, rue St-Paul, Québec, Fernand Morissette, vitrier, route rurale no 2, L'Ancienne-Lorette, Claude Dion, constructeur, 11, rue St-Marguerite, Les

Les Constructeurs Unis inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yves Germain, constructor, 321 St-Paul St., Quebec, Fernand Morissette, maker of glass, rural road No. 2, L'Ancienne-Lorette, Claude Dion, constructor, 11 Ste-Marguerite St., Les Saules,

Saules, Rolland Couillard, constructeur, 3006, boulevard Laurier, Sillery, Paul Chalifour, courtier d'assurances, 1575, rue du Ruisseau, Sillery, Jacques L'Heureux, avocat, 2, avenue Chauveau, Québec, et Bernard Corriveau, notaire, 609, boulevard Charest, est, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Constructeurs Unis inc. », avec un capital total de $330,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sillery, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 850-65

Rolland Couillard, constructor, 3006 Laurier Blvd., Sillery, Paul Chalifour, insurance broker, 1575 du Ruisseau St., Sillery, Jacques L'Heureux, advocate, 2 Chauveau Avenue, Quebec, and Bernard Corriveau, notary, 609 Charest Boulevard East, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Constructeurs Unis inc.", with a total capital stock of $330,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sillery, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 850-65

La Construction Kirouack-ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des letrres patentes, en date 23e jour de février 1965, constituant en corporation: Hubert Kirouack, contremaître, 446, Ste-Catherine, Gérard Tremblay, operateur, La Ratière, et Carole Desbiens, secrétaire, fille majeure, 250, Panet, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « La Construction Kirouack ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 84, rue Vaillancourt, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 803-65

La Construction Kirouack ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hubert Kirouack, foreman, 446 Ste-Catherine, Gérard Tremblay, operator, La Ratière and Carole Desbiens, secretary, fille majeure, 250 Panet, all three from Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "La Construction Kirouack ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 84 Vaillancourt St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 803-65

Les Contreplaqués Modernes ltée Modern Plywood Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1965, constituant en corporation: Paul St-Amand, constructeur, Larraine Girard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul St-Amand, tous deux de 74, boulevard Pie XI, St-Gérard-Magella, et Rosaire Lavoie, commis, 1653, St-Cyrille, L'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Industrie et commerce bois, sous le nom de « Les Contreplaqués Modernes ltée — Modern Plywood Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,300 actions ordinaires de $100 chacune et en 700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 74, boulevard Pie XI, St-Gérard-Magella, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 650-65

Les Contreplaqués Modernes ltée Modern Plywood Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul St-Amand, contractor, Lorraine Girard, housewife, wife separate as to property of the said Paul St-Amand, both from 74, Pie XI Blvd, St Gérard-Magella, and Rosaire Lavoie, clerk, 1653, St-Cyrille, Ancienne-Lorette, for the following purposes:

Industry and business dealing in lumber, under the name of "Les Contreplaqués Modernes ltée — Modern Plywood Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,300 common shares of $100 each and into 700 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 74, Pie XI Blvd., St-Gérard-Magella, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 650-65

La Corporation d'expansion L'Apex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1965, constituant en corporation: Jacques MacDonald, pharmacien, 1009, Fournier, Ste-Foy, Guy Bourassa, ingénieur, 836, avenue Painchaud, Québec, et Gaston Desjardins, avocat, 3196, avenue Marsolet, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « La Corporation d'expansion L'Apex inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $20 chacune et en 500 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 728-65

La Corporation d'expansion L'Apex inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques MacDonald, druggist, 1009 Fournier, Ste-Foy; Guy Bourassa, engineer, 836, Painchaud Ave, Quebec and Gaston Desjardins, lawyer, 3196, Marsolet Ave, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "La Corporation d'expansion L'Apex inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $20 each and into 500 preferred shares of $20 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 728-65

Corprest Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1965, constituant en corporation: Bruno Colpron, avocat, 5860, de Jumonville, Montréal, Gervaise Brisson, avocat, 320, St-Georges, La Prairie, et Marthe Chotard, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Chotard, 5003, Bossuet, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de gestion ou de portefeuile ou de contrôle, sous le nom de « Corprest Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8241, rue Marseille, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 753-65

Corprest Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Colpron, advocate, 5860 de Jumonville, Montreal, Gervaise Brisson, advocate, 320 St-Georges, La Prairie, et Marthe Chotard, secretary, wife separate as to property of Pierre Chotard, 5003 Bossuet, Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a management and holding or control company, under the name of "Corprest Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 8241 Marseille Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 753-65

Crab Marine Mfg Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1965, constituant en corporation: Paul Bastien, camionneur, 10700, Grande-Allée, app. 6, Bernard Robillard, entrepreneur, 7211, rue St-Dominique, tous deux de Montréal, et Bernard E. Blanchard, avocat, 105, 3e Avenue, sud, Roxboro, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires et autres instruments et appareils, sous le nom de « Crab Marine Mfg Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 794-65

Crab Marine Mfg Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Bastien, trucker, 10700, Grande-Allée, Apt. 6, Bernard Robillard, contractor, 7211 St-Dominique St., both of Montreal, and Bernard E. Blanchard, advocate, 105, 3rd Avenue, South, Roxboro, for the following purposes:

To deal in motors, machines, parts and accessories and all other implements and apparatus thereof, under the name of "Crab Marine Mfg Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 794-65

Custom Construction & Fixtures Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1965, constituant en corporation: Themis Evagelides, 7122, rue Candiac, St-Léonard, Evangelos Malinos, 7581, rue Garnier, Montréal, Jean Apergi, 5244, avenue Montclair, Montréal, Yacovos Apergy, 4930, avenue Walkley, Montréal, tous quatre administrateurs, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de fournisseurs et manufacturiers et fournisseurs d'articles d'aménagement pour cuisines et restaurants et de marchands de quincaillerie, sous le nom de « Custom Construction & Fixtures Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 768-65

Custom Construction & Fixtures Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Themis Evagelides, 7122 Candiac Street, St-Léonard, Evangelos Malinos, 7581 Garnier Street, Montreal, Jean Apergi, 5244 Montclair Avenue, Montreal, Yacovos Apergy, 4930 Walkley Avenue, Montreal, all four executives, for the following purposes:

To carry on the business of suppliers and manufacturers of kitchen and restaurant equipment and hardware merchants, under the name of "Custom Construction & Fixtures Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of the par value of $10 each and 3,800 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 768-65

D. & H. Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé: par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: Candide Paquette, courtier, 250, Bloomfield, Montréal, Roland Custeau, fonctionnaire, 5812, Arthur-Chevrier, Montréal-Nord, et Madeleine Thibodeau, ménagère, épouse séparée de biens de Raymond Sanschagrin, 365, Côte-Vertu, app. 407, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « D. & H. Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 365, Côte-Vertu, app. 2, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 965-65

D. & H. Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Candide Paquette, broker, 250 Bloomfield, Montreal, Roland Custeau, civil servant, 5812 Arthur-Chevrier, Montreal-North, and Madeleine Thibodeau, housewife, wife separate as to property of Raymond Sanschagrin, 365 Côte-Vertu, Apt. 407, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "D. & H. Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 365 Côte-Vertu, Apt. 2, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 965-65

Denis construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1965, constituant en corporation: Raynald Gibeault, 8352, boulevard St-Michel, St-Michel, Alcide Gaboury, tous deux industriels, et Alice Boutin, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Alcide Gaboury, ces deux derniers de 10847, Lamoureux, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Denis construction ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Denis construction ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raynald Gibeault, 8352 St. Michel Blvd., St. Michel, Alcide Gaboury, both industrialists and Alice Boutin, secretary, wife contractually separate as to property of the said Alcide Gaboury, the latter two from 10847 Lamoureux, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Denis construction ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $10 each, and into 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 659-65

Gérard Dion incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1965, constituant en corporation: Philippe Pothier, C.R., 2580, rue Girouard, Michel Pothier, 2720, Pagé, tous deux avocats, et Simone Turner, sténographe, fille majeure, 2712, rue Girouard, tous trois de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Gérard Dion incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Madeleine, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 500-65

Diplome Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1965, constituant en corporation: Max Isidore Sigler, 2850, avenue Willowdale, app. 6, Moses Hyman Myerson, 5235, chemin Côte-St-Luc, #19, tous deux avocats, de Montréal, et Sigmund Witkowski, maître plombier, 5625, rue Emerald, app. 106, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Diplome Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 857-65

Le Domaine du Ruisseau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean-Guy Décarie, administrateur, 11620, rue Guertin, Montréal, Roland Labelle, entrepreneur, 650, 7e rue, St-Antoine-des-Laurentides, et Jean Blanchard, notaire, 5, boulevard Belisle, Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires come compagnie de placement, sous le nom de « Le Domaine du Ruisseau inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 2,000

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

10257 659-65

Gérard Dion incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philippe Pothier, C.R., 2580, Girouard Street, Michel Pothier, 2720, Pagé, both lawyers and Simone Turner, stenographer, fille majeure, 2712, Girouard Street, all three from St-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Gérard Dion incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Madeleine, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 500-65

Diplome Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Isidore Sigler, 2850 Willowdale Avenue, Apt. 6, Moses Hyman Myerson, 5235 Côte-St-Luc Road, #19, both advocates, of Montreal, and Sigmund Witkowski, master plumber, 5625 Emerald Street, Apt. 106, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of building contractors, under the name of "Diplome Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 857-65

Le Domaine du Ruisseau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Décarie, administrator, 11620 Guertin St., Montreal, Roland Labelle, contractor, 650, 7th St., St-Antoine-des-Laurentides, and Jean Blanchard, notary, 5 Bélisle Blvd., St-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Le Domaine du Ruisseau inc.", with a total capital stock of $60,000, di-

actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 1023-65

Doucet & Charland inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1965, constituant en corporation: Marcel Doucet, marchand, Rita Lemay, ménagère, épouse separée de biens dudit Marcel Doucet, tous deux de 5095, rue Chambord, Montréal, et Jean-Charles Charland, marchand, 775, 5e avenue, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Doucet & Charland inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1308, rue Laurier, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 641-65

Douville auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corporation: Gilles Dutilly, garagiste, Georgette Coderre, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilles Dutilly, tous deux de 855, Coulonges, Douville, et Roland Lacroix, garagiste, 795, Des Cascades, St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Douville auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Douville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 5366-64

Driver Overload (Hull) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1965, constituant en corporation: Gaétan Cousineau, chauffeur de camion, Denise Cousineau, ménagère, épouse commune en biens dudit Gaétan Cousineau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Rodrigue Farley, avocat, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

vided into 2,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 1023-65

Doucet & Charland inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Doucet, merchant, Rita Lemay, housewife, wife separate as to property of the said Marcel Doucet, both from 5095, Chambord Street, Montreal and Jean-Charles Charland, merchant, 775, 5th Avenue, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on business dealing in building supplies, under the name of "Doucet & Charland inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1308, Laurier East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 641-65

Douville auto inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Dutilly, garageman, Georgette Coderre, housewife, wife separate as to property of the said Gilles Dutilly, both of 855 Coulonges, Douville, and Roland Lacroix, garageman, 795 Des Cascades, St. Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their accessories and parts, and to act as garagemen, under the name of "Douville auto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each, 100 preferred class "A" shares of $100 each and 100 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company will be at Douville, judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 5366-64

Driver Overload (Hull) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaétan Cousineau, truck driver, Denise Cousineau, housewife, wife common as to property of the said Gaétan Cousineau, and duly authorized by him for these presents, and Rodrigue Farley, advocate, all three of Hull, for the following purposes:

Exercer les fonctions d'instructeurs, conseillers et aviseurs, en sécurité et premiers soins relativement au commerce et à l'industrie du transport par camion ou autrement, sous le nom de « Driver Overload (Hull) Limited », avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 20, rue Nicolet, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 5566-64

To exercise the functions of instructors, counsellors and advisers in security and the needs of the business and industry of transportation by truck or otherwise, under se name of "Driver Overload (Hull) Limited", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 20 Nicolet St., Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 5566-64

Les Ébénisteries Émond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: René Émond, ébéniste, Solange Provost, ménagère, épouse dudit René Émond, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 7095, rue Verdier, et Jean-Paul Labrecque, comptable, 6825, Jean-Lecompte, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Les Ébénisteries Émond inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 930-65

Les Ébénisteries Émond inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Émond, cabinet-maker, Solange Provost, housewife, wife of the said René Émond, and duly authorized by him for these presents, both of 7095 Verdier St., and Jean-Paul Labrecque, accountant, 6825 Jean-Lecompte, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Les Ébénisteries Émond inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 930-65

École de barbiers Labrosse ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: Théogène Labrosse, maître coiffeur, Yvette Paradis, ménagère, épouse séparée de biens dudit Théogène Labrosse, tous deux de 2743, rue Desmarteau, et Jeannine Paradis, ménagère, veuve de Jean-Paul Bacon, 2670, rue Sicard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et exploiter une école pour barbiers-coiffeurs, sous le nom de « École des barbiers Labrosse ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 992-65

École de barbiers Labrosse ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Théogène Labrosse, master hairdresser, Yvette Paradis, housewife, wife separate as to property of the said Théogène Labrosse, both of 2743 Desmarteau St., and Jeannine Paradis, housewife, widow of Jean-Paul Bacon, 2670 Sicard St., all three of Montreal, for the following purposes:

To establish and operate a school for barbers and hairdressers, under the name of "École de barbiers Labrosse ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 992-65

Édifices Bretagne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1965, constituant en corporation: Roger Moranville, architecte, 126, rue

Édifices Bretagne inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Moranville, architect, 126 Pie XII Street, Hauterive,

Pie XII, Hauterive, Henri Desjardins, gérant, 21, boulevard Blanche, Hauterive, et Marcel Boulanger, comptable, 896, avenue Myrand, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Édifices Bretagne inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 937-65

Henri Desjardins, manager, 21 Blanche Blvd., Hauterive, and Marcel Boulanger, accountant, 896 Myrand Ave., Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as real estate and construction company, under the name of "Édifices Bretagne inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Hauterive, judicial district of Hauterive.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 937-65

Les Entreprises B & B inc.
B & B Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1965, constituant en corporation: Olivier Prat, avocat, 397, Laurier, ouest, Montréal, Marie J. Lanoville, secrétaire, épouse commune en biens de Jacques Lanoville, 3207, rue Steven, Jacques-Cartier, et Roxanne Desrosiers, secrétaire, fille majeure, 2499, Curé-Labelle, Chomedey, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Entreprises B & B inc. — B & B Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 668-65

Les Entreprises B & B inc.
B & B Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Olivier Prat, lawyer, 397, Laurier west, Montreal, Marie J. Lanoville, secretary, wife common as to property of the said Jacques Lanoville, 3207 Steven Street, Jacques-Cartier and Roxanne Desrosiers, secretary, fille majeure, 2499, Curé-Labelle, Chomedey, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises B & B inc. — B & B Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 668-65

Les Entreprises Bella Vista inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1965, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, Wolseley, Côte-St-Luc, Lawrence Glazer, étudiant, 7920, Kingsley, Côte-St-Luc, et Meta Csirinyi, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Csirinyi, 2700, Goyer, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Les Entreprises Bella Vista inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 899-65

Les Entreprises Bella Vista inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710 Wolseley, Côte-St-Luc, Lawrence Glazer, student, 7920 Kingsley, Côte-St-Luc, and Meta Csirinyi, secretary, wife separate as to property of Julius Csirinyi, 2700 Goyer, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Les Entreprises Bella Vista inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 899-65

Les Entreprises Fontaine Bleau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corpo-

Les Entreprises Fontaine Bleau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René

ration: René Turcot, briqueteur, 7971, 15e avenue, St-Michel, Pierre Tremblay, avocat, 9050, boulevard St-Michel, St-Michel, et Mme Robert Desmarais, secrétaire, épouse séparée de biens de Robert Desmarais, 6979, boulevard L'Assomption, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Fontaine Bleau inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 7,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7971, 15e Avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 585-65

Entreprises Lunar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituznt en corporation: André Perreault, avocat, 4353, Girouard, Montréal, Normand Duval, avocat, 2185, Nicolas-Perrot, Montréal, Pierrette Farley, 7608, St-Dominique, Montréal, et Raymonde Lamarche, 8832, St-Denis, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, pour les objets suivants:

Faire des recherches et fournir les services de la compagnie dans le commerce de l'émission de cartes de crédit; faire affaires comme agence de voyages, sous le nom de « Entreprises Lunar inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 162, boulevard Labelle, Ste-Rose, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 958-65

Fantaisie du Printemps (Murdochville) inc.
Spring Fantasy (Murdochville) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Dr William May, médecin, 8e Rue, Louis Poirier, employé de G.C.M. Ltd., 551, avenue « A », et Guy Marsolais, marchand, 4e Rue, tous trois de Murdochville, pour les objets suivants:

Promouvoir le tourisme d'hiver dans la ville de Murdochville et la région, sous le nom de « Fantaisie du Printemps (Murdochville) inc.— Spring Fantasy (Murdochville) Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Murdochville, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 742-65

Turcot, bricklayer, 7971, 15th Ave, St. Michel, Pierre Tremblay, lawyer, 9050 St. Michel Blvd., St. Michel and Mme Robert Desmaris, secretary, wife separate as to property of the said Robert Desmarais, 6979, L'Assomption Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Fontaine Bleau inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 3,000 common shares of $10 and into 7,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7971, 15th Ave., St. Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 585-65

Entreprises Lunar inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Perreault, advocate, 4353 Girouard, Montreal, Normand Duval, advocate, 2185 Nicolas-Perrot, Montreal, Pierrette Farley, 7608 St-Dominique, Montreal, and Raymond Lamarche, 8832 St-Denis, Montreal, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority in use of their rights, for the following purposes:

To carry on research and to furnish the services of a company which issues credit cards; to carry on business as a travel agency, under the name of "Entreprises Lunar inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 162 Labelle Blvd., Ste-Rose, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 958-65

Fantaisie du Printemps (Murdochville) inc.
Spring Fantasy (Murdochville) Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. William May, physician, 8th Street, Louis Poirier, G.C.M. Ltd employee; 551, Avenue "A", and Guy Marsolais, merchant, 4th Street, all three from Murdochville, for the following purposes:

To promote winter travel for pleasure in the town of Murdochville and the region, under the name of "Fantaisie du Printemps (Murdochville) inc.— Spring Fantasy (Murdochville) Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Murdochville, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 742-65

Fédération des oeuvres paroissiales de Longueuil inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Quebec, des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: William Chapin, officier de l'Armée, 353, St-Jacques, André Leduc, gérant de ventes, 239, Quinn, Laurent G. Richard, directeur de ventes, 965, Notre-Dame-de-Grâce, Paul E. Taillon, contrôleur, 1041, Lasalle, et J.-Éloi Gervais, avocat, 61, St-Charles, est, tous cinq de Longueuil, pour les objets suivants:

Former une association pour venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux, sous le nom de « Fédération des oeuvres paroissiales de Longueuil inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 378-65

Fédération des oeuvres paroissiales de Longueuil inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: William Chapin, army officer, 353 St., James, André Leduc, sales manager, 239, Quinn, Laurent G. Richard, sales director, 965, Notre-Dame-de-Grâce, Paul E. Taillon, comptroller, 1041, Lasalle, and J.-Éloi Gervais, lawyer, 61 St. Charles east, all five from Longueuil, for the following purposes:

To form an association to help the poor and the needy, under the name of "Fédération des oeuvres paroissiales de Longueuil inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 378-65

Fédération des sociétés d'histoire du Québec

Avis est donné qu'en bertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a égé accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Léo R. Leblanc, avocat, 1054, Bourgogne, Chambly, Claude Bruchési, professeur, 4660, chemin de la Reine-Marie, Montréal, Clayton Gray, écrivain, 1495, boulevard Ste-Croix, Montréal, Charles De Marteau, cinéaste, 414, boulevard Marie-Victorin, Boucherville, et J.-Raymond Deneault, administrateur, 3245, rue de Sérigny, Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les sociétés d'histoire du Québec, ainsi que les sociétés ayant des activités connexes, en vue de promouvoir une plus grande coopération entre elles, sous le nom de « Fédération des sociétés d'histoire du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 36-65

Fédération des sociétés d'histoire du Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Léo R. Leblanc, lawyer, 1054 Bourgogne, Chambly, Claude Bruchési, professor, 4660, Queen Mary Road, Montreal, Clayton Gray, writer, 1495, Ste-Croix Blvd., Montreal, Charles De Marteau, cineast, 414 Marie Victorin Blvd., Boucherville and J.-Raymond Deneault, director, 3245 de Serigny Street, Montreal, for the following purposes:

To group the Quebec historical societies, as well as societies which have connected activities, in view to promote a better cooperation between themselves, under the name of "Fédération des sociétés d'histoire du Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd, day of March 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of te Province.

10257 36-65

Fédération Québécoise de la faune Quebec Wildlife Federation

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Edward Glendening, comptable, 113, avenue Bathurst, Pointe-Claire, Oscar Houde, officier de relations extérieurs, 7836, de Gaspé, et Émile Lamoureux, gérant, 10875, Esplanade, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fédération Québécoise de la faune Quebec Wildlife Federation

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Edward Glendening, accountant, 113 Bathurst Ave., Pointe-Claire, Oscar Houde, officer in external affairs, 7836, de Gaspé and Émile Lamoureux, manager, 10875, Esplanade, the latter two from Montreal, for the following purposes:

Unir et affilier les associations et les clubs de chasse et de pêche de la province de Québec, sous le nom de « Fédération Québécoise de la faune — Quebec Wildlife Federation ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 833-65

To unite and affiliate the fishing and hunting associations and clubs, in the Province of Quebec, under the name of "Fédération Québécoise de la faune — Quebec Wildlife Federation".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 833-65

Les Fermes de Mont-Carmel ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1965, constituant en corporation: Léon Lamothe, avocat, 127, 4e rue, Jean-Louis Sanschagrin, avocat, 569, 5e rue, et J.-Avila Julien, huissier, 404, 4e rue, tous trois de Shawinigan, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agriculteurs, sous le nom de « Les Fermes de Mont-Carmel ltée », avec un capital total de $8,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Carmel, comté de Champlain, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 366-65

Les Fermes de Mont-Carmel ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léon Lamothe, lawyer, 127, 4th Street, Jean-Louis Sanschagrin, lawyer, 569, 5th Street, and J.-Avila Julien, bailiff, 404, 4th Street, all three from Shawinigan, for the following purposes:

To carry on business as farmers, under the name of "Les Fermes de Mont-Carmel ltée", with a total capital stock of $8,000, divided into 8,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Mont-Carmel, county of Champlain, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 366-65

Les Festivals des collèges de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Loiselle, 440, des Bouleaux, Josette Lapointe, fille majeure, 755, Calixa-Lavallée, tous deux de Québec, et Jacques Roy, 3312, des Quatre-Saisons, Ste-Foy, tous trois professeurs, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui ont fait ou qui font leurs études dans les différents collèges, écoles ou institutions d'enseignement de Québec et de la région, sous le nom de « Les Festivals des collèges de Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 1150, boulevard St-Cyrille, ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 835-65

Les Festivals des collèges de Québec inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques Loiselle, 440 des Bouleaux, Josette Lapointe, fille majeure, 755 Calixa-Lavallée, both of Quebec, and Jacques Roy, 3312 des Quatre-Saisons, Ste-Foy, all three professors, for the following purposes:

To group into an association the persons who have studied or are studying in the various colleges, schools or institutions of learning in Quebec and vicinity, under the name of "Les Festivals des collèges de Québec inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 1150 St. Cyrille Blvd. West, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 835-65

Fidusco Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1965, constituant en corporation: René Amyot, 1407, avenue Oak, Sillery,

Fidusco Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Amyot, 1407 Oak Avenue, Sillery, Pierre Lesage,

Pierre Lesage, 2012, rue Hocquart, Ste-Foy, tous deux avocats, Pierrette Trottier, célibataire 610, rue Lavigueur, Québec, Denise Gravel, épouse séparée de biens de Jean-Pierre Gravel, 2125, Richer, Ste-Foy, et Louise Girard, épouse séparée de biens de Jacques Girard, 543, Nationale, St-Augustin, comté de Portneuf, ces trois dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Fidusco Ltd. », avec un capital-actions divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 883-65

2012 Hocquart Street, Ste-Foy, both attorneys, Pierrette Trottier, spinster, 610 Lavigueur Street, Quebec, Denise Gravel, wife separate as to property of Jean-Pierre Gravel, 2125 Richer, Ste-Foy, and Louise Girard, wife separate as to property of Jacques Girard, 543 Nationale, St-Augustin, county of Portneuf, the latter three secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Fidusco Ltd.", with a capital stock divided into 100,000 common shares without par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 883-65

Les Formes du Québec (construction) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corporation: Pierre G. Bouchard, avocat, 11800, Grenet, Marcel Hamelin, notaire, 12086, L'Acadie, et Pauline Simard, secrétaire, épouse séparée de biens d'André Simard, 9362, Châteaubriand, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Formes du Québec (construction) ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 275-65

Les Formes du Québec (construction) ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre G. Bouchard, lawyer, 11800, Grenet, Marcel Hamelin, notary, 12086, L'Acadie and Pauline Simard, secretary, wife separate as to property from André Simard, 9362, Châteaubriand, all three from Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Formes du Québec (construction) ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 275-65

Le Foyer de L'Age d'Or inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Hilaire Boissé, courtier en assurances, Gilbert Gagnon, travailleur social, et Florian Olscamp, secrétaire particulier, tous trois de La Sarre, pour les objets suivants:

Former une association pour venir en aide aux personnes âgées, sous le nom de « Le Foyer de L'Age d'Or inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 5665-64

Le Foyer de L'Age d'Or inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Hilaire Boissé, insurance broker, Gilbert Gagnon, social worker, and Florian Olscamp, private secretary, all three from La Sarre, for the following purposes:

To form an association to help old people, under the name of "Le Foyer de L'Age d'Or inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at La Sarre, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 5665-64

Foyer Notre-Dame de l'Enfant (Sherbrooke)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Foyer Notre-Dame de l'Enfant (Sherbrooke)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Hébert, contrôleur, Gisèle Goulet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Fernand Joyal, et Gérald Lafrance, avocat, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Maintenir et développer un centre de recherches et de traitements pour enfants déficients en raison de troubles sociaux, physiques, psychiques, moraux ou autres, sous le nom de « Foyer Notre-Dame de l'Enfant (Sherbrooke) ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 479-65

bearing date the 18th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Hébert, comptroller, Gisèle Goulet, housewife, wife contractually separate as to property of Fernand Joyal, and Gérald Lafrance, advocate, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To maintain and develop a research and treatment center for children who are deficient because of social, physical, psychic, moral or other troubles, under the name of "Foyer Notre-Dame de l'Enfant (Sherbrooke)".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 479-65

Renaud Fréchette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: Renaud Fréchette, maître électricien, Adolphe Fréchette, électricien, et Alice Fréchette, ménagère, épouse commune en biens dudit Adolphe Fréchette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous trois de Rock Forest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Renaud Fréchette inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rock Forest, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 874-65

Renaud Fréchette inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Renaud Fréchette, master electrician, Adolphe Fréchette, electrician, and Alice Fréchette, housewife, wife common as to property of the said Adolphe Fréchette, and duly authorized by him for these presents, all three of Rock Forest, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Renaud Fréchette inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rock Forest, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 874-65

Onide Gagné inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: Onide Gagné, entrepreneur, Yolande Gendron, ménagère, épouse séparée de biens dudit Onide Gagné, tous deux de 189, boulevard Percy, et Rhéo Lavertue, menuisier, 112, rue Tupper, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Onide Gagné inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 5463-64

Onide Gagné inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Onide Gagné, contractor, Yolande Gendron, housewife, wife separate as to property of the said Onide Gagné, both of 189 Percy Blvd., and Rhéo Lavertue, joiner, 112 Tupper St., all three of Magog, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Onide Gagné inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 5463-64

Galeries de l'Aigle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1965, constituant en corporation: Gaëtan E. Lagarde, avocat, 4169, St-Hubert, Montréal, Cécile Messier, secrétaire, célibataire, 6601, Joseph-Renaud, Anjou, et Gisèle Smith, secrétaire, célibataire, 3267, Cadillac, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de peintures et d'oeuvres d'art, sous le nom de « Galeries de l'Aigle inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4169, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 1008-65

Galeries de l'Aigle inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaëtan E. Lagarde, advocate, 4169 St. Hubert, Montreal, Cécile Messier, secretary, spinster, 6601 Joseph-Renaud, Anjou, and Gisèle Smith, secretary, spinster, 3267 Cadillac, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in paintings and works of art, under the name of "Galeries de l'Aigle inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4169 St. Hubert St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 1008-65

Garage Lindsay ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1965, constituant en corporation: Yvon Lindsay, garagiste, 707, rue des Érables, Yvon Couture, comptable agréé, 926, rue Renaud, et Lucien Larouche, avocat, 109, rue des Érables, tous trois de Dolbeau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage Lindsay ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 757, boulevard Walberg, Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 743-65

Garage Lindsay ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvon Lindsay, garagist, 707, des Érables Street, Yvon Couture, chartered accountant, 926, Renaud Street, and Lucien Larouche, lawyer, 109 des Érables Street, all three from Dolbeau, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their parts and accessories and to act as garagemen, under the name of "Garage Lindsay ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 757, Walberg Blvd., Dolbeau, judicial district of Rogerval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 743-65

Garage St-Maurice inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1965, constituant en corporation: Jules Dupré, avocat et conseil en loi de la Reine, 160, Pagnuelo, Outremont, Jean Gagnon, avocat, 715, Closse, St-Lambert, et Jacques Viger, commis, 4215, de la Roche, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage St-Maurice inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 28, 45e Avenue, Bois-des-Filion, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 619-65

Garage St-Maurice inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Dupré, lawyer and Queen's Counsel, 160 Pagnuelo, Outremont, Jean Gagnon, lawyer, 715 Closse, St-Lambert and Jacques Viger, clerk, 4215 de la Roche, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their accessories and parts and to act as garagemen, under the name of "Garage St-Maurice inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 28, 45th Ave., Bois-des-Filion, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 619-65

Geni inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1965, constituant en corporation: Estelle Thérien, 6543, Boyer, Rita Dufresne, 166, Fleury, est, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Yvon Jasmin, avocat, 7280, boulevard Gouin, ouest, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction et d'appareils se rapportant à la prévention des incendies; faire l'inspection et la vérification de toutes sortes de bâtiments et immeubles, sous le nom de « Geni inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $1 chacune et en 385 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 838-65

Geni inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Estelle Thérien, 6543, Boyer, Rita Dufresne, 166 Fleury east, both secretaries, filles majeures and Yvon Jasmin, lawyer, 7280, Gouin Blvd. west, all three from Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in construction materials and apparatus referring to fire prevention; to verify and inspect all kinds of buildings and immoveables, under the name of "Geni inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $1 each and into 385 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St. Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 838-65

Glado incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: Roger St-Onge, 532 Miles, Germain Turmel, 648, Parker, tous deux vendeurs, de Greenfield Park, Jean-Louis Crête, machiniste, 1170, Lloyd George, Verdun, Jean-Guy Fournier, vérificateur, 21, 4e Avenue, LaSalle, et André Clément, inspecteur, 6667, Mazarin, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Glado incorporée », avec un capital total de $60,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 984-65

Glado incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger St-Onge, 532 Miles, Germain Turmel, 648 Parker, both salesmen, of Greenfield Park, Jean-Louis Crête, machinist, 1170 Lloyd George, Verdun, Jean-Guy Fournier, auditor 21, 4th Ave., LaSalle, and André Clément, inspector, 6667 Mazarin, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, investment and holding company, under the name of "Glado incorporée", with a total capital stock of $60,000, divided into 400 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 984-65

Granby Curling Club Inc.
Club de curling Granby inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: James Stewart Hamilton, ingénieur de ventes, 251, Hillview, Granby, Edwin Stuart Jarman, gérant d'usine, 69, rue Drummond, Granby, et Roger Hemphill Guillet, programmeur de I. B. M., 68, rue Main, Granby, pour les objets suivants:

Former, établir et exploiter un club sportif et social, sous le nom de « Granby Curling Club Inc. — Club de curling Granby inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut détenir et posséder est de $400,000.

Granby Curling Club Inc.
Club de curling Granby inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: James Stewart Hamilton, sales engineer, 251 Hillview, Granby, Edwin Stuart Jarman, plant manager, 69 Drummond Street, Granby, and Roger Hemphill Guillet, I. B. M. programmer, 68 Main Street, Granby, for the following purposes:

To form, establish and operate a sporting country and social club, under the name of "Granby Curling Club Inc. — Club de curling Granby inc.".

The amount to wich the value of the immoveable property which the corporation may hold and possess, is to be limited, is $400,000.

Le siège social de la corporation sera 18, rue Long, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 988-65

The head office of the corporation will be at 18 Long Street, Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 988-65

La Grille Dorée inc.
The Golden Gate Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: J.-André Racine, commerçant, 12212, Ranger, Cartierville, Patrick Brophy, vendeur, 105, Manor Drive, Châteauguay-Centre, et Gisèle Thibault, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Rhéaume Poirier, 210, boulevard St-Joseph, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un bar-salon, une auberge et un restaurant, sous le nom de « La Grille Dorée inc. — The Golden Gate Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5192, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 683-65

La Grille Dorée inc.
The Golden Gate Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-André Racine, trader, 12212 Ranger, Cartierville, Patrick Brophy, salesman, 105 Manor Drive, Châteauguay-Centre, and Gisèle Thibault, secretary, wife contractually separate as to property of Rhéaume Poirier, 210 St. Joseph Blvd. East, Montreal, for the following purposes:

To operate a bar-salon, an inn and a restaurant, under the name of "La Grille Dorée inc. — The Golden Gate Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5192 St. Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 683-65

H. & B. équipement de cuisine ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1965, constituant en corporation: Roger Parenteau, avocat, Rosaire Perron, marchand, tous deux de 480, rue St-Jean, Drummondville, et Romuald Lepage, agent, St-Germain-de-Grantham, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous appareils et accessoires domestiques, sous le nom de « H. & B. équipement de cuisine ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 887-65

H. & B. équipement de cuisine ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Parenteau, advocate, Rosaire Perron, merchant, both of 480 St-Jean St., Drummondville, and Romuald Lepage, agent, St-Germain-de-Grantham, for the following purposes:

To carry on business dealing in all domestic appliances and accessories, under the name of "H. & B. équipement de cuisine ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 390 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Drummond.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 887-65

Hôtel des Plaines ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Monique Melançon, secrétaire, fille majeure, 10380, Verville, Montréal, Jean-Paul Lapointe, conseiller en relations industrielles, et Laurette Lapointe, ménagère, épouse séparée de biens

Hôtel des Plaines ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Monique Melançon, secretary, fille majeure, 10380 Verville, Montreal, Jean-Paul Lapointe, adviser in industrial relations, and Laurette Lapointe, housewife, wife separate as to property of the

dudit Jean-Paul Lapointe, ces deux derniers de 7182, Denoue, St-Léonard, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie, de restaurant, de taverne, de salle de quilles et tout autre commerce semblable, sous le nom de « Hôtel des Plaines ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacuhe et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 166, boulevard Ste-Anne, Ste-Anne-des-Plaines, district judiciaire de Terrebonne.

Donne au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 722-65

Les Immeubles Bérubé LeBel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1965, constituant en corporation: Roger Bérubé, marchand, Thérèse Lamontagne, ménagère, épouse commune en biens dudit Roger Bérubé, tous deux de 499, rue St-Pierre, Roger LeBel, inspecteur de bâtiments, et Jeannine Lepage, infirmière licenciée, tous quatre de Rimounki, pour les objets suivants:

Faire affaires conne compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Bérubé LeBel inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 5605-64

Les Immeubles J. B. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Quebec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1965, constituant en corporation: Bernard Fortin, technicien, 346, boulevard Sacré-Coeur, St-Félicien, Raymond Gauthier, comptable agréé, 454, Ste-Catherine, Jonquière, et Jean Fortin, comptable, 117, Taschereau, Kénogami, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble financement, sous le nom de « Les Immeubles J. B. inc. », avec un capital total de $110,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 501, boulevard du Centenaire, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 5847-64

Independent Bargain Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

said Jean-Paul Lapointe, the two latter of 7182 Denoue, St-Léonard, for the following purposes:

To carry on business in the hotel trade, operating restaurants, taverns, bowling alleys and any other similar business, under the name of "Hôtel des Plaines ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 750 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 166 Ste-Anne Blvd., Ste-Anne-des-Plaines, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 722-65

Les Immeubles Bérubé LeBel inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Bérubé, merchant, Thérèse Lamontagne, housewife, wife common as to property of the said Roger Bérubé, both from 499 St. Peter Street, Roger LeBel, building inspector, and Jeannine Lepage, licenced nurse, all four from Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Bérubé LeBel inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 shares of $100 each and into 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 5605-64

Les Immeubles J. B. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Fortin, technician, 346 Sacré-Coeur Blvd., St. Félicien, Raymond Gauthier, chartered accountant, 454 Ste-Catherine, Jonquière and Jean Fortin, accountant 117 Taschereau, Kénogami, for the following purposes:

To carry on business as real estate and investment company, under the name of "Les Immeubles J. B. inc.", with a total capital stock of $110,000, divided into 8,000 common shares of $10 each, and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 501 Blvd. Centenaire, Jonquière, jusicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 5847-64

Independent Bargain Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1965, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, Wolseley, Côte-St-Luc, Lawrence Glazer, étudiant, 7920, Kingsley, Côte-St-Luc, et Meta Csirinyi, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Csirinyi, 2700, Goyer, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Independent Bargain Shop Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 880-65

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710 Wolseley, Côte-St-Luc, Lawrence Glazer, student, 7920 Kingsley, Côte-St-Luc, and Meta Csirinyi, secretary, wife separate as to property of Julius Csirinyi, 2700 Goyer, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Independent Bargain Shop Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 880-65

Les Industries Lucerne ltée
Lucerne Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: John P. Lanthier, 339, avenue Westminster, nord, Montréal-ouest, Neil D. Shee, 5311, rue Sherbrooke, ouest, app. 705, Montréal, tous deux avocats, et Guy Chatelain, notaire, 291, avenue de L'Épée, Outremont, pour les objets suivants:

Emballer ou envelopper des produits de consommation dans des substances variées comme empaquetages, sous le nom de « Les Industries Lucerne ltée — Lucerne Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $5 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 908-65

Les Industries Lucerne ltée
Lucerne Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John P. Lanthier, 339 Westminster Avenue North, Montreal West, Neil D. Shee, 5311 Sherbrooke Street West, Apt. 705, Montreal, both advocates, and Guy Chatelain, notary, 291 de l'Épée Avenue, Outremont, for the following purposes:

To envelop or wrap consumer goods in various substances as packages, under the name of "Les Industries Lucerne ltée — Lucerne Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $5 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 908-65

Les Investissements Chatel limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: J.-Paul Chatel, 395, rue Victoria, Louis Chatel, 9, Terrasse Louise, et Jean-Guy Chatel, 80, rue Aubin, tous trois marchands, de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de gestion, sous le nom de « Les Investissements Chatel limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 526-65

Les Investissements Chatel limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Paul Chatel, 395, Victoria Street, Louis Chatel, 9, Terrasse Louise, and Jean-Guy Chatel, 80 Aubin Street, all three merchants from Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business as an investment and administration company, under the name of "Les Investissements Chatel limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 526-65

Jacques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corporation: Florent Jacques, commerçant, 8052, boulevard St-Michel, St-Michel, Rolland Gagnier, 720, chemin du Moulin, Ste-Adèle, et Constant Montanaro, 10395, rue Rancourt, Montréal, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Jacques inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 816-65

Jacques inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Florent Jacques, trader, 8052 St. Michel Blvd., St. Michel, Rolland Gagnier, 720 du Moulin Road, Ste-Adèle and Constant Montanaro, 10395 Rancourt Street, Montreal, the latter two accountants, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Jacques inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 816-65

Kamin Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24 jour de février 1965, constituant en corporation: Jason Ruby, avocat, 2860, avenue Ekers, Montréal, Louis Orenstein, avocat et conseil en loi de la Reine, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, et John Michelin, avocat, 5200, Prince de Galles, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Kamin Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 861-65

Kamin Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jason Ruby, advocate, 2860 Ekers Avenue, Montreal, Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, and John Michelin, advocate, 5200 Prince of Wales, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under she name of "Kamin Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 861-65

L.A.S. Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1965, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, avocat, 3495, rue Mountain, app. 708, Mary Ravachol, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Ravachol, 3590, rue Dézéry, app. 15, tous deux de Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de construction, sous le nom de « L.A.S. Corp. », avec un capital total de $300,000, divisé en 300 actions ordinaires de $1 chacune et 299,700 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 995-65

L.A.S. Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain Street, Apt. 708, Mary Ravachol, secretary, wife separate as to property of Charles Ravachol, 3590 Dézéry Street, Apt. 15, both of Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815 de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and construction company, under the name of "L. A.S. Corp.", with a total capital stock of $300,000, divided into 300 common shares of $1 each and 299,700 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 995-65

Langlois funérailles St-Gérard limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: A.-F.-André Langlois, directeur de funérailles, Marie V. D. Langlois, ménagère, épouse dudit A.-F.-André Langlois, tous deux de St-Jean, et Alain B. Langlois, gérant, Iberville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Langlois funérailles St-Gérard limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 964-65

Langlois funérailles St-Gérard limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: A.-F.-André Langlois, funeral director, Marie V. D. Langlois, housewife, wife of said A.-F.-André Langlois, both of St-Jean, and Alain B. Langlois, manager, Iberville, for the following purposes:

To carry on business as funeral undertakers, under the name of "Langlois funérailles St-Gérard limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Jean, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 964-65

Laurentien Car Cleaners (1965) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1965, constituant en corporation: Alice Fleury, comptable, 966, rue De Salaberry, Ethel M. McCallum, secrétaire, 34, rue Desjardins, toutes deux célibataires, et François de B. Gravel, avocat, 600, avenue Laurier, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de nettoyeurs de tous genres de voitures et véhicules, sous le nom de « Laurentien Car Cleaners (1965) Limited », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 952-65

Laurentien Car Cleaners (1965) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alice Fleury, accountant, 966 De Salaberry Street, Ethel M. McCallum, secretary, 34 Desjardins Street, both spinsters, and François de B. Gravel, advocate, 600 Laurier Avenue, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as cleaners of all types of cars and vehicles, under the name of "Laurentien Car Cleaners (1965) Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 952-65

Lavoie maisons mobiles inc.

Avis est douné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corporation: Lionel Lavoie, commerçant, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Rosaire Bérubé, avocat, Rimouski, et Claire Tremblay, secrétaire, fille majeure, Romouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres de remorques, roulottes mobiles et roulottes automobiles, sous le nom de « Lavoie maisons mobiles inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordicaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 2,500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 731-65

Lavoie maisons mobiles inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lionel Lavoie, trader, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Rosaire Bérubé, advocate, Rimouski, and Claire Tremblay, secretary, fille majeure, Rimouski, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of trailers, mobile homes and automobile trailers, under the name of "Lavoie maisons mobiles inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of $10 each, 2,500 preferred class "A" chares of a nominal value of $10 each and 5,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 731-65

Ledan Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Issie Nadel, actionnaire, 420, avenue Lazard, Mont Royal, Teddy Nadel, ingénieur, 1390, boulevard Normandie, Chomedey, et Abraham Gurman, avocat, 5530, chemin côte-St-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnies de placements, sous le nom de « Ledan Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 500 actions privilégiées, catégorie « A » de $10 chacune et 340 actions privilégiées catégorie « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 137-65

Ledan Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Issie Nadel, investor, 420 Lazard Avenue, Mount Royal, Teddy Nadel, engineer, 1390 Normandie Boulevard, Chomedey, and Abraham Gurman, advocate, 5530 Côte-St-Luc Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ledan Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 500 class "A" preferred shares of $10 each and 340 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 137-65

Lewmarsy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1965, constituant en corporation: Horace Wolfe, industriel, 782, avenue Upper Belmont, Westmount, Norman N. Genser, avocat, 4850, Côte-St-Luc, Montréal, et Sydney Phillips, avocat, 5616, avenue Palmer, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Lewmarsy Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 1,500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 749-65

Lewmarsy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Horace Wolfe, industrialist, 782 Upper Belmont Avenue, Westmount, Norman N. Genser, attorney, 4850 Côte-St-Luc, Montreal, and Sydney Phillips, attorney, 5616 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Lewmarsy Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 1,500 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 3,750 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 749-65

Ligue de hockey Sanspression inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Desnoyers, technicien en électricité, 730, Croissant Frontenac, Duvernay, David Dunn, industriel, 2890, Place Marquette, Duvernay, et Maurice Beaudoin, voyageur, 1335, Calais, Duvernay, pour les objets suivants:

Encourager et faciliter la pratique du hockey mineur et principalement organiser une ligue de hokey pee-wee, sous le nom de « Ligue de hockey Sanspression inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Ligue de hockey Sanspression inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre Desnoyers, electrical technician, 730 Croissant Frontenac, Duvernay, David Dunn, industrialist, 2890, Place Marquette, Duvernay and Maurice Beaudoin, traveller, 1335, Calais, Duvernay, for the following purposes:

To encourage and facilite minor hockey exercices, and specially to organize a pee-wee league, under the name of "Ligue de Hockey Sanspression inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 804-65

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 804-65

Location d'auto Bela inc.
Bela U-Drive Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1965, constituant en corporation: Bernard Jobidon, garagiste, Jeannette Fiset, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bernard Jobidon, tous deux de 776, Place Philippe, Ste-Foy, et Laval Jobidon, garagiste, 9005, 90e Rue, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la location de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Location d'auto Bela inc.— Bela U-Drive Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 776, Place Philippe, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 771-65

Location d'auto Bela inc.
Bela U-Drive Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Jobidon, garage keeper, Jeannette Fiset, housewife, wife contractually separate as to property of said Bernard Jobidon, both of 776 Philippe Place, Ste-Foy, and Laval Jobidon, garage keeper, 9005, 90th Street, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business of motor vehicles and of renting the same, and to act as garage keepers, under the name of "Location d'auto Bela inc.— Bela U-Drive Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 776 Philippe Place, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 771-65

Les Loisirs des employés de l'Hôtel-Dieu d'Alma Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Thérèse Morin, Rose Desbiens, secrétaires, de 255, boulevard Champlain, Yolande Girard, infirmière, 424, Bourgeois, toutes trois filles majeures usant de leurs droits, Soeur Marie-du-Saint-Sacrement (née Marie-Anne Gauthier), infirmière, 255, boulevard Champlain, Alfred Villeneuve, comptable, 70, du Pont, Germain Allard, infirmier, 129, Nolin, et Jean-Paul Gervais, constable, 312, Côte-Bellevue, tous sept d'Alma, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs des employés de l'Hôtel-Dieu d'Alma inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 255, boulevard Champlain, Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 5941-64

Les Loisirs des employés de l'Hôtel-Dieu d'Alma Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Thérèse Morin, Rose Desbiens, secretaries, from 255, Champlain Blvd., Yolande Girard, nurse, 424 Bourgeois, all three fille majeures using of their rights, Sister, Marie-du-St-Sacrement (born Marie-Anne Gauthier) nurse, 255 Champlain Blvd., Alfred Villeneuve, accountant, 70 du Pont, Germain Allard, hospital attendant, 129 Nolin, and Jean-Paul Gervais, constable, 312, Côte-Bellevue, all seven from Alma, for the following purposes:

To organise a recreational center, under the name of "Les Loisirs des employés de l'Hôtel-Dieu d'Alma inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The cead office of the corporation will be at 255 Champlain Blvd., Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 5941-64

Loisirs de St-Augustin de Portneuf

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Yves Bureau,

Loisirs de St-Augustin de Portneuf

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Yves Bureau,

courtier d'assurance, Raymond Jobin, commis, Raymond Paradis, électricien, Réal Ramsay, mécanicien, Gaston Constantin, typographe, Roger Braün, cultivateur, Raymond Côté, gérant de couvoir coopératif, J.-A. Tremblay, technicien, Paul-Émile Rochette, meunier, André Paradis, commis, et Jacques Thibault, professeur, tous onze de St-Augustin, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Loisirs de St-Augustin de Portneuf ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Augustin, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 846-65

insurance broker, Raymond Jobin, clerk, Raymond Paradis, electrician, Réal Ramsay, mechanic, Gaston Constantin, typographe, Roger Braün, farmer, Raymond Côté, manager of cooperative hatchers; J.-A. Tremblay, technician, Paul-Émile Rochette, miller, André Paradis, clerk and Jacques Thibault, professor, all eleven from St-Augustin, for the following purposes:

To organize a recreational center, under the name of "Loisirs de St-Augustin de Portneuf".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at St-Augustin, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10257 846-65

Les loisirs de St-Lazare de Bellechasse inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Aubin, fonctionnaire, Jean-Roch Côté, gérant, et Jean-Guy Dion, contremaître, tous trois de St-Lazare, comté de Bellechasse, pour les objets suivants:

L'organisation dés loisirs, sous le nom de « Les loisirs de St-Lazare de Bellechasse inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Lazare, comté de Bellechasse, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 859-65

Les loisirs de St-Lazare de Bellechasse inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Aubin, civil servant, Jean-Roch Côté, manager and Jean-Guy Dion, foreman, all three from St-Lazare, county of Bellechasse, for the following purposes:

To organize a recreational center, under the name of "Les loisirs de St-Lazare de Bellechasse inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at St-Lazare, county of Bellechasse, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10257 859-65

Les Loisirs St-Lucien

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Réal Bisaillon, nettoyeur, livreur, 100, rue Dollard, Roméo Lapointe, inspecteur, 313, boulevard Gouin, et Normand Paquette, fonctionnaire, 408, rue Vaudreuil, tous trois de St-Jean, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs St-Lucien ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 4881-64

Les Loisirs St-Lucien

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Réal Bisaillon, cleaner and delivery-man, 100 Dollard Street, Roméo Lapointe, inspector, 313, Gouin Blvd., and Normand Paquette, civil servant, 408, Vaudreuil Street, all three from St. John, for the following purposes:

To organize recreational center, under the name of "Les Loisirs St-Lucien".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire, and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at St. John, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10257 4881-64

Loisirs touristiques de St-Théodore-de-Chertsey inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1964, constituant en corporation sans capital-actions: René Hétu, commis, 9835, Charton, Montréal, Charles Paquette, peintre, 1667, Aird, Montréal, et Marcel Nolet, commis de poste, 1267, Dorion, Montréal, pour les objets suivants:

Organiser des loisirs touristiques, sous le nom de « Loisirs touristiques de St-Théodore-de-Chertsey inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Théodore-de-Chertsey, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 2645-64

Loisirs touristiques de St-Théodore-de-Chertsey inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: René Hétu, clerk, 9835 Charton, Montreal, Charles Paquette, painter, 1667 Aird, Montreal, and Marcel Nolet, post-office clerk, 1267 Dorion, Montreal, for the following purposes:

To organize touristic entertainment, under the name of "Loisirs touristiques de St-Théodore-de-Chertsey inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at St-Théodore-de-Chertsey, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 2645-64

Lower Canada Motor Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Harold Blair Bunch, lithographe, 1390, chemin de Carillon, St-Bruno-de-Montarville, John Barrie Collins, technicien en électronique, 4727, avenue Fulton, Montréal, David Winter Judge, libraire, 5177, rue Williams, Pierrefonds, David Bruce Leadbetter, projectionniste, 426, avenue Chester, Mont Royal, James Raymond Symonds, cartographe, 11825, rue Ranger, St-Laurent, et Donna Gertrude Clark, commis, épouse contractuellement séparée de biens de Ian Farquharson Scott, 5325, Dudemaine, Montréal, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et diriger un club d'automobiles, sous le nom de « Lower Canada Motor Club Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 528-65

Lower Canada Motor Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capiral: Harold Blair Bunch, lithographer, 1390 de Carillon Road, St-Bruno-de-Montarville, John Barrie Collins, electronics technician, 4727 Fulton Avenue, Montreal, David Winter Judge, bookseller, 5177 Williams Street, Pierrefonds, David Bruce Leadbetter, projectionist, 426 Chester Avenue, Mount Royal, James Raymond Symonds, cartographer, 11825 Ranger Street, St-Laurent, and Donna Gertrude Clark, clerk, wife contractually separate as to property of Ian Farquharson Scott, 5325 Dudemaine, Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct an automobile club, under the name of "Lower Canada Motor Club Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation will be at St-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 528-65

Luma Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1965, constituant en corporation: Reginald D. Tormey, avocat et conseil en Loi de la reine, 8715, de Grosbois, Montréal, Réjean M. Lefrançois, avocat, 763, avenue Querbes, Outremont, et Line Beaudoin, secrétaire, fille majeure, 330, Brixton, St-Lambert, pour les objets suivants:

Luma Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Reginald D. Tormey, advocate and Queen's Counsel, 8715 de Grosbois, Montreal, Réjean M. Lefrançois, lawyer, 763 Querbes Avenue, Outremont, et Line Beaudoin, secretary, fille majeure, 330 Brixton, St-Lambert, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, et de construction, sous le nom de « Luma Investments Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 462-65

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Luma Investments Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 20,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at St-Léonard, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 462-65

Marché Lapointe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Allard, épicier, Thérèse Lapointe, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean-Paul Allard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 283, Berkley, St-Lambert, Paul-Émile Lapointe, boucher, et Agathe Prégent, ménagère, épouse commune en biens dudit Paul-Émile Lapointe, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 4393, St-André, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Lapointe inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 1013-65

Marché Lapointe inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Allard, grocer, Thérèse Lapointe, housewife, wife common as to property of the said Jean-Paul Allard, and duly authorized by him for these presents, both of 283 Berkley, St-Lambert, Paul-Émile Lapointe, butcher, and Agathe Prégent, housewife, wife common as to property of the said Paul-Émile Lapointe, and duly authorized by him for these presents, the two latter of 4393 St-André, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché Lapointe inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 1013-65

Marion Superior Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Ezra Leithman, conseil en Loi de la reine, Sidney Leithman, et Morris J. Fish, tous trois avocats, de 1255, carré Phillips, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et accessoires d'icelles, sous le nom de « Marion Superior Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 954-65

Marion Superior Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ezra Leithman, Queen's Counsel, Sidney Leithman and Morris J. Fish, all three advocates, of 1255 Phillips Square, Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles and automobile accessories, under the name of "Marion Superior Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 954-65

McHenry Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Thomas Edwin McHenry, administrateur, 4973, avenue Grosvenor, Montréal, Henry Lonn, comptable agréé, 5816, avenue Clanranald, Montréal, Anne Belfer, secrétaire,

McHenry Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Thomas Edwin McHenry, executive, 4973 Grosvenor Avenue, Montreal, Henry Lonn, chartered accountant, 5816 Clanranald Avenue, Montreal, Anne Belfer, secretary, fille majeure, 6631 Bailey

fille majeure, 6631, chemin Bailey, Côte-St-Luc, et Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens de S. Goldwater, 36, rue Avondale Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'huiles, graisse, pétrole et autres produits d'huile et gaz naturel, sous le nom de « McHenry Corporation Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 945-65

Road, Côte-St-Luc, and Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property of S. Goldwater, 36 Avondale Street, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To deal in oils, grease, petroleum and other oil products, and natural gas, under the name of "McHenry Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 945-65

Les Mineurs de Thetford Mines Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Turcotte, optométriste, 69, Notre-Dame, Walter Smith, vendeur, 447, St-Nazaire, et Gérard Béliveau, commis, 792, 7e avenue, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Organiser et diriger un club de baseball, sous le nom de « Les Mineurs de Thetford Mines Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 829-65

Les Mineurs de Thetford Mines Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gilles Turcotte, optometrist, 69, Notre-Dame; Walter Smith, salesman, 447 St-Nazaire and Gérard Béliveau, clerk, 792, 7th avenue, all three from Thetford Mines, for the following purposes:

To organize and conduct a baseball club, under the name of "Les Mineurs de Thetford Mines Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Thetford Mines, judicial district of Megantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th, day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 829-65

Montreal Adult Residence Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Rose-Marie Weissman, secrétaire, célibataire, 7921, chemin Wavell, A. Arnold Lechter, avocat, 5764, Blossom, tous deux de Côte-St-Luc, et Issie Sternthal, administrateur, 4812, Isabella, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et entretenir une maison de chambres, sous le nom de « Montreal Adult Residence Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2250, avenue Madison, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 1031-65

Montreal Adult Residence Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rose-Marie Weissman, secretary, spinster, 7921 Wavell Road, A. Arnold Lechter, advocate, 5764 Blossom, both of Côte-St-Luc, and Issie Sternthal, executive, 4812 Isabella, Montreal, for the following purposes:

To operate and maintain a rooming house, under the name of "Montreal Adult Residence Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2250 Madison Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 1031-65

Monza Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corpo-

Monza Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rolland

ration: Rolland Hamelin, constructeur, 218, des Laurentides, Gilbert Hamelin, gérant, 214, des Laurentides, tous deux de Pont-Viau, et Cécile Lecourt, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Berthold Hamelin, 111, Toulouse, Vimont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Monza inc. », avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Vimont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 929-65

Mousseau automobiles limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: André Mousseau, garagiste, Micheline Plante, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Mousseau, tous deux de route rurale no 2, et Gilles Valois, comptable, 41, Lévis, tous trois de Berthierville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Mousseau automobiles limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacuhe.

Le siège social de la compagnie sera à Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 913-65

R. Nantel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: Pierre Desmarais, 8369, de l'Épée, Michel Gaudette, 9357, Christophe-Colomb, tous deux avocats, et Ginette Desmarais, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 10186, Marquette, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « R. Nantel inc. », avec un capital total de $35,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4737, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 959-65

Natco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Hamelin, builder, 218 des Laurentides, Gilbert Hamelin, manager, 214 des Laurentides, both of Pont-Viau, and Cécile Lecourt, housewife, wife contractually separate as to property of Berthold Hamelin, 111 Toulouse, Vimont, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Monza inc.", with a capital stock divided into 500 common shares of no nominal value.

The head office of the company will be at Vimont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 929-65

Mousseau automobiles limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Mousseau, garageman, Micheline Plante, housewife, wife separate as to property of the said André Mousseau, both of rural route No. 2, and Gilles Valois, accountant, 41 Lévis, all three of Berthierville, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their accessories and parts, and to act as garagemen, under the name of "Mousseau automobiles limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Berthierville, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 913-65

R. Nantel inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Desmarais, 8369 de l'Épée, Michel Gaudette, 9357 Christophe-Colomb, both advocates, and Ginette Desmarais, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 10186 Marquette, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "R. Nantel inc.", with a total capital stock of $35,000, divided into 250 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4737 St. Catherine St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 959-65

Natco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1965,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1965, constituant en corporation: René Amyot, avocat, 1407, Oak, Sillery, Pierre Lesage, avocat, 2012, Hocquart, Ste-Foy, et Pierrette Trottier, secrétaire, célibataire, 610, rue Lavigueur, Québec, pour les objets suivants:

Exercer les offaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Natco Inc. », avec un capital-actions de 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 884-65

Olympic Finance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Lise Morrissette, 4835, rue Jean-Brillant, Alma Chartrand, 1621, avenue Emard, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, et Pierre Mercier, avocat, 31, avenue Beloeil, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de financement, sous le nom de « Olympic Finance Inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 191-65

Orthocon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Pierre Desmarais, 8369, de l'Épée, Michel Gaudette, 9357, Christophe-Colomb, tous deux avocats, et Ginette Desmarais, secrétaire, fille majeure, 10186, Marquette, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme opticiens, polisseurs de verre et fabricants de lentilles de toutes sortes, sous le nom de « Orthocon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7670, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 802-65

Oscar Fur Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Amyot, attorney, 1407 Oak, Sillery, Pierre Lesage, attorney, 2012 Hocquart, Ste-Foy, and Pierrette Trottier, secretary, spinster, 610 Lavigueur Street, Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Natco Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 884-65

Olympic Finance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lise Morrissette, 4835 Jean-Brillant St., Alma Chartrand, 1621 Emard Ave., both secretaries, filles majeures, from Montreal, and Pierre Mercier, lawyer, 31 Beloeil Ave., Outremont, for the following purposes:

To carry on business as finance company, under the name of "Olympic Finance Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 20,000 common shares of $10 each and into 30,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of January 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 191-65

Orthocon inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Desmarais, 8369 de l'Épée, Michel Gaudette, 9357 Christophe-Colomb, both advocates, and Ginette Desmarais, secretary, spinster of the full age of majority, 10186 Marguette, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as opticians, glass polishers and manufacturers of all kinds of lenses, under the name of "Orthocon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7670 St-Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 802-65

Oscar Fur Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 1er jour de mars 1965, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, 4869, avenue Dornal, Montréal, et Richard Gottlieb, 2960, Maplewood, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourrures, peaux, peaux vertes et cuir, sous le nom de « Oscar Fur Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions priviligiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 919-65

Province of Quebec, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, 4869 Dornal Avenue, Montreal, and Richard Gottlieb, 2960 Maplewood, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in furs, skins, hides and leathers, under the name of "Oscar Fur Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 919-65

Pavillon La Relève

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Rémi Geoffrion, avocat, 227, boulevard Langlois, Varennes, Lucien Beauvais, directeur des achats, 170, boulevard de Normandie, Longueuil, Jean-Marc LeBeau, secrétaire-exécutif, 103, boulevard du Séminaire, St-Jean, Jean-Marc Lamoureux, travailleur social, 1940, de St-Just, Montréal, et Rosaire Mathieu, travailleur social, 14, boulevard Taillon, St-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Établir et administrer une pouponnière en faveur des enfants déshérités, orphelins ou handicapés, sous le nom de « Pavillon La Relève ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 721-65

Pavillon La Relève

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rémi Geoffrion, lawyer, 227 Langlois Blvd. Varennes; Lucien Beauvais, purchase director, 170 Blvd. de Normandie, Longueuil, Jean-Marc LeBeau, executive-secretary, 103 Seminaire Blvd., St-Jean, Jean-Marc Lamoureux, social worker, 1940 de St-Just, Montreal and Rosaire Mathieu, social worker, 14, Taillon Blvd., St-Basile-le-Grand, for the following purposes:

Establish and direct a nursery for desinherited, orphans or handicapped children, under the name of "Pavillon La Relève".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 721-65

Les Pelleteries du Québec inc.
Quebec Peltries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: René Desgranges, 5710, 13e Avenue, André Rochette, 1965, Bélanger, et Louis-Paul Nolet, 6645, 19e Avenue, tous trois comptables, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrure, sous le nom de « Les Pelleteries du Québec inc.— Quebec Peltries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 932-65

Les Pelleteries du Québec inc.
Quebec Peltries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Desgranges, 5710, 13th Avenue, André Rochette, 1965 Bélanger, and Louis-Paul Nolet, 6645, 19th Avenue, all three accountants, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the fur business, under the name of "Les Pelleteries du Québec inc.— Quebec Peltries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each and 350 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 932-65

Gilbert Pelletier ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Gilbert Pelletier, garagiste, Bernadette B. Pelletier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gilbert Pelletier, tous deux de 100, rue Fraser, et Télesphore Pelletier, garagiste, 89, rue Joly, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Gilbert Pelletier ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 1029-65

Gilbert Pelletier ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilbert Pelletier, garageman, Bernadette B. Pelletier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gilbert Pelletier, both of 100 Fraser St., and Télesphore Pelletier, garageman, 89 Joly St., all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their accessories and parts, and to act as garagemen, under the name of "Gilbert Pelletier ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 1029-65

Penthouse Design Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des latters patentes, en date du 11e jour de février 1965, constituant en corporation: Laszlo Szemenyei, 5012, King Edward, Eugene Jurisic, 4870, Côte-des-Neiges, et Joseph Di Clementi, 4300, Western, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de dessinateur d'étalage commercial ou industriel et organiser toutes sortes de démonstrations, sous le nom de « Penthouse Design Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 570-65

Penthouse Design Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laszlo Szemenyei, 5012 King Edward, Eugène Jurisic, 4870 Côte-des-Neiges, and Joseph Di Clementi, 4300 Western, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as commercial and industrial display designer, to organize exhibitions of every kind, under the name of "Penthouse Design Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 570-65

Perfect Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Tom Kwong Chew, 5627, St-Urbain, Montréal, Bing Chuck Fong, 5034, Hôtel de Ville, Montréal, et Peter H. S. Tang, 4547, 7e Rue, Chomedey, tous trois garçons de table, pour les objets suivants:

Exploiter un établissement de nettoyage à sec, lavage de chemises et « martinizing », sous le nom de « Perfect Cleaners Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1025, avenue Laurier ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 1030-65

Perfect Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Tom Kwong Chew, 5627 St-Urbain, Montreal, Bing Chuck Fong, 5034 City Hall, Montreal, and Peter H. S. Tang, 4547, 7th Street, Chomedey, all three waiters, for the following purposes:

To operate a dry cleaning, shirt laundrying and martinizing establishment, under the name of "Perfect Cleaners Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1025 Laurier Avenue West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 1030-65

Les Placements Montrose inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1965, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 600, Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697, Place d'Auteuil, tous deux avocats, de Duvernay, et Cécile Fournier, secrétaire, veuve non remariée de Paul Fournier, 3089, Bossuet, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Montrose inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 714-65

Les Placements Montrose inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Lefebvre, 600 Fontainebleau; Jean-Claude Mercure, 697, Place d'Auteuil, both advocates from Duvernay, and Cécile Fournier, secretary, widow unremarried of Paul Fournier, 3089, Bossuet, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holdings company, under the name of "Les Placements Montrose inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 714-65

Placements Probec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1965, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, Nicole Paiements ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-René Paiement, tous deux de 112, 9e rue, Roxboro, Louis-Philippe Larivière, avocat, 3209, De Serigny, Montréal, Tadeusz Konbrat, Gilbert Godin, avocats, Noël Picard, Raymond Picard, notaires, Jeannette Dumont, secrétaire, épouse séparée de biens de John Roberts, Thérèse Dubreuil, Juliette Telliers secrétaires, filles majeures, tous sept de 204, Notre-Dame, Montréal, Aline Goulet, ménagère, épouse séparée de biens de René Goulet, 931, rue Agnès, Montréal, Claude Roy, assistant-huissier, 10830, rue Waverley, Montréal, Léon Payette, courtier, 20221, chemin Lakeshore, Baie-d'Urfé, Louise Tremblay, secrétaire, fille majeure, 556, Notre-Dame, St-Lambert, et William Fryer, concierge, 43, boulevard Lemoyne, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Placements Probec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,850 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 204, rue Notre-Dame, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 435-65

Placements Probec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-René Paiement, lawyer, Nicole Paiement, housewife, wife separate as to property of the said J.-René Paiement, both from 112, 9th Street, Roxboro, Louis-Philippe Larivière, lawyer, 3209, De Serigny, Montreal, Tadeusz Konbrat, Gilvert Godin, lawyers, Noël Picard, Raymond Picard, notaries, Jeannette Dumont, secretary, wife separate as to property of John Roberts, Thérèse Dubreuil, Juliette Tellier, secretaries, filles majeures, all seven from 204 Notre-Dame Montreal, Aline Goulet, housewife, wife separate as to property of René Goulet, 931, Agnès Street Montreal, Claude Roy, assistant-bailiff, 10830, Waverley Street, Montreal, Léon Payette, broker, 20221 Lakeshore Road, Baie-d'Urfé, Louise Tremblay, secretary, fille majeure, 556, Notre-Dame, St-Lambert, and William Fryer, janitor, 43 Lamoyne Blvd., Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holdings company, under the name of "Placements Probec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $10 each and into 3,850 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 204, Notre-Dame West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th, day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 435-65

Place Victoria Merchants' Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Dessaulles, avocat, Margaret Maher, secrétaire, célibataire, Eileena Murphy, secrétaire, célibataire, tous

Place Victoria Merchants' Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre Dessaulles, advocate, Margaret Maher, secretary, spinster, Eileena Murphy, secretary, spinster, all three of

trois de 800, carré Victoria, Montréal, John H. Dawson, avocat, 28, chemin Stratford, Montréal, et André Provencher, secrétaire, célibataire, 4435, Jeanne-d'Arc, Montréal pour les objets suivants:

Réunir en association les marchands du centre commercial de Place Victoria et toutes personnes y faisant affaires, sous le nom de « Place Victoria Merchants' Association Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut détenir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 1002-65

800 Victoria Square, Montreal, John H. Dawson, advocate, 28 Stratford Road, Montreal, and André Provencher, secretary, spinster, 4435 Jeanne-d'Arc, Montreal, for the following purposes:

To assemble in an association the merchants of the Place Victoria shopping concourse and all persons doing business thereat, under the name of "Place Victoria Merchants' Association Inc.".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold and possess, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 1002-65

Plaza Store Fixtures Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1965, constituant en corporation: Morton Bell, Lawrence Fligel et Saul Handelman, avocats, de 1255, rue University, chambre 1220, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Plaza Store Fixtures Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4127, avenue Colonal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 839-65

Plaza Store Fixtures Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morton Bell, Lawrence Fligel and Saul Handelman, advocates, of 1255 University Street, Suite 1220, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Plaza Store Fixtures Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4127 Colonal Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 839-65

Porteous System Service Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: David Porteous, consultant en affaires, Una Fitzpatrick, institutrice, épousé séparée de biens dudit David Porteous, tous deux de 5765, avenue Hudson, Côte-St-Luc, et Jean-Marie Brassard, avocat, 11778, rue De Tracy, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme consultants et agents pour toute entreprise commerciale ou toute organisation industrielle dans la recherche, sélection et embauchage de personnel, sous le nom de « Porteous System Service Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 953-65

Porteous System Service Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Porteous, business consultant, Una Fitzpatrick, school teacher, wife separate as to property of the said David Porteous, both of 5765 Hudson Avenue, Côte-St-Luc, and Jean-Marie Brassard, lawyer, 11778 De Tracy Street, Montreal, for the following purposes:

To act as consultants and agents for any commercial enterprise or for any industrial organization in the search, selection and placement of personnel, under the name of "Porteous System Service Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 953-65

La Pouponnière d'Youville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Bouchard, agent d'assurances, Marc Dufour, notaire, et Monseigneur Gaston Duchemin, prêtre, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Assurer la garde et l'entretien des enfants illégitimes, sous le nom de « La Pouponnière d'Youville inc. ».

Le montant auquel sont limités les bien immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 5263-64

La Pouponnière d'Youville inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques Bouchard, insurance agent, Marc Dufour, notary, and Monseigneur Gaston Duchemin, priest, all three of Amos, for the following purposes:

To assume the guardianship and care of illegitimate children, under the name of "La Pouponnière d'Youville inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 5263-64

Propen Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1965, autorisant la fusion de la compagnie « Penidas Investments Ltd. » et de la compagnie « Proteus Investments Ltd. », toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1958, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, construire et mettre en valeur des propriétés immobilières et des immeubles, à des fins de placements, avec un capital total de $2,000, divisé en 200 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Propen Investments Ltd. ».

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 895-65 — 1262/121

Propen Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 1st day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Penidas Investments Ltd." and "Proteus Investments Ltd.", both incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 11th day of December, 1958, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold, own, build on, and develop immoveable property and real estate for investment purposes, with a total capital stock of $2,000, divided into 200 shares of the par value of $10 each.

The name of the new company is "Propen Investments Ltd.".

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 895-65 — 1262/121

R.B. garage inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean-Marie Boulais, Marc Rocheleau, garagistes, et Lauréat Tardif, comptable agréé, tous trois de Cowansville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom « R.B. garage inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 982-65

R.B. garage inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Boulais, Marc Rocheleau, garagemen, and Lauréat Tardif, chartered accountant, all three of Cowansville, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their accessories and parts, and to act as garagemen, under the name of "R.B. garage inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 982-65

Arthur Racine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1965, constituant en corporation: Arthur Racine, industriel, 31, rue Bourdon, Québec, Jean Lortie, industriel, 1037, boulevard Ste-Anne, Beauport, et J.-Émildor Tanguay, opérateur, 135, des Pins, ouest, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Arthur Racine inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 374, rue Joly, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 5684-64

Arthur Racine inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Racine, industrialist, 31, Bourdon Street, Quebec; Jean Lortie, industrialist, 1037, Ste-Anne Blvd. Beauport, and J.-Émildor Tanguay, operator, 135, Pine West, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Arthur Racine inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 374, Joly Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 5684-64

Radiography Inspection of Quebec Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Raymond Crevier, avocat, Outremont, Clifford George Meek, comptable, Montréal, et Colin Richard Ghisholm, commis, Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre la vente d'appareils de rayons-X industriels pour services d'inspection et d'épreuve, sous le nom de « Radiography Inspection of Quebec Limited », avec un capital-actions divisé en 8,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 847-65

Radiography Inspection of Quebec Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Crevier, lawyer, Outremont, Clifford George Meek, accountant, Montreal, and Colin Richard Chisholm, clerk, Montreal, for the following purposes:

To engage in the sale of industrial X-Ray inspection or testing services, under the name of "Radiography Inspection of Quebec Limited", with a capital stock divided into 8,000 common shares without par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 847-65

Rainbow General Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1965, constituant en corporation: Shaia Leibinger, camionneur, 1405, rue Pagé, Chomedey, Joseph Budner, camionneur, 1401, rue Pagé, Chomedey, et Joseph H. Freedman, avocat, 1449, rue St-Alexandre, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de camionnage et de transport général, sous le nom de « Rainbow General Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 1048-65

Rainbow General Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Shaia Leibinger, trucker, 1405 Pagé Street, Chomedey, Joseph Budner, trucker, 1401 Pagé Street, Chomedey, and Joseph H. Freedman, attorney, 1449 St. Alexander Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a trucking and general transport company, under the name of "Rainbow General Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 1048-65

Renn Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Renn Industries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur te la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1965, constituant en corporation: John Rennick, administrateur, Edna Gagner, secrétaire, célibataire, tous deux de 776, avenue St-Roch, Montréal, et Patricia Tobias, secrétaire, célibataire, 235, avenue Metcalfe, Westmount, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de métaux, machinerie et équipement lourd, sous le nom de « Renn Industries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 354, rue des Inspecteurs, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 1009-65

Restaurant Chez Tarte inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1965, constituant en corporation: Gilbert Tarte, restaurateur, Simonne Guillotte, ménagère, épouse dudit Gilbert Tarte, tous deux de 165, rue Loranger, et Louis-Philippe Tarte, restaurateur, 98, rue Duguay, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Chez Tarte inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 173, rue Rochefort, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 886-65

Restaurant La Caverne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corporation: Marcel Roy, commerçant, 660, boulevard Talbot, Lionel Giguère, restaurateur, 378, Chabanel, et Claude Ruelland, avocat, 580, rue Hôtel-Dieu, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant La Caverne inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Centre d'achats, boulevard Talbot, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 591-65

Restaurant Le Fripon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

bearing date the 18th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Rennick, executive, Edna Gagner, secretary, spinster, both of 776 St-Roch Avenue, Montreal, and Patricia Tobias, secretary, spinster, 235 Metcalfe Avenue, Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals, machinery and heavy equipment, under the name of "Renn Industries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 354 Inspector Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 1009-65

Restaurant Chez Tarte inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilbert Tarte, restaurateur, Simonne Guillotte, housewife, wife of the said Gilbert Tarte, both of 165 Loranger St., and Louis-Philippe Tarte, restaurateur, 98 Duguay St., all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Chez Tarte inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 173 Rochefort St., Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 886-65

Restaurant La Caverne inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Roy, trader, 660, Talbot Blvd., Lionel Giguère, restaurateur, 378 Chabanel, and Claude Ruelland, advocate, 580 Hôtel-Dieu St., all three of Chicoutimi, for the folloing purposes:

To carry on business as retaurateurs, under the name of "Restaurant La Caverne inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Centre d'achats, Talbot Blvd., Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 591-65

Restaurant Le Fripon inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: André Villeneuve, 4302, de Repentigny, Jacques Clément, 3508, Marcil, tous deux de Montréal, et Robert Pigeon, 11250, Ste-Julie, Montréal-Est, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Le Fripon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 583-65

Rolling Wagon Wheel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1965, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Julius Briskin, C.R., 134, Finchkey, tous deux avocats, de Hampstead, et Claire Culhane, secrétaire, fille majeure, 2199, Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Rolling Wagon Wheel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 921-65

Rori inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jacques Lamontagne, avocat, 7535, rue Verdier, St-Léonard, André Drouin, avocat, 6790, Louis-Hémon, Montréal, et Basil Danchyshyn, avocat, 6612, Des Érables, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Rori inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 942-65

Rosmar Corporation (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en cor-

bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Villeneuve, 4302 de Repentigny, Jacques Clément, 3508 Marcil, both of Montreal, and Robert Pigeon, 11250 Ste-Julie, Montreal-East, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Le Fripon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 583-65

Rolling Wagon Wheel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Julius Briskin, Q.C., 134 Finchley, both advocates of Hampstead, and Claire Culhane, secretary, fille majeure, 2199 Harvard, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Rolling Wagon Wheel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 921-65

Rori inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Lamontagne, advocate, 7535 Verdier St., St-Léonard, André Drouin, advocate, 6790 Louis-Hémon, Montreal, and Basil Danchyshyn, advocate, 6612 Maple St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Rori inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St. John, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 942-65

Rosmar Corporation (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of th Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Austin

poration: John Austin Murphy, avocat et conseil en loi de la reine, 4019, avenue Melrose, Montréal, Francis Joseph Dolan, comptable, 3445, Côte-des-Neiges, Montréal, et Arthur Quesnel, commis, 1155, boulevard Dorchester ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Rosmar Corporation (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 927-65

Sablière Grégoire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean Grégoire, cultivateur, Fernande Ducharme, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean Grégoire, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Isabelle Grégoire, couturière, fille majeure, tous trois de Ste-Mélanie, pour les objets suivants:

Exploiter une sablière, sous le nom de « Sablière Grégoire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Mélanie, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 1019-65

Salon de chaussures Cameo inc.
Cameo Shoe Salon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1965, constituant en corporation: Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, Roma Cousineau, 5652, Drake, tous deux de Montréal, et Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chaussures, sous le nom de « Salon de chaussures Cameo inc. — Cameo Shoe Salon Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6806, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 1040-65

R. Sauvé & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Murphy, advocate and Queen's Counsel, 4019 Melrose Avenue, Montreal, Francis Joseph Dolan, accountant, 3445 Côte-des-Neiges, Montreal, and Arthur Quesnel, clerk, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Rosmar Corporation (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 9,900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 927-65

Sablière Grégoire inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Grégoire, farmer, Fernande Ducharme, housewife, wife common as to property of the said Jean Grégoire, and duly authorized by him for these presents, and Isabelle Grégoire, dress-maker, fille majeure, all three of Ste-Mélanie, for the following purposes:

To operate a sand-pit, under the name of "Sablière Grégoire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Mélanie, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 1019-65

Salon de chaussures Cameo inc.
Cameo Shoe Salon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, Roma Cousineau, 5652 Drake, both of Montreal, and Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in footwear, under the name of "Salon de chaussures Cameo inc.— Cameo Shoe Salon Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 6806 St. Hubert St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 1040-65

R. Sauvé & fils inc.

. Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1965.

province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corporation: Jean-Louis Sauvé, plombier, Pauline Brunet, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Louis Sauvé, et Roméo Sauvé, bourgeois, tous trois de La Station-du-Coteau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « R. Sauvé & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Station-du-Coteau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 573-65

Scrooge Investments Inc.
Les Placements Scrooge inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, Céline Trudeau et Kay Krompiec, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de 1155, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille sous le nom de « Scrooge Investments Inc.— Les Placements Scrooge inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1155, boulevard Dorchester, ouest, chambre 2601, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 981-65

Service de pneus Royal, inc.
Royal Tire Service, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1965, constituant en corporation: Paul Chartrain, avocat, 255, boulevard St-Cyrille, ouest, Colette Roy, secrétaire, fille majeure, 1368, chemin Ste-Foy, et Eugène Fortin, technicien, 250, Fraser, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Service de pneus Royal, inc.— Royal Tire Service, Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4727, boulevard Royal, Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 785-65

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Sauvé, plumber, Pauline Brunet, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Louis Sauvé, and Roméo Sauvé, gentlemen, all three from de La Station-du-Coteau, for the following purposes:

To carry on business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "R. Sauvé & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at La Station-du-Coteau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 573-65

Scrooge Investments Inc.
Les Placements Scrooge inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Monet, advocate, Céline Trudeau and Kay Krompiec, the latter two secretaries, spinsters, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Scrooge Investments Inc.— Les Placements Scrooge inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of the par value of $1 each and 39,500 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1155 Dorchester Boulevard West, Room 2601, Montreal, judiial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 981-65

Service de pneus Royal, inc.
Royal Tire Service, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Chartrain, lawyer, 255, St-Cyrille Blvd. West, Colette Roy, secretary, fille majeure, 1368, Ste-Foy Road, and Eugène Fortin, technician, 250 Fraser Street, all three from Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their accessories and parts and to act as garagemen, under the name of "Service de pneus Royal, inc.— Royal Tire Service, Inc.", with a total capital stock, of $50,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 4,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 4727, Royal Blvd, Trois-Rivières West, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 785-65

Service des loisirs St-Maurice de Duvernay

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Beauchemin, 2155, Auvergne, Marcel Pitre, 680, de Carignan, tous deux acheteurs, Denis Bezeau, 1057, Croissant Albanel, Wilfrid Labonté, 1058, Riviera, tous deux vendeurs, Jean-Marie Brunelle, électricien, 1091, Croissant Albanel, Rollande Lavallée, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Raymond Boyer, 1345, de Grand-Pré, Louis Côté, dessinateur commercial, 1090, Croissant d'Ailleboust, Lucien Giroux, chiropraticien, 2065, de la Concorde, et Louise Banks, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Benoit Hébert, 1089, Riviera, tous neuf de Duvernay, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs St-Maurice de Duvernay ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donne au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 960-65

Service des loisirs St-Maurice de Duvernay

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Guy Beauchemin, 2155 Auvergne, Marcel Pitre, 680 de Carignan, both buyers, Denis Bezeau, 1057 Croissant Albanel, Wilfrid Labonté, 1058 Riviera, both salesmen, Jean-Marie Brunelle, electrician, 1091 Croissant Albanel, Rollande Lavallée, housewife, wife contractually separate as to property of Raymond Boyer, 1345 de Grand-Pré, Louis Côté, commercial artist, 1090 Croissant d'Aillebout, Lucien Giroux, chiropractor, 2065 de la Concorde, and Louise Banks, housewife, wife contractually separate as to property of Benoit Hébert, 1089 Riviera, all nine of Duvernay, for the following purposes:

The organization of recreational center, under the name of "Service des loisirs St-Maurice de Duvernay".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 960-65

Service de toilette Laval inc.
Laval Linen Supply Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie dela Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1965, constituant en corporation: Robert Hamel, 10429, rue Oscar, Montréal-Nord, Jean-Marie Brassard, 11778, rue de Tracy, Montréal, tous deux avocats, et Andrée Demers, secrétaire ,fille majeure, 10314, rue Péloquin, Montréal, pour les objets suivants:

Faire la location de tabliers, serviettes, nappes, accessoires de toilette, habits et lingerie de toutes sortes et faire affaires comme buandiers, sous le nom de « Service de toilette Laval inc.— Laval Linen Supply Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 558-65

Service de toilette Laval inc.
Laval Linen Supply Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Hamel, 10429 Oscar St., Montreal-North, Jean-Marie Brassard, 11778 de Tracy St., Montreal, both advocates, and Andrée Demers, secretary, fille majeure, 10314 Péloquin St., Montreal, for the following purposes:

To carry on a location service of aprons, napkins, table-cloths, coats and linen of all kind and also act as launderers, under the name of "Service de toilette Laval inc.— Laval Linen Supply Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 558-65

Service Linecasting Machines Inc.
Service de machines à composition inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1965, constituant en corporation: Mark Edmund Gordon, avocat et solliciteur, 36, avenue Roxboro, Westmount, Irving Shapiro, avocat, 4750, avenue Plamondon, Stanley Louis Cytrynbaum, étudiant en droit,

Service Linecasting Machines Inc.
Service de machines à composition inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mark Edmund Gordon, barrister and solicitor, 36 Roxboro Avenue, Westmount, Irving Shapiro, advocate, 4750 Plamondon Avenue, Stanley Louis Cytrynbaum, student-at-law, 6325 So-

6325, avenue Somerled, et Valerie Joy East, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 3225, avenue Ridgewood, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce consistant en machinerie et outillage servant au coulage de lignes et au travaux à l'intertype, sous le nom de « Service Linecasting Machines Inc. — Service de machines à composition inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 863-65

merled Avenue, and Valerie Joy East, secretary, fille majeure in the full enjoyment of all her rights, 3225 Ridgewood Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To deal in linecasting and intertype machinery and equipment, under the name of "Service Linecasting Machines Inc. — Service de machines à composition inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 863-65

Sherbrooke Cartage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Pierre Godbout, avocat, 50, Les Érables, Laval-sur-le-Lac, Josette-J. Olivier, 1421, rue Bishop, app. 2, et Jeanne Le Sieur, 10537, rue Berri, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Sherbrooke Cartage Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 912-65

Sherbrooke Cartage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Godbout, advocate, 50 Les Érables, Laval-sur-le-Lac, Josette J. Olivier, 1421 Bishop St., Apt. 2, and Jeanne Le Sieur, 10537 Berri St., the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Sherbrooke Cartage Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 912-65

Sixty-Five Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1965, constituant en corporation: Daid Fleming, avocat, Stephen Fleming, notaire, et Cécile Dufresne, secrétaire célibataire, tous trois de 500, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de repérage et forage miniers, sous le nom de « Sixty-Five Development Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7880, avenue des Vendéens, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 898-65

Sixty-Five Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Fleming, lawyer, Stephen Fleming, notary, and Cécile Dufresne, secretary, spinster, all three of 500 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of drillers and mine locators, under the name of "Sixty-Five Development Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 7880 Des Vendéens Avenue, Anjou, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 898-65

Smith Kline & French Export Limited
Smith Kline & French Export limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Smith Kline & French Export Limited
Smith Kline & French Export limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1965,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1965, constituant en corporation: David Henry Holland, avocat, Ernest William Mockridge, gérant, tous deux de St-Lambert, William Patrick Creagh, commis en loi, de Mont-Royal, Clifford George Meek, Theodore William Martinson, tous deux teneurs de livres, de Montréal, et Charles Eric Humphrey, teneur de libres, Verdun, pour les objets suivants:

Manufacturer et négocier les produits chimiques et pharmaceutiques, sous le nom de « Smith Kline & French Export Limited — Smith Kline & French Export limitée », avec un capital total de $25,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 758-65

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Henry Holland, advocate, Ernest William Mockridge, manager, both of St-Lambert, William Patrick Creagh, law clerk, of Mount Royal, Clifford George Meek, Theodore William Martinson, both bookkeepers, of Montreal, and Charles Eric Humphrey, bookkeeper, Verdun, for the following purposes:

To manufacture and deal in chemical and pharmaceutical products, under the name of "Smith Kline & French Export Limited — Smith Kline & French Export limitée", with a total capital stock of $25,000, divided into 25,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 758-65

Société Anno inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1964, constituant en corporation: Jean-Paul Marcoux, comptable, 370, 19e Rue, Québec, Fernand Darveau, entrepreneur, 1143, rue Beaupré, Ste-Foy, Jean-Claude Allard, gérant de prêts, 3435, Hertel, Ste-Foy, Léo Malenfant, administrateur, 1455, Dobell, Sillery, J.-André Ouellet, contrôleur, 2869, Sasseville, Ste-Foy, Maurice Petitclerc, entrepreneur, 268, boulevard Monaco, Duberger, Dr Gérald Corriveau, médecin, 150, rue St-Georges, Lévis, Paul-Émile Bergeron, ingénieur, 3418, Père-Jogues, Ste-Foy, Jean-Marie Gagnon, entrepreneur, 194, 45e Rue, ouest, Charlesbourg, Léopold Guay, publiciste, 3399, Hertel, Ste-Foy, et Hubert Giard, notaire, 8061, Des Vendéens, Anjou, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, restaurants, tavernes, auberges, camps et maisons de touristes, et stations estivales, sous le nom de « Société Anno inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 5323-64

Société Anno inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Marcoux, accountant, 370, 19th St., Quebec, Fernand Darveau, contractor, 1143 Beaupré St., Ste-Foy, Jean-Claude Allard, loans manager, 3435 Hertel, Ste-Foy, Léo Malenfant, administrator, 1455 Dobell, Sillery, J.-André Ouellet, comptroller, 2869 Sasseville, Ste-Foy, Maurice Petitclerc, contractor, 268 Monaco Blvd., Duberger, Dr. Gérald Corriveau, physician, 150 St-Georges St., Lévis, Paul-Émile Bergeron, engineer, 3418 Père-Jogues, Ste-Foy, Jean-Marie Gagnon, contractor, 194, 45th St., West, Charlesbourg, Léopold Guay, publicist, 3399 Hertel, Ste-Foy, and Hubert Giard, notary, 8061 des Vendéens, Anjou, for the following purposes:

To operate hotels, motels, restaurants, taverns, inns, tourist camps and homes and summer resorts, under the name of "Société Anno inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $100 each and 500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 5323-64

Société historique d'Odanak

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Ambroise O'Bomsawin, rentier, Charles Nolet, maître de poste, Claire Nolet, employée de bureau, Albert O'Bomsawin, agent d'assurances, Olivier O'Bomsawin, chef des Abénakis, Fernand-Robert O'Bomsawin, épicier, et Adrien Panadis, sculpteur, tous sept de Notre-Dame-de-Pierreville (Odanak), pour les objets suivants:

Société historique d'Odanak

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Ambroise O'Bomsawin, annuitant, Charles Nolet, postmaster, Claire Nolet, office employee, Albert O'Bomsawin, insurance agent, Olivier O'Bomsawin, chief of Abénakis, Fernand-Robert O'Bomsawin, grocer, and Adrien Panadis, sculptor, all seven of Notre-Dame de Pierreville (Odanak), for the following purposes:

Contribuer au bien-être économique, social, culturel et religieux des Indiens Abénakis, sous le nom de « Société historique d'Odanak ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Notre-Dame-de-Pierreville (Odanak), comté d'Yamaska, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 948-65

To contribute the economical welfare, social, cultural and religious of Abenakis Indians, under the name of "Société historique d'Odanak".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Notre-Dame-de-Pierreville (Odanak), county of Yamaska, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 948-65

The Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc.
Le Cercle des garde-malades du Québec, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Michael Dennis, avocat, 3300, avenue Ridgewood, Montréal, Mary Elizabeth Rowan, secrétaire, célibataire, 430, avenue Grosvenor, Westmount, Ada Gibbs, 1766, avenue Cedar, Margaret Esther Sheila Donovan, 5429, avenue Duquette, Jennie Irene Johnstone, 400, rue Prince Arthur ouest, Mary Blakey, 6430, rue Sherbrooke ouest, et Mary Lennon, 5187, avenue Belmore, ces cinq dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir entre les assistances infirmières un esprit d'unité, de coopération et d'entente, sous le nom de « The Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc.— Le Cercle des garde-malades du Québec, inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, ou détenir est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 925-65

The Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc.
Le Cercle des garde-malades du Québec, inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Michael Dennis, advocate, 3300 Ridgewood Avenue, Montreal, Mary Elizabeth Rowan, secretary, spinster, 430 Grosvenor Avenue, Westmount, Ada Gibbs, 1766 Cedar Avenue, Margaret Esther Sheila Donovan, 5429 Duquette Avenue, Jennie Irene Johnstone, 400 Prince Arthur Street West, Mary Blakey, 6430 Sherbrooke Street West, and Mary Lennon, 5187 Belmore Avenue, the latter five secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To promote among nursing assistants a spirit of unity, co-operation and understanding, under the name of "The Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc.— Le Cercle des garde-malades du Québec, inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 925-65

Sofico inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1965, constituant en corporation: Roland Durand, 1185, Quenneville, Stephen R. Cuddihy, 320, boulevard Thompson, app. 11, tous deux de St-Laurent, Jean-Guy Riopel, 5850, Place Decelles, Montréal, John R. Laffoley, 204, Kindersley, Mont-Royal, tous quatre avocats, et Aline Martin, secrétaire, fille majeure, 11570, Racette, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de financement, sous le nom de « Sofico inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 800 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera suite 3815, 1, Place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Sofico inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Durand, 1185, Quenneville, Stephen R. Cuddihy, 320 Thompson Blvd. apt. 11, both from St-Laurent, Jean-Guy Riopel, 5850, Place Decelles, Montreal, John R. Laffoley, 204, Kindersley, Mount-Royal, all four advocates, and Aline Martin, secretary, fille majeure, 11570, Racette, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as a finance company, under the name of "Sofico inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 800 preferred shares class "A" of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Suite 3815, 1, Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 587-65

Stuc-Art inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corporation: Jean Quevillon, administrateur comptable, 8306, St-Denis, Montréal, Roland Durand, avocat, 1185, Quenneville, St-Laurent, et John R. Laffoley, avocat, 240, Kindersley, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Stuc-Art inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8306, St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 823-65

Style - Trend Fashions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1965, constituant en corporation: Morris Chaikelson, 5162, Isabella, Montréal, Arthur Shulman, 3445, Ridgewood, Montréal, Max Slapack, conseil en Loi de la reine, 5562 Glencrest, Montreal, Gregory Charlap, conseil en loi de la Reine, 2990, Soissons, Montréal, Monroe Abbey, conseil en Loi de la reine, 519, Clarke, Westmount, tous les cinq avocats, et Jeannie Deziel, secrétaire juridique, fille majeure, 2293, St-Rémi, Chomedey, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de « Style-Trend Fashions Ltd. », avec un capital total de $40,000 divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune 20,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3981, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 862-65

Taverne Aqueduc ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1965, constituant en corporation: Jules Blanchet, avocat, 890, Bégin, Québec, Fleur-Reine Durand, secrétaire, fille majeure, 2379, avenue Royale, Courville, et Georges Martineau, comptable, 7485, Curé-Doucet, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 587-65

Stuc-Art inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Quevillon, director accountant, 8306 St-Denis Montreal, Roland Durand, lawyer, 1185 Quenneville, St-Laurent and John R. Laffoley, lawyer, 240 Kindersley, Mount Royal, for the following purposes:

The industry and business dealing in construction materials, under the name of "Stuc-Art inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 8306 St-Denis, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 823-65

Style - Trend Fashions Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morris Chaikelson, 5162 Isabella, Montreal, Arthur Shulman, 3445 Ridgewood, Montreal, Max Slapack, Queen's Counsel, 5562 Glencrest, Montreal, Gregory Charlap, Queen's Counsel, 2990 Soissons, Montreal, Monroe Abbey, Queen's Counsel, 519 Clarke, Westmount, all five advocates, and Jeannie Deziel, legal secretary, of the full age of majority, 2293 St-Rémi, Chomedey, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Style - Trend Fashions Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each, 20,000 class "A" preferred shares of $1 each and 10,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 3981 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 862-65

Taverne Aqueduc ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Blanchet, advocate, 890 Bégin, Quebec, Fleur-Reine Durand, secretary, fille majeure, 2379 Royale Avenue, Courville, and Georges Martineau, accountant, 7485 Curé-Doucet, Charlesbourg, for the following purposes:

Exploiter des tavernes et restaurants, sous le nom de « Taverne Aqueduc ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 545, rue Kirouac, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 685-65

To operate taverns and restaurants, under the name of "Taverne Aqueduc ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 545 Kirouac St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 685-65

Albert Tessier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Albert Tessier, hôtelier, Simone Perrier, maîtresse de maison, épouse dudit Albert Tessier, tous deux de St-Anicet, et Roger Morin, avocat, Grande-Ile, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, motels, camps, maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Albert Tessier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 172-65

Albert Tessier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Tessier, hotel-keeper, Simone Perrier, housewife, wife of the said Albert Tessier, both of St-Anicet, and Roger Morin, advocate, Grande-Ile, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, motels, camps, tourist homes and summer resorts, under the name of "Albert Tessier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 172-65

Textile Apparel Factors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: William Tinling Stewart, C.R., Herbert Birkett McNally et Paul Frederick Dingle, avocats, 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance, sous le nom de « Textile Apparel Factors Inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 4,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 869-65

Textile Apparel Factors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Tinling Stewart, Q.C., Hebert Birkett McNally and Paul Frederick Dingle, advocates, of 507 Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a finance company, under the name of "Textile Apparel Factors Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 4,900 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 869-65

Ti-Coq Richelieu Bar-B-Q inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1965, constituant en corporation: Camillien Dufour, commerçant, 1901, Cardin, Tracy, Clément Gosselin, comptable agréé, 5035, Lemay, Tracy, et Fernand Simard, notaire, 20, Dupré, Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Ti-Coq Richelieu Bar-B-Q inc. », avec

Ti-Coq Richelieu Bar-B-Q inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Camillien Dufour, trader 1901, Cardin, Tracy, Clément Gosselin, chartered accountant, 5035, Lemay, Tracy, and Fernand Simard, notary, 20 Dupré, Sorel, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Ti-Coq Richelieu Bar-B-Q inc.",

un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1901, rue Cardin, Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 432-65

with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1901, Cardin St., Tracy, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 432-65

Tootoo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1965, constituant en corporation: Rufus Wolfe, industriel, 786, Upper Belmont, Westmount, Norman N. Genser, avocat, 4850, Côte-St-Luc, Montréal, et Sydney Phillips, avocat, 5616, avenue Palmer, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Tootoo Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,750 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 748-65

Tootoo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rufus Wolfe, industrialist, 786 Upper Belmont, Westmount, Norman N. Genser, attorney, 4850 Côte-St-Luc, Montreal, and Sydney Phillips, attorney, 5616 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under SRE name the "Tootoo Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 1,500 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 3,750 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 748-65

Tri-Bel Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean C. Labelle, courtier, 206, avenue Cedar, Roland Robillard, avocat, 446, avenue Lansdowne, tous deux de Rosemère, et Thomas Pilgrim, administrateur, 11879, De Tracy, Terrebonne, pour les objets suivants:

Entretenir et exploiter un commerce de service de messages téléphoniques dans la cité de Ste-Thérèse-de-Blainville et des environs, sous le nom de « Tri-Bel Services Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 303, Grande Côte, Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 609-65

Tri-Bel Services Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean C. Labelle, broker, 206 Cedar Avenue, Roland Robillard, lawyer, 446 Lansdowne Avenue, both of Rosemère, and Thomas Pilgrim, executive, 11879 De Tracy, Terrebonne, for the following purposes:

To maintain and to operate a business of telephone answering service in the city of Ste-Thérèse-de-Blainville, and adjoining areas, under the name of "Tri-Bel Services Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 303 Grande Côte, Rosemère, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 609-65

Trio transport ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jacques Coderre, 11819, rue Zotique-Racicot, André Paquette, 3425, boulevard Tou-

Trio transport ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Coderre, 11819 Zotique-Racicot St., André Paquette, 3425 Toupin Blvd., both advocates, and

pin, tous deux avocats, et Marie Leclerc, secrétaire, fille majeure, 6125, 28e avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de transport, sous le nom de « Trio transport ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $5 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2605, rue Chatham, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 973-65

Triumph Shirt Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Manuel Shacter, c.r., 4870, chemin Circle, Richard Gottlieb, 2960, avenue Maplewood, tous deux de Montréal, et Arthur Marcovitch, 5525, avenue Trent, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et de toutes sortes d'articles vestimentaires, sous le nom de « Triumph Shirt Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 38,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 955-65

Tropical Flowers and Display (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: Raymond Tremblay, industriel, 2065, Maisonneuve, app. 803, Gérard Deniger, avocat, 4195, boulevard Gouin, est, et Renée Lapointe, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Perron, 7597, Louis-Hébert, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des boutiques de fleuriste et de décoration, sous le nom de « Tropical Flowers and Display (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $5 chacune et en 7,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2177, rue Ste-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 799-65

Trusco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Marie Leclerc, secretary, fille majeure, 6125, 28th Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and transport company, under the name of "Trio transport ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $5 each and 900 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 2605 Chatham St., Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 973-65

Triumph Shirt Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Manuel Shacter, Q.C., 4870 Circle Road, Richard Gottlieb, 2960 Maplewood Avenue, both of Montreal, and Arthur Marcovitch, 5525 Trent Avenue, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Triumph Shirt Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $1 each and 38,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 955-65

Tropical Flowers and Display (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Tremblay, industrialist, 2065 Maisonneuve, apt. 803, Gérard Deniger, advocate, 4195 Gouin Blvd. East, and Renée Lapointe, secretary, wife contractually separate as to property of Louis Perron, 7597 Louis-Hébert, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate florists and decorators shops, under the name of "Tropical Flowers and Display (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $5 each and 7,000 preferred shares of a nominal value of $5 each.

The head office of the company will be at 2177 St. Catherine St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 799-65

Trusco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1965, constituant en corporation: René Amyot, avocat, 1407, Oak, Sillery, Pierre Lesage, avocat, 2012, Hocquart, Ste-Foy, et Pierrette Trottier, secrétaire, célibataire, 610, Lavigueur, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Trusco Inc. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 882-65

Upper Ten Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Manuel Shacter, avocat et conseil en Loi de la reine, 4870, chemin Circle, Montréal, Stanley Taviss, avocat, 7115, Fielding, Montréal, Arthur Marcovitch, avocat, 5525, Trent, Côte-St-Luc, et Richard Gottlieb, avocat, 2960, Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers de savon, sous le nom de « Upper Ten Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 957-65

Val d'Or Plumbing Ltd.
La Plomberie Val d'Or ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Cossette, Donatien Cossette, tous deux de Val-d'Or, et Robert Rochefort, Lac-Lemoine, tous trois plombiers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Val d'Or Plumbing Ltd.— La Plomberie Val d'Or ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 830-65

Voyages Montambault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

bearing date the 24th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Amyot, attorney, 1407 Oak, Sillery, Pierre Lesage, attorney, 2012 Hocquart, Ste-Foy, and Pierrette Trottier, secretary, spinster, 610 Lavigueur, Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Trusco Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 882-65

Upper Ten Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Manuel Shacter, advocate and Queen's Counsel, 4870 Circle Road, Montreal, Stanley Taviss, advocate, 7115 Fielding, Montreal, Arthur Marcovitch, advocate, 5525 Trent, Côte-St-Luc, and Richard Gottlieb, advocate, 2960 Maplewood, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as soap manufacturers, under the name of "Upper Ten Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 957-65

Val d'Or Plumbing Ltd.
La Plomberie Val d'Or ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Cossette, Donatien Cossette, both from Val-d'Or, and Robert Rochefort, Lac-Lemoine, all three plumbers, for the following purposes:

To carry on business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Val d'Or Plumbing Ltd. — La Plomberie Val d'Or ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 830-65

Voyages Montambault inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation: Ginette Montambault, secrétaire, fille majeure, 600, rue Jeanne-Leber, Duvernay, Albert N. Gabanna, gérant, 155, rue Meunier, Pont-Viau, et Jean C. Bherer, avocat, 521, rue Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes leurs spécialités des agences de voyage, de réserve de billets et des bureaux de tourisme, sous le nom de « Voyages Montambault inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 926-65

Verdun System Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1965, constituant en corporation: Paul-Émile Jean, 3623, rue Gertrude, Marcel GrandMaison, 281, sixième avenue, René Landry, 262, troisième avenue, et Roland Thibault, 1011, rue Willibrord, tous quatre chauffeurs, de Verdun, pour les objets suivants:

Exploiter une station de taxis et une compagnie de transport, sous le nom de « Verdun System Co. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 20 actions privilégiées de $500 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 89-65

Wenruc Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: Gregory Charlap, avocat et conseil en loi de la reine, 2990, Soissons, Montréal, Morris Chaikelson, avocat, 5162, Isabella, Montréal, et Arthur Shulman, avocat, 3445, Ridgewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Wenruc Holdings Ltd. », avec un capital total de $35,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 25,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8469, 8e avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 985-65

Les 4 associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Province of Quebec, incorporating: Ginette Montambault, secretary, fille majeure, 600 Jeanne-Leber St., Duvernay, Albert N. Gabanna, manager, 155 Meunier St., Pont-Viau, and Jean C. Bherer, advocate, 521 Sherbrooke, St. East, Montreal, for the following purposes:

To operate, in all its specialties, travel agencies, ticket reservation agencies and tourist offices, under the name of "Voyages Montambault inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 150 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 926-65

Verdun System Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Jean, 3623 Gertrude St., Marcel GrandMaison, 281 sixth Avenue, René Landry, 262 third Avenue, and Roland Thibault, 1011 Willibrord St., all four chauffeurs, of Verdun, for the following purposes:

To operate a taxi stand and a transport company, under the name of "Verdun System Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 20 preferred shares of $500 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 89-65

Wenruc Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gregory Charlap, advocate and Queen's Counsel, 2990 Soissons, Montreal, Morris Chaikelson, advocate, 5162 Isabella, Montreal, and Arthur Shulman, advocate, 3445 Ridgewood, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Wenruc Holdings Ltd.", with a total capital stock of $35,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 25,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 8469, 8th Avenue, St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 985-65

Les 4 associés inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1965, constituant en corporation: André Drouin, 6790, Louis-Hémon, Montréal, Jacques Lamontagne, 7535, Verdier, St-Léonard, et Claudel Sirois, 3445, Papineau, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les 4 associés inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-David, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 782-65

bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Drouin, 6790, Louis-Hémon, Montreal, Jacques Lamontagne, 7535, Verdier, St-Léonard and Claudel Sirois, 3445 Papineau, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les 4 associés inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Val David, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 782-65

Lettres patentes supplémentaires

Roger Bisson inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de février 1965, à la compagnie « Roger Bisson inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 15458-60 — 1262/103

Bologna Food Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour de mars 1965, à la compagnie « Bolognia Food Products Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de mai 1964, changeant son nom en celui de « Bologna Food Products Co. Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 1900-64 — 1263/81

Boulangerie Pelletier ltée
Pelletier Bakery Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de février 1965, à la compagnie « Boulangerie Pelletier ltée », constituée par lettres patentes en date du 5 juillet 1955, 1° changeant son nom en celui de « Boulangerie Pelletier ltée — Pelletier Bakery Ltd. »; 2° désignant les actions privilégiées existantes comme actions privilégiées classe « A »; 3° augmentant son capital de $50,000 à $400,000 le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 300,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Supplementary Letters Patent

Roger Bisson inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Roger Bisson inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 15458-60 — 1262/103

Bologna Food Products Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Bolognia Food Products Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 6th day of Mary, 1964, changing its name to that of "Bologna Food Products Co. Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st, day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 1900-64 — 1263/81

Boulangerie Pelletier ltée
Pelletier Bakery Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th date of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Boulangerie Pelletier ltée", incorporated by letters patent dated the 5th day of July, 1955, changing its name to that of 1. "Boulangerie Pelletier ltée — Pelletier Bakery Ltd"; 2. designating the existing preferred shares as preferred shares class "A", 3. increasing its capital from $50,000 to $400,000, the additional capital stock being divided into 500 preferred shares class "A" of $100 each and into 300,000 preferred shares class "B" of $1 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 11869-55 — 1262/37

Continental Electric Ltd.
Continental électrique ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de février 1965, à la compagnie « Continental Electrical Contracting Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de mai, 1959, changeant son nom en celui de « Continental Electric Ltd. — Continental électrique ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 13156-59 — 1263/24

Dominion Textile Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de février 1965, à la compagnie « Dominion Textile Investments Limited », diminuant son capital de $10,001,000 à $7,001,000, le capital-actions annulé étant divisé en 30,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 3146-64 — 1263/60

Dumont Express ltée
Dumont Express Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour de février 1965, à la compagnie « Dumont Express ltée — Dumont Express Ltd. », 1° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes; 2° augmentant son capital de $124,900 à $600,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 501 actions ordinaires de $100 chacune et en 4,250 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 5897-50 — 1263/26

Duroy Rusco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de février 1965, à la compagnie « Roy et Dumas inc. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de février 1963, changeant son nom en celui de « Duroy Rusco Inc. ».

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 11869-55 — 1262/37

Continental Electric Ltd.
Continental électrique ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Continental Electrical Contracting Ltd.", incorporated by letters patent dated the 25th day of May, 1959, changing its name to that of "Continental Electric Ltd.— Continental électrique ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 13156-59 — 1263/24

Dominion Textile Investments Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dominion Textile Investments Limited", reducing its capital from $10,001,000 to $7,001,000, the capital stock annulled being divided into 30,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 3146-64 — 1263/60

Dumont Express ltée
Dumont Express Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of Febraury, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dumont Express ltée — Dumont Express Ltd.", 1. modifying certain provisions of its letters patent; 2. increasing its capital from $124,900 to $600,000, the additional capital stock being divided into 501 common shares of $100 each and into 4,250 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 5897-50 — 1263/26

Duroy Rusco Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Roy et Dumas inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of February, 1963, changing its name to that of "Duroy Rusco Inc.".

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 893-63 — 1263/90

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 893-63 — 1263/90

Godard & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de février 1965, à la compagnie « Roger Godard inc. », constituée par lettres patentes en date du 4 juin 1959, 1° changeant son nom en celui de « Godard & fils inc. »; 2° subdivisant ses 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune en 6,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $5 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 13356-59 — 1262/138

Godard & fils inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Roger Godard inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of June, 1959; 1. changing its name to that of "Godard & fils inc.", 2. subdividing its 300 common shares of a nominal value of $100 each into 6,000 common shares of a nominal value of $5 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 13356-59 — 1262/138

Guinta & Beauchamp inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de février 1965, à la compagnie « Gilles Beauchamp inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de mars 1962, changeant son nom en celui de « Guinta & Beauchamp inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 10656-62 — 1262/31

Guinta & Beauchamp inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Gilles Beauchamp inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of March, 1962, changing its name to that of "Guinta & Beauchamp inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

10257 10656-62 — 1262/31

Hanney Cartage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 février 1965, à la compagnie « Hanney Cartage Inc. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,610 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune et en 9,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 12704-62 — 1263/28

Hanney Cartage Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of February 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hanney Cartage Inc.", 1. extending its powers; 2. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 1,610 preferred shares of a nominal value of $100 each and into 9,000 common shares without nominal value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 12704-62 — 1263/28

Hôtel Jacques Viger inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de février 1965, à la compagnie « Hôtel Pennsylvanie (1962) inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour d'août 1962, changeant son nom en celui de « Hôtel Jacques Viger inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 13463-62 — 1263/29

Hôtel Jacques Viger inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hôtel Pennsylvanie (1962) inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of August, 1962, changing its name to that of "Hôtel Jacques Viger inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 13463-62 — 1263/29

Les Immeubles Aldoco ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de février 1965, à la compagnie « Les Immeubles Aldoco ltée », modifiant les privilèges et restrictions afférents à ses actions privilégiées.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 4801-64 — 1263/64

Les Immeubles Aldoco ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Immeubles Aldoco ltée", amending the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10257 4801-64 — 1263/64

Industrial Life Holding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de février 1965, à la compagnie « Industrial Life Holding Ltd. », augmentant son capital de $15,000 à $20,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 14196-61— 1263/66

Industrial Life Holding Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965, have been issued y the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Industrial Life Holding Ltd.", increasing its capital stock from $15,000 to $20,000,000, the additional share capital being divided into 199,-850 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10257 14196-61 — 1263/66

Institut Philippe Pinel

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3e jour de février 1965, à la corporation « Hôpital Psychiatrique de Bordeaux », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 23e jour de janvier 1964, changeant son nom en celui de « Institut Philippe Pinel ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 58-64 — 1263/31

Institut Philippe Pinel

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Hôpital Psychiatrique de Bordeaux", incorporated under the provisions of Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated the 23rd day of January, 1964, changing its name ot that of "Institut Philippe Pinel".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of Febrory, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10257 58-64 — 1263/31

Janic Distribution inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour de février 1965, à la compagnie « Picard Distribution inc. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de septembre 1963, changeant son nom en celui de « Janic Distribution inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 4062-63 — 1262/33

Janic Distribution inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Picard Distribution inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of September 1963, changing its name to that of "Janic Distribution inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10257 4062-63 — 1262/33

Maurice LaSalle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplé-

Maurice LaSalle inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of February, 1965, have been issued by the Lieute-

mentaires, en date du 18e jour de février 1965, à la compagnie « Maurice LaSalle inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 11202-54 — 1262/114

nant-Governor of the Province of Quebec, to "Maurice LaSalle inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10257 11202-54 — 1262/114

Les marbres Waterloo ltée
Waterloo Marble Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de janvier 1965, à la compagnie « Les marbres Waterloo ltée — Waterloo Marble Ltd. », 1° augmentant son capital de $40,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 16,000 actions privilégiées de $10 chacune· 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 632-64 — 1262/63

Les marbres Waterloo ltée
Waterloo Marble Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of January 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les marbres Waterloo ltée — Waterloo Marble Ltd.", 1. increasing its capital stock from $40,000 to $200,000, the additional capital stock being divided into 16,000 preferred shares of $10 each; 2. modifying the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st, day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10257 632-64 — 1262/63

Pont Mercier Shopping Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour de janvier 1965, à la compagnie « Reliable Construction Company Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26e jour de mai 1958, 1° changeant son nom en celui de « Pont Mercier Shopping Centre Inc. »; 2° modifiant ses pouvoirs· 3° transportant son siège social de Montréal, à la cité de LaSalle.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10257 11815-58 — 1260/91

Pont Mercier Shopping Centre Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Reliable Construction Company Inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of May, 1958, 1. changing its name to that of "Pont Mercier Shopping Centre Inc."; 2. modifying its powers· 3. transferring its head office from Montreal, to the City of LaSalle.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10257-o 11815-58 — 1260/91

Pont Mercier Shopping Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour de mars 1965, à la compagnie « Pont Mercier Shopping Centre Inc. », modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10257 11815-58 — 1262/94

Pont Mercier Shopping Centre Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Pont Mercier Shopping Center Inc.", modifying its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10257-o 11815-58 — 1262/94

Prima Film Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de février 1965, à la compagnie « Prima Film Inc. », augmentant son capital de $100,000 à $250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Prima Film Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Prima Film Inc.", increasing its capital stock from $100,000 to $250,000, the additional share capital being divided into 15,000 common shares of a nominal value of $10 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 3878-63 — 1263/10

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 3878-63 — 1263/10

Ran Mar Mines Ltd.

(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des provisions de la Loi des Compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4e jour de février 1965, à la compagnie « Baker Chib Talc Mines Ltd. » (No Personal Liability), constituée par lettres patentes en date du 14e jour d'août 1957, changeant son nom en celui de « Ran Mar Mines Ltd. » (No Personal Liability).

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 12469-57 — 1263/38

Ran Mar Mines Ltd.

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Baker Chib Talc Mines Ltd." (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the 14th day of August, 1957, changing its name to that of "Ran Mar Mines Ltd." (No Personal Liability).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 12469-57 — 1263/38

Richler Steel Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour d'août 1964, à la compagnie « Richler Steel Corp. », augmentant son capital de $20,000 à $350,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,950 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,350 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 7413-56 — 1263/11

Richler Steel Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Richler Steel Corp.", increasing its capital from $20,000 to $350,000, the additional capital stock being divided into 1,950 common shares of $100 each and into 1,350 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 7413-46 — 1263/11

St. Lawrence Furniture Store Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour de février 1965, à la compagnie « St. Lawrence Furniture Store Limited », augmentant son capital de $20,000 à $70,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 1892-30 — 1263/44

St. Lawrence Furniture Store Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "St. Lawrence Furniture Store Limited", increasing its capital from $20,000 to $70,000, the additional capital stock being divided into 200 common shares of $100 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 34th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 1892-30 — 1263/44

Scieries Coaticook limitée
Coaticook Sawmills Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de janvier 1965, à la compagnie « Scieries Coaticook limitée — Coaticook Sawmills Limited », augmentant son capital de $50,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Scieries Coaticook limitée
Coaticook Sawmills Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Scieries Coaticook limitée — Coaticook Sawmills Limited", increasing its capital from $50,000 to $150,000, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of $100 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 2709-64 — 1263/39

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th, day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 2709-64 — 1263/39

Skyline Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de février 1965 à la compagnie « Laurentian Made Garment Inc. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de juillet 1958, changeant son nom en celui de « Skyline Mfg. Co. Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 12610-58 — 1263/103

Skyline Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Laurentian Made Garment Inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of July, 1958, changing its name ot that of "Skyline Mfg. Co. Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 12610-58 — 1263/103

La Société Marquette inc.
The Marquette Society Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour de février 1965, à la compagnie « La Société Marquette inc.— The Marquette Society Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 15965-61 — 1263/104

La Société Marquette inc.
The Marquette Society Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Société Marquette inc.— The Marquette Society Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 15965-61 — 1263/104

Sogebec limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de février 1965, à la compagnie « Sogebec limitée », augmentant son capital de $200,000 à $302,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,020 actions privilégiées de $50 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 1407-63 — 1263/13

Sogebec limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sogebec limitée", increasing its capital stock from $200,000 to $302,000, the additional share capital being divided into 1,000 common shares of $1 each, and 2,020 preferred shares of $50 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 1407-63 — 1263/13

Sogestion ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de février 1965, à la compagnie « Sogestion ltée », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° augmentant son capital de $350,000 à $3,500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 900,000 actions classe « A » de $3 chacune et en 450,000 actions classe « B » de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 2758-63 — 1262/125

Sogestion ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sogestion ltée", 1. modifying the provisions of its letters patent; 2. increasing its capital from $350,000 to $3,500,000, the additional capital stock being divided into 900,000 shares class "A" of $3 each and into 450,000 shares class "B" of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 2758-63 — 1262/125

Terrevan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de février 1965, à la compagnie « Terrevan inc. », augmentant son capital de $125,000 à $500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 375,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 1372-64 — 1263/16

Terrevan inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Terrevan inc.", increasing its capital stock from $125,000 to $500,000, the additional share capital being divided into 375,000 common shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 1372-64 — 1263/16

John Toth Fur Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de février 1965, à la compagnie « John Toth Fur Corp. », augmentant son capital de $40,000 à $220,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 10149-60 — 1263/45

John Toth Fur Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "John Toth Fur Corp.", increasing its capital from $40,000 to $220,000, the additional capital stock being divided into 1,800 preferred shares of the par value of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 10149-60 — 1263/45

Vaillancourt inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de février 1965, à la compagnie « Vaillancourt inc. », subdivisant ses 990 actions de $100 chacune en 276,000 actions classe « A » sans valeur nominale et en 120,000 actions classe « B » sans valeur nominale.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 1770-40 — 1263/75

Vaillancourt inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of Febraury, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Vaillancourt inc.", subdividing its 990 shares of $100 each into 276,000 class "A" shares of no nominal value and 120,000 class "B" shares of no nominal value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Sdcretary of the Province.

10257 1770-40 — 1263/75

Valor Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de février 1965, à la compagnie « Valiant Construction Inc. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de décembre 1964, changeant son nom en celui de « Valor Construction Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 5565-64 — 1263/46

Valor Construction Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Valiant Construction Inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of December, 1964, changing its name to that of "Valor Construction Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19257-o 5565-64 — 1263/46

Weldco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de février 1965, à la compagnie « Welding & Supplies Co. Ltd. »,

Weldco Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Welding & Supplies Co. Ltd.", incorporated

constituée par lettres patentes en date du 10 février 1940, changeant son nom en celui de « Weldco Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 1304-40 — 1262/61

by letters patent dated the 10th day of February 1940, changing its name to that of "Weldco Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 1304-40 — 1262/61

Zodiac ltée
Zodiac Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de février 1965, à la compagnie « Zodiac ltée — Zodiac Ltd. », 1° augmentant son capital de $3,300,000 à $10,300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 350,000 actions classe « A » de $20 chacune; 2° subdivisant ses 500,000 actions classe « A » de $20 chuacne en 2,500,000 actions classe « A » de $4 chacune; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o 1543-64 — 1262/62

Zodiac ltée
Zodiac Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Zodiac ltée — Zodiac Ltd. ", 1. increasing its capital stock from $3,300,000 to $10,300,000, additional capital stock being divided into 350,000 shares class "A" of $20 each; 2. subdivising its 500,000 shares class "A" et $20 each into 2,500,000 shares class "A" at $4 each; 3. modifying the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd, day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257 1543-64 — 1262/62

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 525

Québec, le 17 mars 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement relatif à certains fonctionnaires de la Régie des alcools du Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Premier ministre:

QUE soit approuvé, à compter du 19 février 1965, le règlement concernant les fonctionnaires de la Régie des alcools du Québec mentionné dans la résolution de la Commission du service civil de la province de Québec, adoptée le 9 mars 1965, et dont copie est annexée au présent arrêté en conseil.

JACQUES PRÉMONT,
Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

COMMISSION DU SERVICE CIVIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Règlement concernant les fonctionnaires de la Régie des Alcools du Québec

ATTENDU QUE les fonctionnaires de la Régie des Alcools du Québec sont des salariés au sens de la Loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 45, intitulée: « Code du Travail » et qu'ils peuvent être membres d'une association de salariés;

ATTENDU QUE les fonctionnaires de ladite Régie se sont formés en syndicat et que celui-ci a obtenu de la Commission des Relations Ouvrières maintenant remplacée par la Commission des Relations de Travail du Québec, un certificat de reconnaissance syndicale l'habilitant à négocier une convention collective de travail;

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 525

Quebec, March 17, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation relative to certain functionaries of the Quebec Liquor Board.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Premier:

THAT, from and after February 19, 1965, the regulation concerning functionaries of the Quebec Liquor Board mentioned in the resolution of the Civil Service Commission of the Province o Quebec, adopted on March 9, 1965, and a copy of which is annexed to the present Order in Council, be approved.

JACQUES PRÉMONT,
Associate Clerk of the Executive Council.

CIVIL SERVICE COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Regulation concerning functionaries of the Quebec Liquor Board

WHEREAS functionaries of the Quebec Liquor Board are employees in the sense of Act 12-13 Elizabeth II, chapter 45, entitled "Labour Code" and may be members of an association of employees;

WHEREAS the functionaries of the said Board formed into a syndicate and obtained from the Labour Relations Board, now replaced by the Quebec Labour Relations Board, a certificate of recognition of labour unions enabling it to negotiate a collective labour agreement;

ATTENDU QU'effectivement une convention collective de travail a été négociée entre la Régie des Alcools du Québec et le Syndicat des Fonctionnaires Provinciaux (section: Régie des Alcools du Québec) qui a été signée par les parties le 18 février 1965 et qui a pris effet, le lendemain, le 19 février 1965;

ATTENDU QUE les fonctionnaires régis par ladite convention relèvent de la Loi du Service Civil;

ATTENDU QUE les emplois ou fonctions qu'ils exercent font partie du Service Civil de la Province;

ATTENDU QUE la Commission du Service Civil considère que, dans les circonstances, il n'est ni praticable ni dans l'intérêt public d'appliquer la Loi du Service Civil tant aux fonctionnaires régis par cette convention qu'aux emplois ou fonctions qu'ils exercent et qu'il y a lieu de les soustraire à l'application totale de ladite Loi.

EN CONSÉQUENCE, la Commission du Service Civil, sous l'autorité des articles 3-A et 14 de la Loi du Service Civil, recommande au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement suivant:

1° Les fonctions ou emplois du Service Civil de la Province exercés à la Régie des Alcools du Québec par des fonctionnaires régis par la convention collective conclue entre la Régie et le Syndicat des Fonctionnaires Provinciaux (section: Régie des Alcools du Québec) le 18 février 1965 et lesdits fonctionnaires sont soustraits à l'application totale de la Loi du Service Civil, à compter du 19 février 1965;

2° À partir de cette date, ils tombent sous la juridiction de l'Administrateur de la Régie des Alcools du Québec;

3° Suivant la convention collective précitée, les fonctionnaires régis par elle ne comprennent pas ceux dont les occupations sont mentionnées à l'annexe « B » dont une copie est jointe au présent règlement.

Copie conforme.

Assemblée du 9 mars 1965.

Le Secrétaire,
HENRI DION.

FONCTIONS EXCLUES DE L'UNITÉ SYNDICALE

Annexe « B »

MONTRÉAL

Le Président
Secrétaires:
Vice-président
Secrétaire
Régisseur
Secrétaire
l'Administrateur
Secrétaire
Assistante-secrétaire
Le Gérant de section
Secrétaire
Officier Général d'Administration
Secrétaire
Directeur des Services Administratifs
Secrétaire
Directeur des Relations Industrielles
Secrétaire
Assistante
Contrôleur
Secrétaire
Aviseur légal
Le Directeur du Personnel
Assistant
Secrétaire

WHEREAS a collective Labour agreement was effectively negotiated between the Quebec Liquor Board and the Syndicat des Fonctionnaires Provinciaux (section: Quebec Liquor Board), was signed by the parties on February 18, 1965, and took effect the following day, February 19, 1965;

WHEREAS the functionaries governed by the said agreement come under the Civil Service Act;

WHEREAS the offices or functions they hold form part of the Provincial Civil Service;

WHEREAS the Civil Service Commission considers that, under the circumstances, it is neither practicable nor in the public interest to apply the Civil Service Act as much to functionaries governed by this agreement as to the offices or functions which they hold, and that it is expedient that they be withdrawn from the total application of the said Act.

THEREFORE, the Civil Service Commission, under the authority of sections 3-A and 14 of the Civil Service Act, recommends to the Lieutenant-Governor in Council that he approve the following regulations:

1. The functions or offices of the Provincial Civil Service carried out at the Quebec Liquor Board by functionaries governed by the collective agreement entered into by the Board and the Syndicat des Fonctionnaires Provinciaux (section: Quebec Liquor Board) on February 18, 1965, and the said functionaries are withdrawn from the total application of the Civil Service Act from February 19, 1965;

2. From this date, they will fall under the jurisdiction of the Administrator of the Quebec Liquor Board;

3. Following the aforementioned collective agreement, the functionaries governed by it do not included those whose occupations are mentioned in appendix "B", a copy of which is joined to the present regulation.

True copy.

Meeting of March 9, 1965.

HENRI DION,
Secretary.

FUNCTION EXCLUDED FROM THE SYNDICATE LOCAL

Appendix "B"

MONTREAL

Chairman
Secretaries
Vice-chairman
Secretary
Controller
Secretary
Administrator
Secretary
Assistant-Secretary
Section manager
Secretary
General Administrative Officer
Secretary
Director of Administrative Services
Secretary
Director of Industrial Relations
Secretary
Assistant
Comptroller
Secretary
Legal Advisor
Director of Personnel
Assistant
Secretary

Contrôleur des Stocks
Assistant
Greffier
Secrétaire
Acheteur en Chef
Assistant
Secrétaire
Acheteur du Matériel
Assistante
Comptable en chef
Assistants
Secrétaire
Chef du service du traitement des données
Secrétaire
Programmeurs
Commis surveillante en autorité au service du traitement des données
Assistantes
Conseiller Technique
Publiciste
Surintendant des magasins
Assistants-surintendants
Secrétaire
Surintendant des entrepôts
Assistants
Secrétaire
Chef inspecteur
Assistant
Les Inspecteurs de magasin
Les Gérants de magasin
Les Gérants suppléants de magasin
Les assistants-gérants de magasin
Inspecteur des permis industriels
Les paie-maître
Assistant
Chef de service:
Douane & Accise
Assistant
Transport, assurances, réclamations
Magasinier
Chef standardiste
Laboratoire:
Chimiste en chef
Assistant
Chimistes
Technicien de laboratoire
Infirmerie
Chef Inspecteur des établissements licenciés
Chef de sécurité
Gérant de la cafétéria

Comptroller of Stocks
Assistant
Clerk
Secretary
Head Buyer
Assistant
Secretary
Stock Buyer
Assistant
Head Accountant
Assistants
Secretary
Head of data processing service
Secretary
Programmers
Supervising Clerk under the authority of the data processing service
Assistants
Technical Adviser
Publicist
Superintendent of stores
Assistant-Superintendents
Secretary
Superintendent of warehouses
Assistants
Secretary
Chief inspector
Assistant
Store inspectors
Store managers
Acting store managers
Assistant store managers
Inspector of industrial permits
Paymasters
Assistant
Head of Service:
Customs & Excise
Assistant
Transportation, insurance, claims
Storekeeper
Head telephone operator
Laboratory:
Head chemist
Assistant
Chemists
Laboratory technician
Infirmary
Chief Inspector of licensed establishments
Head of Security
Cafetaria manager

FONCTIONS EXCLUES DE L'UNITÉ SYNDICALE

Annexe « B »

QUÉBEC

Les Régisseurs
Secrétaires
l'Administrateur
Secrétaire
Gérant de section
Secrétaire
Contrôleur
Secrétaires
Aviseur légal
Greffier
Secrétaire
Directeur du Personnel
Secrétaire
Surintendant des magasins
Secrétaire
Surintendant des entrepôts
Surintendant de l'entretien
Régistraire
Pourvoyeur
Assistante
Officiers d'Administration
Chefs de division

FUNCTION EXCLUDED FROM THE SYNDICATE LOCAL

Appendix "B"

QUEBEC

Controllers
Secretaries
Administrator
Secretary
Section manager
Secretary
Comptroller
Secretaries
Legal Adviser
Clerk
Secretary
Director of Personnel
Secretary
Superintendent of stores
Secretary
Superintendent of warehouses
Superintendent of maintenance
Registrar
Purveyor
Assistant
Administration Officers
Department Heads

Commis vérificateur
Commis surveillant
Commis principal
Infirmière
Paie-maître
Remplaçant
Chef standardiste
Fondé de pouvoir
Chef Inspecteur
Officier de sécurité
Agents de recherches
Assistant-surintendant Ent.
Assistants-surintendants Mag.
Contremaître général Ent.
Messager confidentiel
Agents vérificateurs
Bureau du personnel
Gérants suppléants (inspecteurs)
Assistants gérants magasins
Gérants de magasins
10304-o

Examining clerk
Supervising clerk
Head clerk
Nurse
Paymaster
Substitute
Head telephone operator
Proxy
Chief Inspector
Security Officer
Research agents
Assistant-superintendents of warehouses
Assistant-superintendents of stores
General foreman of warehouses
Confidential messenger
Investigating agents
Personnel office
Acting managers (inspectors)
Assistant store managers
Store managers
10304

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 548

Québec, le 23 mars 1965.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement relatif aux ouvriers de la Régie des alcools du Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Premier ministre:

QUE soit approuvé, à compter du 18 février 1965, le Règlement concernant les ouvriers de la Régie des alcools du Québec mentionné dans la résolution de la Commission du service civil de la province de Québec, adoptée le 19 mars 1965, et dont copie est annexée au présent arrêté en conseil.

JACQUES PRÉMONT,
Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

COMMISSION DU SERVICE CIVIL
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Règlement concernant les ouvriers de la Régie des Alcools du Québec

ATTENDU QUE les ouvriers de la Régie des Alcools du Québec sont des salariés au sens de la Loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 45, intitulée: « Code du Travail » et qu'ils peuvent être membres d'une association de salariés;

ATTENDU QUE les ouvirers de ladite Régie se sont formés en syndicat et que celui-ci a obtenu de la Commission des Relations Ouvrières maintenant remplacée par la Commission des Relations de Travail du Québec, un certificat de reconnaissance syndicale l'habilitant à négocier une convention collective de travail;

ATTENDU QU'effectivement une convention collective de travail a été négociée entre la Régie des Alcools du Québec et le Syndicat des Ouvirers de la Régie des Alcools (CSN) qui a été signée par les parties le 18 février 1965 et qui est entrée en vigueur le même jour;

ATTENDU QUE la Commission du Service Civil considère que, dans les circonstances, il n'est ni praticable ni dans l'intérêt public d'appliquer la Loi du Service Civil tant aux ouvriers régis par cette convention qu'aux emplois ou fonctions qu'ils exercent et qu'il y a lieu de les soustraire à l'application totale de ladite loi.

EN CONSÉQUENCE, la Commission du Service Civil, sous l'autorité des articles 3-A et 14 de la

---

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 548

Quebec, March 23, 1965.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation relative to workmen of the Quebec Liquor Board.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Premier:

THAT, from and after February 18, 1965, the regulation concerning wordmen of the Quebec Liquor Board mentioned in the resolution of the Civil Service Commission of the Province of Quebec, adopted on March 19, 1965, and a copy of which is annexed to the present Order in Council, be approved.

JACQUES PRÉMONT,
Associate Clerk of the Executive Council.

CIVIL SERVICE COMMISSION
OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Regulation Concerning Workmen of the Quebec Liquor Board

WHEREAS Workmen of the Quebec Liquor Board are employees in the sense of Act 12-13 Elizabeth II, chapter 45, entitled "Labour Code" and may be members of an association of employees·

WHEREAS the workmen of the said Board formed into a syndicate and abtained from the Labour Relations Board, now replaced by the Quebec Labour Relations Board, a certificate of recognition of labour unions enabling it to negotiate a collective labour agreement:

WHEREAS a collective labour agreement was effectively negotiated between the Quebec Liquor Board and the Syndicat des Ouvriers de la Régie des Alcools (CSN), was signed by the parties on February 18, 1965, and entered into effect on the same day;

WHEREAS the Civil Service Commission considers that, under the circumstances, it is neither practicable nor in the public interest to apply the Civil Service Act as much to workmen governed by this agreement as to the offices or functions which they hold, and that is expedient that they be withdrawn from the total application of the said Act.

THEREFORE, the Civil Service Commission, under the authority of sections 3-A and 14 of

Loi du Service Civil, recommande au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement suivant:

1° Les fonctions ou emplois du Service Civil de la province exercés à la Régie des Alcools du Québec par des ouvriers régis par la convention collective conclue entre la Régie et le Syndicat des Ouvriers de la Régie des Alcools (CSN) le 18 février 1965 et lesdits ouvriers sont soustraits à l'application totale de la Loi du Service Civil, à compter de la date précitée;

2° À partir de cette date, ils tombent sous la juridiction de l'Administrateur de la Régie des Alcools du Québec;

3° Suivant la convention collective susdite, les ouvriers régis par elle ne comprennent pas ceux dont les occupations sont mentionnées à l'annexe « B » dont une copie est jointe au présent règlement et qui demeurent assujettis à la Loi du Service Civil.

Copie conforme.
Assemblée du 19 mars 1965.

Le Secrétaire,
HENRI DION.

FONCTIONS EXCLUES DE L'UNITÉ SYNDICALE

Annexe « B »

MONTRÉAL

Contremaître,
Contremaître-adjoint (Postes vacants)
Contremaîtresse,
Ingénieur en chef,
Assistant ingénieur en chef
Surintendant,
Commis surveillant,
Chauffeur privé,
Capitaine,
Sergent,
Caporal.

FONCTIONS EXCLUES DE L'UNITÉ SYNDICALE

Annexe « B »

QUÉBEC

Contremaître,
Contremaître-magasinier,
Contremaître-adjoint,
Gérant de la cafétéria,
Chauffeur privé,
Capitaine,
Sergent,
Caporal. 10304-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 673

Québec, le 30 mars 1965.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'extension d'une convention collective de travail relative au métier de coiffeur pour dames dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

Le Syndicat des Employés Coiffeurs pour Dames de Montréal Inc.;

the Civil Service Act, recommends to the Lieutenant-Governor in Council that he approve the following regulation:

1. The functions or offices of the Provincial Civil Service carried out at the Quebec Liquor Board by workmen governed by the collective agreement entered into by the Board and the Syndicat des Ouvriers de la Régie des Alcools (CSN) on February 19, 1965, and the said workmen are withdrawn from the total application of the Civil Service Act from the aforementioned date.

2. From this date, they will fall under the jurisdiction of the Administrator of the Quebec Liquor Board;

3. Following the above-mentioned collective agreement, the workmen governed by it do not include those whose accupations are mentioned in appendix "B" a copy of which is joined to the present regulation, and who remain subject to the Civil Service Act.

True Copy
Meeting of March 19, 1965.

HENRI DION,
Secretary.

FUNCTIONS EXCLUDED FROM THE SYNDICATE LOCAL

Appendix "B"

MONTREAL

Foreman
Associate Foreman (Vacant posts)
Forewoman
Head engineer
Assistant Head engineer
Superintendent
Supervising clerk
Private chauffeur
Captain
Sergeant
Carporal

FONCTIONS EXCLUDED FROM THE SYNDICATE LOCAL

Appendix "B"

QUEBEC

Foreman
Foreman-storekeeper
Associate foreman
Cafeteria manager
Private chauffeur
Captain
Sergeant
Corporal 10304-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 673

Quebec, March 30, 1965.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of a collective labour agreement respecting the Ladies' hairdressing trade in the Montreal region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have petitioned the Minister of Labour to make binding the collective labour agreement entered into between:

Le Syndicat des Employés Coiffeurs pour Dames de Montréal Inc.;

La Corporation des Employés Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec;

d'une part, et

« The Master Ladies' Hairdressers Guild of Montreal »;

La Corporation des Employeurs Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec;

d'autre part,

pour les employeurs et les salariés de la profession visée, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 octobre 1964;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans le métier visé et dans le champ d'application territorial indiqué dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 octobre 1964.

PREMIÈRE PARTIE

Dispositions générales

Les règles communes applicables à tous les décrets régissant les barbiers, coiffeurs pour hommes, coiffeurs pour dames, manucures esthéticiennes ou manucures, dans la province, approuvées par l'arrêté en conseil numéro 1886 (A) du 2 novembre 1960, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 19 novembre 1960, sont incorporées dans le présent décret, comme Première Partie, tout comme si elles y étaient reproduites en entier. (articles 1 à 68 inclusivement).

Toutefois, par exception aux chapitres I et II desdites règles communes, le champ d'application professionnel du présent décret est limité aux personnes qui exécutent ou font exécuter une ou plusieurs des opérations que nécessitent les services par les coiffeurs pour dames et manucures seulement. De plus le paragraphe « *a* » de l'article 31 desdites règles communes ne s'applique pas aux apprenties manucures.

DEUXIÈME PARTIE

Dispositions particulières
Champ d'application territorial

101. Le champ d'application territorial du décret comprend l'Ile de Montréal, les cités de Saint-Lambert, Longueuil, Laflèche et Jacques-Cartier et les villes de Montréal-Sud, Préville, Ville LeMoyne, Greenfield Park et Brossard.

Durée du Travail

102. La durée maximum des heures de travail pour tous les salariés est de quarante-cinq (45) heures par semaine, réparties sur cinq (5) jours et distribuées de la façon suivante:

1° entre 9 h. du matin et 7h. du soir les lundi, mardi, mercredi et jeudi;

2° entre 9h. du matin et 9h. du soir le vendredi, ainsi que les jours ouvrables de la période qui va

La Corporation des Employés Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec;

and

The Master Ladies' Hairdressers Guild of Montreal;

La Corporation des Employeurs Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec;

for the employers and employees of the profession concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of October 3, 1964;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired preponderant significance and importance for the laying down of conditions of employment in the trade concerned and in the territorial jurisdiction outlined in said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed with regard to the publication of the notices;

WHEREAS no objection has been raised against the said petition;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), with however, the following new provisions replacing the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of October 3, 1964.

PART ONE

General provisions

The standard rules which apply to all decrees governing barbers, men's hairdressers' ladies' hairdressers, manicurist-aestheticians or manicurists in the Province (approved by Order in Council number 1886 (A) of November 1960 which was published in the *Quebec Official Gazette* of November 19, 1960) are incorporated in this decree as Part One, just as if they were herein reproduced in their entirety. (Sections 1 to 68 inclusively).

However, notwithstanding chapters I and II of said standard rules, the professional jurisdiction of this decree is restricted to persons who carry out or have one or more of the operations requiring the services rendered by ladies' hairdressers and manicurists only carried out. Furthermore, sub-section "*a*", section 31 of said standard rules does not apply to apprentice-manicurists.

PART TWO

Special provisions
Territorial jurisdiction

101. The territorial jurisdiction of the decree encompasses the Island of Montreal, the cities of St. Lambert, Longueuil, Laflèche and Jacques-Cartier and the towns of Montreal-South, Préville, Ville LeMoyne, Greenfield Park and Brossard.

Hours of work

102. The maximum working hours for all employees is forty-five (45) hours per week, divided into five (5) days according to the following schedule:

1. between the hours of 9:00 a.m. and 7:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday;

2. between the hours of 9:00 a.m. and 9:00 p.m. on Friday and on all work-days within the

du 15 décembre au 31 décembre inclusivement, excepté le samedi.

3° entre 8h. du matin et 6h. du soir tous les samedis.

4° La veille des jours fériés, le travail peut commencer à 8h. du matin au lieu de 9h. du matin.

Interdiction de travailler en dehors des heures normales

103. Aucun travail faisant l'objet du champ d'application professionnel du présent décret, ne peut être exécuté avant les heures déterminées pour le commencement du travail ou après les heures déterminées pour la cessation du travail, à l'article 102.

Congés payés spéciaux

104. Les employés réguliers qui travaillent dans un salon durant la semaine de Noël ou celle du Premier jour de l'An ou durant ces deux semaines ont droit à un jour de congé payé pour chacune de ces deux (2) semaine, pourvu qu'ils aient été à l'emploi de l'employeur avant le mois de décembre. L'employeur détermine ces deux jours de congé et il doit les accorder aux salariés y ayant droit avant le 1er mars de l'année suivante.

Heures de repas

105. L'employeur doit accorder aux salariés qui sont à son emploi, au moins une (1) heure chaque jour pour le repas du midi ainsi qu'une (1) heure pour le repas du soir, le vendredi et tous les jours ouvrables de la période qui va du 15 décembre au 31 décebre inclusivement, alors que le travail peut se continuer jusqu'à 9h. du soir.

106. Les taux minima de salaires sont les suivants:

a) Employé régulier 1. *Coiffeur pour dames:* Cinquante dollars ($50.00) par semaine.

2. *Compagnon-coiffeur pour dames:* Quarante dollars ($40.00) par semaine.

3. *Manucure détenteur d'un certificat de qualification:* Trente-cinq dollars ($35.00) par semaine.

b) Employé surnuméraire: 1. *Coiffeur pour dames* ou *compagnon-coiffeur pour dames:* Dix dollars ($10.00) par jour ou fraction de journée.

2. *Manucure:* Huit dollars ($8.00) par jour ou fraction de journée.

c) Apprenti: 1. *Coiffeur pour dames:*

	Par semaine
Premier semestre	$16.00
Deuxième semestre	20.00
Troisième semestre	25.00
Quatrième semestre	28.00
Cinquième semestre	32.00
Sixième semestre	35.00
2. Apprenti-manucure	20.00

107. Le paiement du salaire et des commissions doit être fait en espèces à chaque semaine et sous enveloppe.

L'employeur doit inscrire sur ou dans l'enveloppe de paie ou sur un bulletin de paie distinct, les mentions suivantes:

les nom et prénom du salarié;
la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;
le nombre d'heures de travail;
le taux de salaire horaire ou hebdomadaire;
le montant de la commission;
le montant des recettes;
la nature et le montant des retenues faites;
le montant du salaire net.

December 15 to December 31 period, save Saturdays.

3. between the hours of 8:00 a.m. and 6:00 p.m. on Saturdays.

4. on the eve of holidays, work may begin at 8:00 a.m. instead of at 9:00 a.m.

Work forbidded outside of regular hours

103. No work covered by the professional jurisdiction of this decree may be performed before or after the hours laid down in section 102.

Special paid holidays

104. Regular employees working in a parlour during the weeks of Christmas and New Year, are entitled to one day off with pay for each of these two (2) weeks, provided that they were in the employer's service before December. The employer assigns these two days off. However, they must be granted to the employees entitled thereto before March 1 of the following year.

Meal time

105. To the employees in his service, the employer must grant at least one (1) hour per day for the noon meal and one (1) hour for the evening meal on Friday and every working day during the December 15 to December 31 period when work goes on until 9:00 p.m.

106. The minimum wage rates are as follows:

(*a*) *Regular employee:* 1. *Ladies' hairdresser* — Fifty dollars ($50.00) per week.

2. *Journeyman-hairdresser* (*ladies'*)*:* Forty dollars ($40.00) per week.

3. *Manicurist, proficiency certificate holder:* Thirty-five dollars ($35.00) per week.

(*b*) *Occasional employee:* 1. *Ladies' hairdresser* or *Journeyman-hairdresser* (*ladies'*)*:* Ten dollars ($10.00) per day or fraction thereof.

2. *Manicurist:* Eight dollars ($8.00) per day or fraction thereof.

(*c*) *Apprentice*: 1. *Ladies' hairdresser:*

	Per week
First six months	$16.00
Second six months	20.00
Third six months	25.00
Fourth six months	28.00
Fifth six months	32.00
Sixth six months	35.00
2. Apprentice-manicurist	20.00

107. Payment of wages and commissions must be made every week, in cash and in an envelope.

The employer must list the following details on or inside the pay envelope or on a separate statement:

Employee's name and surname;
Payment date and work period corresponding thereto;
Number of hours worked;
Hourly or weekly wage rate;
Amount of commission;
Amount of receipts;
Type and amount of deductions made;
Net amount of wages.

Vivre et couvert

108. Aucun exploitant d'un salon de coiffure ou de beauté qui loge ou nourrit un salarié, ne peut exiger plus de cinq dollars ($5.00) par semaine pour le couvert et plus de sept dollars ($7.00) par semaine pour le vivre.

L'employeur ne doit pas déduire le coût du vivre et du couvert des montants de salaires et commissions qui doivent appparaître au complet sur les rapports faits au Comité paritaire.

Prix minima des services

109. Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public le prix minimum fixé pour chacun des services énumérés ci-dessous:

Ondulation permanente ou indéfrisable	$5.00
Ondualtion au papier	1.25
Ondulation au fer	1.25
Ondulation à l'eau (mise en plis)	1.50
Repeignage à sec	0.50
Shampooing ordinaire	0.75
Rinçage	0.50
Flambage des cheveux	0.50
Épilation des sourcils	0.50
Coupe de cheveux:	
Adultes	1.25
Enfants de moins de 16 ans	1.00
Traitement du cuir chevelu	1.25
Teinture ou retouche de teinture (mise en plis non comprise)	5.00
Shampooing colorant ou décolorant (mise en plis non comprise)	5.00
Décoloration (par application)	3.00
Massage	1.50
Manucure	1.00

Nombre d'apprentis

110. *a) Coiffeurs pour dames:* Le nombre d'apprentis-coiffeurs dans un salon de coiffure ne doit jamais excéder les proportions indiquées ci-dessous:

Coiffeurs qualifiés permanents	*Apprentis*
1	2
2	3
3	4
4	6
5	7
6	8
7	9
8 ou plus	10

Le nombre d'apprenties-manucure n'affecte pas le nombre d'apprentis-coiffeurs.

b) Manucure: Le nombre d'apprenties-manucures dans un salon de coiffure ou de manucure ne doit jamais excéder les proportions suivantes:

Manucures qualifiées permanentes	*Apprenties*
1, 2 ou 3	1
4, 5 ou 6	2
7 ou plus	3

111. L'apprenti doit se présenter au Comité paritaire, sur convocation de celui-ci, quand ce dernier le juge à propos, pour subir un examen oral afin de constater les progrès accomplis.

112. L'apprentie-manucure est exempte du cours d'hygiène actuellement donné aux coiffeurs pour dames, mais elle doit se soumettre à un examen théorique et pratique portant sur le manucure lorsque son temps d'apprentissage est terminé.

Room and board

108. No beauty or hairdressing parlour operator who provides room and board for an employee may charge the latter more than five dollars ($5.00) per week for board and seven dollars ($7.00) per week for lodging.

The employer must not deduct the cost of room and board from the salaries and commissions which must appear in full on the reports made to the Parity Committee.

Minimum prices for services

109. Professional employers, employers, artisans and employees must charge the set minimum prices for each of the services listed below:

Permanent wave	$5.00
Paper wave	1.25
Curling iron wave	1.25
Finger wave (setting)	1.50
Dry-combing	0.50
Regular shampoo	0.75
Rinse	0.50
Hair singeing	0.50
Eyebrow depilation	0.50
Haircuts:	
Adults	1.25
Children under 16	1.00
Scalp treatment	1.25
Dyeing or dye touch-up (setting extra)	5.00
Tint shampoo or bleach (setting extra)	5.00
Bleaching (by application)	3.00
Massage	1.50
Manicure	1.00

Number of apprentices

110. (*a*) *Ladies' hairdressers:* The number of apprentice-ladies' hairdressers in a hairdressing parlour should never exceed the proportions listed below:

Permanent qualified hairdressers	*Apprentices*
1	2
2	3
3	4
4	6
5	7
6	8
7	9
8 or more	10

The number of apprentice-manicurists has no bearing upon the number of apprentice-hairdressers.

(*b*) *Manicurists:* The number of apprentice-manicurists in a hairdressing or manicure parlour should never exceed the following proportions:

Permanent qualified manicurists	*Apprentices*
1, 2 or 3	1
4, 5 or 6	2
7 or more	3

111. Whenever the Parity Committee deems it advisable, it may summon an apprentice to undergo an oral examination so as to evaluate the progress made.

112. The apprentice-manicurist is excused from the health course now given to ladies' hairdressers. However, she must take a practical-theoretical examination on manicuring upon termination of her apprenticeship.

Jours fériés

113. Aucun travail ne doit être exécuté dans les salons professionnels régis par le décret le dimanche, le premier Jour de l'An, la saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et le jour de Noël.

Congés payés annuels

114. *a*) Tout salarié a droit à un congé payé annuel d'une semaine, après une (1) année de service continu pour son employeur ou dans le même établissement.

b) Si le salarié a moins d'une année de service continu pour son employeur, ce dernier doit lui accorder un congé payé d'une durée égale à une demi-journée par mois de service continu.

c) La période de service continu donnant droit au congé s'établit du 1er juillet de l'année précédente au 30 juin de l'année courante.

d) Le congé doit être donné dans les douze mois qui suivent la date à laquelle le droit à tel congé est acquis.

e) Par service continu, il faut entendre la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompus sans qu'il y ait résiliation de contrat. Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée du service continu les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les jours de congé, le délai-congé et les absences autorisées.

f) L'indemnité payable au salarié pour son congé payé est de deux pour cent (2%) du salaire gagné pendant les douze (12) mois qui précèdent le 1er juillet de chaque année.

g) L'indemnité de congé doit être remise au salarié avant son départ en congé ou lors de la résiliation de son contrat de travail.

h) Lors de la résiliation du contrat de travail, le salarié a droit à une indemnité représentant la rémunération payable lors de la prise de congé auquel il a un droit acquis, s'il n'a pas pris tel congé, et représentant deux pour cent (2%) du salaire gagné depuis le premier juillet précédant la date de son départ.

Classification des salariés

115. Les coiffeurs pour dames, régis par le présent décret, qui ont terminé leur période normale d'apprentissage sont répartis en deux catégories comme suit:

1. *Coiffeur pour dames:* Cette catégorie comprend toute personne détentrice d'un certificat de qualification de compagnon-coiffeur pour dames, qui a exercé son métier pendant au moins un (1) an et conservé au moins soixante-dix pour cent (70%) des points aux examens exigés devant le bureau des examinateurs du comité paritaire dans les opérations suivantes: Coupe de cheveux, indéfrisable, ondulation (mise en plis) et teinture.

2. *Compagnon-coiffeur pour dames:* Cette catégorie comprend les personnes qui ont conservé au moins soixante pour cent (60%) des points aux examens exigés devant le bureau des examinateurs du comité paritaire dans les opérations suivantes: Coupe de cheveux, indéfrisable, ondulation (mise en plis), et manucure.

116. *Qualification nécessaire pour l'exploitation d'un salon professionnel:* Dans tout salon de coiffure il doit y avoir en service régulier et permanent une personne détentrice d'un certificat de qualification de « coiffeur pour dames ». Dans tout salon de manucure il doit y avoir en service régulier et permanent une personne détentrice d'un certificat de qualification de « manucure ».

Holidays

113. No work must be performed in parlours governed by the decree on: Sundays, New Year's Day, Saint John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day and Christmas Day.

Annual vacations with pay

114. (*a*) After one (1) year of continuous service with an employer or in the same establishment, every employee is entitled to one week's vacation with pay annually.

(*b*) Should the employee have less than one year of continuous service with his employer, the latter must grant him a paid vacation of one half-day for each month worked.

(*c*) The period of continuous service entitling one to vacation runs from July 1 of the preceding year to June 30 of the current year.

(*d*) Vacation must be given within the twelve months following the date on which the right to such a vacation is acquired.

(*e*) Continuous service means the period during which an employee is bound to his employer by a work contract, eventhough the carrying out of this contract may have been interrupted without a cancellation of contract. Sick leave, closing days, term of notice and authorized absences cannot be considered as interrupting the length of continuous service, if there has been no cancellation of contract.

(*f*) The wages payable to an employee for his vacation pay is two percent (2%) of the wages earned during the twelve (12) months preceding July 1 of every year.

(*g*) Vacation pay must be given an employee before he leaves on vacation or upon the cancellation of his work contract.

(*h*) In the event of the cancellation of the work contract, the employee is entitled to a compensation representing the amount payable at the time vacations to which he is entitled were taken, provided that such vacations were not taken. It should also represent two percent (2%) of wages earned from July 1 prior to the date of separation.

Classification of employees

115. Ladies' hairdressers governed by this decree who have completed the standard apprenticeship period are divided into two categories:

1. *Ladies' hairdresser:* This category includes any person who holds a proficiency certificate of journeyman ladies' hairdresser, who has plied the trade for at least one (1) year and has obtained seventy percent (70%) in the required examinations passed before the Parity Committee's Board of Examiners on the following topics: haircut, permanent wave, finger wave (setting) and dyeing.

2. *Journeyman ladies' hairdresser:* This category includes all persons who have obtained at least sixty percent (60%) in the examinations passed before the Parity Committee's Board of Examiners on the following topics: haircut, permanent wave, finger wave (setting) and manicure.

116. *Qualifications necessary for the operation of a professional parlour:* Every hairdressing parlour must have a holder of a "ladies' hairdresser", proficiency certificate in permanent and regular service. Every manicure parlour must have a holder of a "manicurist" proficiency certificate, in permanent and regular service.

117. *Uniformes:* Si des uniformes particuliers sont obligatoires, ils sont fournis et blanchis par l'employeur, sans frais pour le salarié.

Location et sous-location

118. Il est interdit à tout propriétaire de salon de coiffure ou de beauté de louer ou de sous-louer une partie des fauteuils, une partie de l'équipement ou une partie d'une aire comprenant un salon de coiffure ou de beauté, ou même d'en disposer de façon gratuite ou onéreuse, pour y exercer un travail qui fait l'objet du champ d'application professionnel du présent décret.

Délai-congé

119. L'employeur qui désire résilier l'engagement d'un employé régulier, doit lui donner un préavis d'au moins une (1) semaine ou, à défaut, lui payer une indemnité égale à une (1) semaine de salaire, sauf si le préavis est donné durant les deux (2) premières semaines d'emploi du salarié, l'employé régulier qui désire quitter son emploi a la même obligation.

120. Aucune personne assujettie au présent décret ne peut exercer son métier ailleurs que dans les endroits ou établissements décrits dans le décret, à moins que ce soit dans les hôpitaux ou à domicile, s'il s'agit d'une personne impotante.

121. Toute personne qui possède un salon de coiffure ou de beauté et qui fait affaires sous une raison sociale, doit enregistrer telle raison sociale au Greffe de la Cour Supérieure du district de Montréal, Elle doit aussi fournir au comité paritaire une copie de cet enregistrement.

Abrogation du décret antérieur

122. Le présent décret abroge le décret numéro 789 du 23 juillet 1952 et tous ses amendements.

Transmission des pouvoirs et biens du Comité paritaire

123. Lors de la ratification de la présente convention, le comité paritaire existant formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans le champ d'application territorial déterminé par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à la formation d'un nouveau comité. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs, droits et pouvoirs dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

124. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 2 juillet 1966. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 2 juillet de l'année 1966, ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

JACQUES PRÉMONT,
10305-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

117. *Uniforms*: Should special uniforms be compulsory, the employer will assume the full cost of purchase and of laundering.

Renting and sub-letting

118. It is forbidded for any beauty or hairdressing parlour proprietor to rent or sub-let or even dispose of in a gratuitous or onerous manner, part of the chairs, equipment or area included in a beauty or hairdressing parlour, for the performance of work subject to the professional jurisdiction of this decree.

Term of notice

119. An employer who wishes to terminate the employment of a regular employee must give him one week's notice. Failing this, the employer should grant a compensation equivalent to one week's wages, save when this notice is given during the employee's first two (2) weeks of employment. The regular employee who wishes to quit his occupation is under the same obligation.

120. No person subject to this decree may ply his trade in any other place than the premises and establishments described herein, unless these services are provided to invalids in hospitals or at home.

121. Any one who owns a beauty or hairdressing parlour operated under a firm name must register this firm with the office of the Clerk of the Superior Court, district of Montreal. A copy of such registration must also be filed with the Parity Committee.

Repeal of the previous decree

122. This decree repeals decree number 789 of July 23, 1952 and amendments.

Transfer of powers and assets of the Parity Committee

123. Upon approval of the present agreement, the existing Parity Committee, formed to supervise the enforcement of the previous decree in the territorial jurisdiction defined herein, remains in office and supervises the enforcement of this decree until such time as a new committee be formed. This new committee replaces the former and inherits all assets, powers and privileges of said committee. It also takes upon itself all the debts of the former committee by virtue of said previous decree.

124. *Duration of the decree:* This decree remains in force until July 2, 1966. It renews itself automatically from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before July 2, 1966 or of any subsequent year. Such a notice must also be addressed to the Minister of Labour. »

JACQUES PRÉMONT,
10305-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 674

Section « A »

Québec, le 30 mars 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la fabrication des produits de

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 674

Section "A"

Quebec, March 30, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Sheet-metal products fabricating

la tôle (métal en feuilles) dans l'Ile de Montréal et un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification au décret numéro 827 du 14 août 1958 et amendements, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de la tôle (métal en feuilles) dans l'Ile de Montréal et un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 février 1965;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 827, soit modifié comme suit:

Les mots « cylindres de métal destinés à l'entreposage et à la distribution du gaz propane. » sont ajoutés à la fin du paragraphe « *b* » de l'article III.

JACQUES PRÉMONT,
10305-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

industry in the Island of Montreal and a radius of twenty-five (25) miles of its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit an amendment to decree No. 827 of August 14, 1958 and amendments (Sheet-metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of twenty-five (25) miles of its limits), to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS said notice was published in the *Quebec Official Gazette*, of February 27, 1965;

WHEREAS no objection was brought forward against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree No. 827 be amended as follows:

The words "metal cylinders used in the storing and delivery of propane gas." are added to the end of sub-section "*b*", section III.

JACQUES PRÉMONT,
10305-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 674

Section «B»

Québec, le 30 mars 1965.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au employés du décret relatif aux épiciers et bouchers de Sherbrooke.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convertion collective (Statuts refoudus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux épiciers et bouchers de Sherbrooke, rendue obligatoire par le décret numéro 20 du 5 janvier 1955 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dand la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 février 1965;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquance, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 20, soit modifié comme suit:

1. Le nom de la partie contractante de deuxième part est changé pour se lire: Union Internationale du district 50, United Mine Workers of America, unité locale 14911 (Association des Employés du Commerce de Sherbrooke).

2. Le titre et le paragraphe "*a*" de l'Article III sont remplacés par ce qui suit:

«*a*) La semaine normale de travail est de quarante-quatre heures et demie (44½), réparties comme suit:

Lundi: chômé.
Mardi: 8.30 a.p. à 5.30 p.m.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 674

Section "B"

Quebec, March 30, 1965.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the grocers and butchers of Sherbrooke.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the grocers and butchers of Sherbrooke (made binding by decree number 20 of January 5, 1955 and amendments), have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

WHEREAS said petition was published in the *Quebec Official Gazette* of February 6, 1965;

WHEREAS the objections made were given due consideration in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 20 be amended as follows:

1. The name of the contracting party of the second part is be changed to read: "International Union of District 50, United Mine Workers of America, Local Union 14911 (Association des Employés du Commerce de Sherbrooke)".

2. The heading and sub-section "*a*" of section III are superseded by the followng:

"(*a*) The standard work week consists of fourty-four and one half (44½) hours distributed as dollows:

Monday: closed.
Tuesday: 8:30 a.m. to 5:30 p.m.

Mercredi: 8.30 a.m. à 5.30 p.m.
Jeudi: 8 a.p. à 6 p.m.
Vendredi: 8 a.m. à 9.30 p.m.
Samedi: 8 a.m. à 5 p.m. »

3° Le paragraphe « *b* » de l'Article III est remplacé par le suivant:

«b) 1° Toutefois, lorsque dans la semaine il y a un jour férié, les heures de travail le lundi seront de 8.30 a.m. à 5.30 p.m. et les employés requis de travailler ces lundis recevront pour les heures effectuées entre 8.30 a.m. et 5.30 p.m. un supplément au prorata de leur taux horaire normal, en plus de leur salaire de la semaine.

2° Le lundi, l'employeur a le droit d'affecter un maximum de trois (3) salariés à la réception et à la manutention de la marchandise. Les susdits salariés prendront leur jour de congé un autre jour de la même samaine. Aucun travail à la vente ne doit se faire ce jour.»

4° Le paragraphe « *a* » de l'Article IV est remplaçé par le juivant:

«IV *Taux de salaires minimaux:* a) Les taux de de salaires mininaux sont les juivants:

Classifications:	*Taux hebdomadaire*
Boucher et acheteur	$65.00
Boucher	55.00
Apprenti-boucher:	
à l'embauchage	37.00
après 3 mois	40.00
après 6 mois	43.00
Commis préposé exclusivement aux légumes	60.00
Premier commis-épicier ou commis-chef	60.00
Commis épicier sans expérience:	
à l'embauchage	35.75
après 6 mois	37.50
après 12 mois	40.00
après 18 mois	45.00
Commis libreur avec camion ou autre véhicule:	
à l'embauchage	45.00
après 6 mois	50.00
après 12 mois	55.00
Avec expérience à l'embauchage, selon classification.	
Messager ou aide-livreur avec bicyclette	27.50
Caissier ou caissière:	
à l'embauchage	37.00
après 6 mois	40.00
après 12 mois ou avec expérience	45.00»

5° Le paragraphe « *a* » de l'Article V est remplaçé par le suivant:

«V. *Jours fériés et payés:* a) Les jours suivants sont des jours fériés et payés: le premier Jour de l'An le 2 janvier, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, la St-Jean-Baptiste, l'Ascension, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, Noël et le 26 décembre.

Toutefois, dans tous les cas où la survenance d'un jour férié conjuguée avec la prise d'un lundi chômé aurait comme conséquence de faire chômer un employé trois (3) jours consécutifs, ledit lundi sera un jour de travail ordinaire.»

6° L'Article VIII-A suivant est ajouté:

«VIII-A *Congés spéciaux:* Tout employé pourra bénéficier d'un congé sans diminution de salaire dans les cas suivants:

Lors de son mariage, du mariage d'un enfant, d'une soeur, d'un frère, d'un beau-frère, d'une belle-soeur,	le jour du mariage.

Wednesday: 8:30 a.m. to 5:30 p.m.
Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.
Friday: 8:00 a.m. to 9:30 p.m.
Saturday: 8:00 a.m. to 5:00 p.m."

3. Sub-section "*b*" of section III is superseded by the following:

"(*b*) 1. However, when a holiday falls during the week, the working hours on Monday will be from 8:30 a.m. to 5:30 p.m. and employees required to work on Mondays will receive additional pay based on their regular hourly rate in addition to their weekly wages; for hours worked between 8:30 a.m. and 5:30 p.m.

2. On Monday, the employer may assign a maximum of 3 employees to the receiving and handling of goods. No sales should take place. These employees will take another day off during the same week."

4. Sub-section "*a*" of section IV is superseded by the following:

"IV. *Minimum wage rates:* (*a*) The minimum wage rates are as follows:

Classifications:	*Weekly rates*
Butcher and buyer	$65.00
Butcher	55.00
Apprentice-butcher:	
at hiring	37.00
after 3 months	40.00
after 6 months	43.00
Vegetable counter clerk	60.00
Chief grocery clerk or chief clerk	60.00
Grocery clerk, unexperienced:	
at hiring	35.75
after 6 months	37.50
after 12 months	40.00
after 18 months	45.00
Delivery clerk with truck or other vehicle:	
at hiring	45.00
after 6 months	50.00
after 12 months	55.00
If hired with experience, according to classification.	
Messenger or delivery man's helper with bicycle	27.50
Cashier (male or female):	
starting rate	37.00
after six months	40.00
after 12 months or with experience.	45.00"

5. Sub-section "*a*" of section V is superseded by the following:

"V. *Paid and observed holidays:* (*a*) The following days shall be holidays with pay: New Uear's Day, January 2nd, Epiphany Day, Good Friday, Queen's Birthday, St-John the Baptist Day, Ascension Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas and December 26th.

However, in all cases where a holiday and a Monday not worked result in the closing of the establishments three (3) consecutive days, such Monday will be a regular working day."

6. The following section VIII-A is added:

"VIII-A. *Special leave:* Any employee will be entitled to a leave of absence with pay in the following instances:

For his wedding, that of a child, a sister, a brother, a brother-in-law or a sister-in-law	the day of the wedding.

Lors du décès du père, de la mère ou du conjoint . . . . . trois (3) jours.

Lors du décès d'un enfant, du beau-père, de la belle-mère, d'une belle-sœur ou d'un beau-frère . . . . . un (1) jour.»

7° L'Article IX est remplacé par le suivant: «IX *Durée:* Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigeur jusqu'au 1er juillet 1966. Il se renouvelle automatiquement pour une autre année, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne à l'autre un avis écrit de son intention d'y mettre fin, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant la date d'expiration dudit décret. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.»

JACQUES PRÉMONT,
10305-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

In the event of death of a father, a mother or spouse . . . . . three (3) days.
In the vent of death of a child, a father-in-law, mother-in-law, sister-in-law or brother-in-law . . . . . one (1) day."

7. Section IX is superseded by the following: "IX. *Duration:* This decree comes into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until July 1, 1966. It renews itself automatically for another year, unless one of the contracting parties gives the other a written notice of his intention to terminate same, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before the expiry date of said decree. Such a notice should also be addressed to the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT,
10305-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Association coopérative

Association coopérative de consommation Concordia

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que l'avis publié dans le numéro 29 de la *Gazette officielle de Québec*, du 20 juillet 1963, à la page 3393, est corrigé de manière à se lire comme suit:

« Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « Coopérative de consommation Concordia », de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et de devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Association coopérative de consommation Concordia ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
10257-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Association

Association coopérative de consommation Concordia

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the notice published in number 29 of the *Quebec Official Gazette* on July 20, 1963 on page 3393, is corrected so as to read as follows:

"Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the request of the cooperative syndicate "Coopérative de consommation Concordia", that it cease to be governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act and become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Association coopérative de consommation Concordia".

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 1, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
10257 *Assistant Secretary of the Province.*

Avis

Paroisse de St-Jean Chrysostome

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné que la corporation municipale de la paroisse de St-Jean Chrysostome, comté de Lévis, à l'expiration des délais légaux suivant la upblication du présent avis, elle s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des articles 12 et suivants de la Loi des cités et villes, (chapitre 233 S.R.Q. 1941);

La municipalité de ville projetée portera le nom de « St-Jean Chrysostome ».

Les limites de la municipalité de ville projetée seront les mêmes que celles de la municipalité de la paroisse de St-Jean Chrysostome.

Le recensement ordonné par le conseil de la municipalité de la paroisse de St-Jean Chrysos-

Notices

Parish of St-Jean Chrysostome

Public notice is hereby given by the undersigned that the municipal corporation of the parish of St-Jean Chrysostome, county of Lévis, upon the termination of the time-limit required by the law following the publication of the present notice, the said corporation will apply to Lieutenant-Governor in Council to request the erection of its territory as a town municipality, and to obtain letters patent for such a purpose, under the authority of sections 12 and those following ot the Cities and Towns Act (chapter 233 R.S.Q. 1941);

The municipality of the planned town will bear the name of "St-Jean Chrysostome".

The boundaries of the municipality of the planned town will be the same as those of the municipality of the parish of St-Jean Chrysostome;

The census ordrered by the Council of the municipality of the parish of St-Jean Chrysostome

tome établit à 1,510 âmes la population de ladite municipalité.

Donné à Québec, ce 29ième jour de mars 1965.

L'Aviseur légal de la corporation,
10218-14-2-o GUY PINSONNAULT, *avocat.*

Mauger *vs* Dozois

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour de Magistrat, no 1034 C.M.M. Loi des élections contestées de Québec. Georges Mauger, pétitionnaire, *vs* Paul Dozois, défendeur.

Vu le manque d'intérêt actuel, le pétitionnaire donne avis de son intention de discontinuer sa pétition du 2 août 1960.

Montréal, le 16 mars 1965.

Le Procureur du pétitionnaire,
PIERRE BERNIER, avocat.

183 est, rue Ste-Catherine,
Montréal, P.Q. 10258-o

L'Assemblée Chrétienne de Montmagny

Avis est donné que les soussignés: Emery Gamache, Ulric Labrecque et René Lavoie adresseront une requête au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour demander la constitution en corporation de « L'Assemblée Chrétienne de Montmagny », en vertu des dispositions de la loi de la constitution de certaines Églises, chap. 311, Status refondus de la province de Québec, 1941, et amendements.

Montmagny, Québec, le 1er jour d'avril, 1965.

EMERY GAMACHE, ULRIC LABRECQUE,
10292-15-5-o RENÉ LAVOIE.

Ville de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie américaine de l'émission désignée « Obligations 5½% à fonds d'amortissement pour améliorations locales, échéant le 15 mai 1981 » de la ville de Montréal, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 15 mai 1965, conformément aux dispositions du contrat obligataire en date du 15 mai 1961, les obligations suivantes payables en monnaie américaine de l'émission ci-dessus mentionnée échéant le 15 mai 1981 énumérées ci-dessous, à 100% de leur valeur nominale plu les intérêts courus à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations:

E324953	E324992	E325076	E325077	E325115	E325556	E325649	E325735	E325758
E326054	E326075	E326094	E326195	E326238	E326402	E326580	E326595	E326642
E326705	E326891	E326948	E327032	E327260	E327291	E327337	E327389	E327396
E327417	E327527	E327780	E327787	E327844	E327973	E328189	E328229	E328317
E328388	E328487	E328543	E328701	E328728	E328766	E328930	E328988	E328996
E329054	E329086	E329186	E329238	E329239	E329266	E329405	E329504	E329520
E329618	E329703	E329729	E329799	E329910	E330186	E330425	E330567	E330746
E330875	E330919	E331201	E331433	E331474	E331551	E332003	E332244	E332315
E332434	E332445	E332593	E332612	E332721	E332739	E332824	E332957	E333462
E333465	E333501	E333778	E333791	E333865	E333876	E333882	E334088	E334189
E334190	E334529	E334614	E334624	E334723	E334730	E334918	E335023	E335311
E335358	E335966	E336030	E336089	E336400	E336417	E336430	E336467	E336634
E336666	E336731	E336781	E336913	E337026	E337089	E337209	E337211	E337223
E337235	E337335	E337407	E337518	E337523	E337744	E337761	E337936	E337978
E338002	E338127	E338247	E338313	E338485	E338532	E338563	E338612	E338618
E338645	E338792	E338798	E338820	E338840	E339089	E339167	E339354	E339358
E339359	E339389	E339410	E339650	E339681	E339819			

has established the population of said municipality at 1,510.

Given at Quebec, this 29th day of March, 1965.

GUY PINSONNAULT, *advocate,*
10218-14-2-o *Legal Adviser of the Corporation.*

Mauger *vs* Dozois

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Magistrate's Court, no. 1034 C.M.M. An act respecting controverted elections in Quebec, Georges Mauger, petitioner, *vs* Paul Dozois, defendant.

In view of the actual lack of interest, the petitioner gives notice of his intention to discontinue his petition dated August 2nd, 1960.

Montreal, March 16, 1965.

PIERRE BERNIER, advocate,
Attorney for the petitioner.

183 St. Catherine East,
Montreal, P. Q. 10258

L'Assemblée Chrétienne de Montmagny

Notice is hereby given that the undersigned: Emery Gamache, Ulric Labrecque and René Lavoie shall present a petition to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec to constitute into a corporation "L'Assemblée Chrétienne de Montmagny", in virtue of the provisions of the Church Incorporation Act, chap. 311, Revised Statutes of the province of Quebec, 1941, and amendments.

Montmagny, Quebec, the 1st day of April 1965.

EMERY GAMACHE, ULRIC LABRECQUE,
10292-15-5 RENÉ LAVOIE.

City of Montreal

Notice of redemption

To the holders of debentures payable in American Currency of the issue designated "5½% Sinking Fund Debentures for Local Improvements, due May 15, 1981" of the City of Montreal, Province of Quebec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that The City of Montreal intends to and will redeem FOR SINKING FUND PURPOSES on May 15, 1965, pursuant to the provisions of the debenture contract dated May 15, 1961, the following debentures payable in American Currency of the above-mentioned issue due on May 15, 1981, listed below at 100% of the face value thereof plus accrued interest to the redemption date, namely:

Debenture numbers:

E324953	E324992	E325076	E325077	E325115	E325556	E325649	E325735	E325758
E326054	E326075	E326094	E326195	E326238	E326402	E326580	E326595	E326642
E326705	E326891	E326948	E327032	E327260	E327291	E327337	E327389	E327396
E327417	E327527	E327780	E327787	E327844	E327973	E328189	E328229	E328317
E328388	E328487	E328543	E328701	E328728	E328766	E328930	E328988	E328996
E329054	E329086	E329186	E329238	E329239	E329266	E329405	E329504	E329520
E329618	E329703	E329729	E329799	E329910	E330186	E330425	E330567	E330746
E330875	E330919	E331201	E331433	E331474	E331551	E332003	E332244	E332315
E332434	E332445	E332593	E332612	E332721	E332739	E332824	E332957	E333462
E333465	E333501	E333778	E333791	E333865	E333876	E333882	E334088	E334189
E334190	E334529	E334614	E334624	E334723	E334730	E334918	E335023	E335311
E335358	E335966	E336030	E336089	E336400	E336417	E336430	E336467	E336634
E336666	E336731	E336781	E336913	E337026	E337089	E337209	E337211	E337223
E337235	E337335	E337407	E337518	E337523	E337744	E337761	E337936	E337978
E338002	E338127	E338247	E338313	E338485	E338532	E338563	E338612	E338618
E338645	E338792	E338798	E338820	E338840	E339089	E339167	E339354	E339358
E339359	E339389	E339410	E339650	E339681	E339819			

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en telle monnaie des États-Unis d'Amérique qui aura cours légal au moment du paiement pour les dettes publiques et privées dans les États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montreal Trust Company ou au bureau de The Royal Bank of Canada Trust Company, Borough of Manhattan, Ville et État de New-York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 15 mai 1965 attachés. Les obligations enregistrées quant au principal devront être accompagnées de transferts ou de procurations autorisant tels transferts dûment signés en blanc.

À compter du et après le 15 mai 1965, l'intérêt sur les obligations ainsi rappelées pour rachat cessera et les coupons d'intérêt échéant subséquemment à cette date seront nuls.

Daté à Montréal, ce deuxième jour d'avril 1965.

Ville de Montréal,
L. ROBERGE, C.A.,
10293-o *Directeur des finances.*

The debentures so called for redemption will become due and payable and will be paid in such coin or such currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in the said United of States of America, at the office of Bank of Montreal Trust Company or at the office of The Royal Bank of Canada Trust Company, in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America, upon presentation and surrender of the said debentures with all interest coupons maturing after May 15, 1965 attached. Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments or transfer powers duly executed in blank.

From and after May 15, 1965, interest on the debentures so called for redemption will cease and interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Dated at Montreal, this second day of April 1965.

City of Montreal,
L. ROBERGE, C.A.,
10293-o *Director of Finance.*

Les Arpenteurs-Géomètres de la Province de Québec

Avis public est donné, conformément à l'arrêté en conseil numéro 427, que les Arpenteurs-Géomètres de la Province de Québec, à l'expiration de trente (30) jours suivant cette publication, soumettront pour approbation, au lieutenant-gouverneur en conseil, le Tarif des Honoraires suivant:

Tarif des honoraires des Arpenteurs-Géomètres de la province de Québec

1° Les honoraires d'un arpenteur-géomètre pour services professionnels, consultations, vacations, déplacements, expertises et comparutions sont établis à cent dollars ($100.00) par jour ou vingt dollars ($20.00) de l'heure, la journée régulière de vacation étant de six heures.

2° Outre les honoraires professionnels, les frais d'administration et d'assistance sont établis sur la base du total des salaires plus 150% de ces salaires, plus tous les déboursés et frais encourus pour le bénéfice du client.

3° Les honoraires pour certains travaux spécifiques sont établis comme suit:

a) *Piquetage*
   1) pour un emplacement isolé: $75.00
   2) pour des emplacements contigus:
      pour le premier 60.00
      pour chaque emplacement additionnel contigu lors d'une même séance 30.00
b) *Implantation de maisons*
   1) sur emplacement préalablement piqueté 25.00
   2) sur tout emplacement non piqueté. 75.00
c) *Certificat de Localistion*
   1) sur un emplacement isolé 75.00
   2) sur des emplacements contigus lors d'une même séance 60.00
d) *Lotissements* (calculs, plan et livre de renvoi officiels):
   ½ ¢ par pied carré net (rues déduites), $75.00 minimum par plan.

Les honoraires pour les travaux spécifiques ci-dessus mentionnés ne peuvent s'appliquer que si le total obtenu est supérieur à celui des honoraires généraux et remboursements mentionnés

Land Surveyors of the Province of Quebec

Public notice is hereby given, in accordance with Order in Council number 427, that Land Surveyors of the Province of Quebec, thirty (30) days following this publication, will submit the following tariff of fees to the Lieutenant-Governor in Council for approval:

Tariff of Fees For Quebec Land Surveyors

1. The fees charged by a land surveyor for professional services, consultations, attendance, travel, evaluation and appearances are established at one hundred dollars ($100.00) per day or twenty dollars ($20.00) per hour, the regular working day being six hours.

2. Besides the professional fees, the costs of administration and assistance are established on the basis of the total salaries plus 150% of these salaries, plus all the expenses and costs incurred for the benefit of the client.

3. The fees for certain specific works are established as follows:

(a) *Pegging*
   (1) for an isolated emplacement $75.00
   (2) for adjoining emplacements:
      for the first 60.00
      for each additional adjoining emplacement marked out at the same time 30.00
(b) *Pegging out of houses*
   (1) on an emplacement which was previously pegged 25.00
   (2) on all unpegged emplacements .. 75.00
(c) *Certificate of localization*
   (1) on an isolated emplacement 75.00
   (2) on adjacent emplacements at the same time 60.00
(d) *Division into lots* (calculations, official plan and book of reference):
   ½ ¢ per square foot net (streets deducted), minimum of $75.00 per plan.

The fees for the specific works mentioned above may apply only if the total obtained is higher than that obtained from the general fees and payments mentioned in paragraphs 1 and 2 of

aux paragraphes 1 et 2 du présent tarif. Dans le cas contraire, lesdits honoraires et remboursements prévalent.

4° Les honoraires pour des travaux de mesurage, calculs, levées de plan effectuées à l'aide d'appareils spéciaux tels que stéréorestituteurs, calculatrices et ordonnateurs électriques, appareils de mesure par onde, théodolites de premier et deuxième ordre, etc., sont établis comme suit:

a) Appareil dont la valeur non dépréciée est de $2,000.00 à $10,000.00; le salaire de l'opérateur plus 200%.

b) Appareil dont la valeur non dépréciée est de $10,000.00 et plus,

a) sans usage de composantes électroniques: salaire de l'opérateur plus 300%.

b) avec l'usage de composantes électroniques: salaire de l'opérateur plus 400%.

5° Les frais pour toute copie certifiée de procès-verbal, rapport, description technique, certificat, sont établis à dix dollars ($10.00) pour les premiers cinq cents (500) mots, et à trois dollars ($3.00) pour chaque cent (100) mots additionnels.

6° Les frais pour toute copie certifiée de plan sont établis à un minimum de dix dollars ($10.00).

7° Les honoraires des arpenteurs-géomètres qui, à la demande de leurs clients, comparaissent comme témoins-experts ou siègent comme arbitres sont établis à cinquante dollars ($50.00) par séance.

Nous, soussignés, certifions qu'à une assemblée régulière tenue le 4 février 1965, le bureau de direction de la Corporation des Arpenteurs-Géomètres de la Province de Québec a adopté à l'unanimité ce nouveau tarif des honoraires des arpenteurs-géomètres, conformément aux articles 5, 6 et 51 de la loi des arpenteurs et des arpentages, Statuts refondus 1941, chapitre 271.

Québec, le 11 février 1965.

Le Président,
(Sceau) J.-André Laferrière.
Le Secrétaire-trésorier,
10306-o Marcel Levesque.

4. The fees charged for measuring, calculations, making of a plan carried out with the aid of special apparatus such as stereoplotters, data computers, electronical measuring apparatus, theodolites of the first and second class, etc., are established as follows:

(*a*) Apparatus the undepreciated value of which is from $2,000.00 to $10,000.00: the operator's salary plus 200%.

(*b*) Apparatus the undepreciated value of which is $10,000.00 or more,

(*a*) without the use of co-ordinare printers: operator's salary plus 300%.

(*b*) with the use of co-ordinate printers: operator's salary plus 400%.

5. The cost of any certified copy of a plan, report, technical description, certificate, is established at ten dollars ($10.00) for the first five hundred (500) words, and at three dollars ($3.00) for each additional one hundred (100) words.

6. The cost of any certified copy of a plan is established at a minimum of ten dollars ($10.00).

7. Fees for land surveyors who, at the request of their clients, act as arbitrators or appear as experts, are established at fifty dollars ($50.00) per sitting.

We, the undersigned, certify that at a regular meeting held on February 4, 1965, the Board of Directors of the Corporation of Quebec Land Surveyors, unanimously adopted the new tariff of fees for Land Surveyors, pursuant to sections 5, 6 and 51 of the Land Surveyors' Act, Revised Statutes 1941, chapter 271.

Quebec, February 11, 1965.

J.-André Laferrière,
(Seal) *President.*
Marcel Levesque,
10306 *Secretary-Treasurer.*

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse Populaire de Notre-Dame de Québec

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse Populaire de Notre-Dame de Québec », peut recruter ses membres soit étendu, des limites de la paroisse de Notre-Dame de Québec, aux limites de la ville de Québec.

Québec, le 8 mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
10294-o Raymond Douville.

Savings and Credit Unions

La Caisse Populaire de Notre-Dame de Québec

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse Populaire de Notre-Dame de Québec", may recruit its members be extended from the limits of the parish of Notre-Dame de Québec, to the limits of the city of Quebec.

Quebec, March 8, 1965.

Raymond Douville,
10294 *Assistant Secretary of the Province.*

Commission du Service civil

Décision de la Commission des accidents du travail de Québec du 26 mars 1965, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 656 du 30 mars 1965.

Attendu que la Commission hydroélectrique de Québec, commission permanente du gouvernement de la province, est un employeur assujetti

Civil Service Commission

Decision made by the Quebec Workmen's Compensation Commission on March 26, 1965, approved by Order in Council number 656, dated March 30, 1965.

Whereas the Quebec Hydro-Electric Commission, a permanent commission of the Provincial Government, is an employer subject to

à la Loi des accidents du travail et fait partie de la cédule 2 de cette loi;

ATTENDU QUE, depuis le 31 juillet 1964, en vertu de l'amendement apporté à l'article 2 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 44, tous les employés de ladite commission sont couverts par la loi;

ATTENDU QUE toutes les compagnies d'électricité devenues filiales de la Commission hydro-électrique de Québec en vertu de la nationalisation de l'électricité sont assujetties à la Loi des accidents du travail et font partie de la cédule 1, classe 22;

ATTENDU QUE la Commission des accidents du travail de Québec a jugé que la cédule la plus appropriée pour la Commission hydroélectrique de Québec et ses compagnies filies est la cédule 1;

ATTENDU QU'à la suite de pourparlers, d'entrevues et d'explications entre des représentants des deux commissions, la Commission hydroélectrique de Québec, à une assemblée spéciale, a décidé de devenir un employeur assujetti à la cédule 1 de la loi dans tout son territoire provincial;

CONSIDÉRANT les articles 2, 5, 59, 77 et 81;

IL EST DÉCIDÉ par la Commission des accidents du travail de Québec que:

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi, la Commission hydroélectrique de Québec sera transférée de la cédule 2 à la cédule 1, classe 22, de la Loi des accidents du travail, et ce, à compter du 1er avril 1965.

Cette décision annule et remplace toute autre décision concernant ce transfert.

JOSEPH MARINEAU,
Président.

BERTRAND BELLEMARE, M.D.,
Commissaire.

H.-C. LEBRUN,
Commissaire.

EUCLIDE BISSON, C.R.,
Secrétaire.

10321-o

WHEREAS, since July 31, 1964, pursuant to the amendment to section 2 of Act 12-13 Elizabeth II, chapter 44, all employees of the said Commission are covered by the Act;

WHEREAS all the power companies which have become affiliated with the Quebec Hydro-Electric Commission in accordance with the nationalization of electricity are subject to the Workmen's Compensation Act and form part of schedule 1, class 22;

WHEREAS the Quebec Workmen's Compensation Commission has judged that the most appropriate schedule for the Quebec Hydro-Electric Commission and its affiliated companies is schedule 1;

WHEREAS following negotiations, interviews and explications between the representatives of the two commissions, the Quebec Hydro-Electric Commission, at a special meeting, decided to become an employer subject to schedule 1 of the Act in all its provincial territory;

CONSIDERING section 2, 5, 59, 77 and 81;

IT HAS BEEN DECIDED by the Quebec Workmen's Compensation Commission that:

Pursuant to the powers conferred on it by law, the Quebec Hydro-Electric Commission will be transferred from schedule 2 to schedule 1, class 22 of the Workmen's Compensation Act, and such, from April 1, 1965.

This decision cancels and replaces all other decisions concerning this transfer.

JOSEPH MARINEAU,
President.

BERTRAND BELLEMARE, M.D.,
Commissioner.

H.-C. LEBRUN,
Commissioner.

EUCLIDE BISSON, Q.C.,
Secretary.

10321

Compagnie autorisée à faire des affaires

Aqua-Aurum Mining Co. Ltd. (Non-Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Aqua-Aurum Mining Co. Ltd. » (Non-Personal Liability), a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie est M. George C. Draper, de 282, Westgate Crescent, Rosemère.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 282, Westgate Crescent, Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257 9-65 — 1265/35

Company Licensed to do Business

Aqua-Aurum Mining Co. Ltd. (Non-Personal Liability)

Notice is hereby given that "Aqua-Aurum Mining Co. Ltd." (Non-Personal Liability), has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Quebec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chif agent for the purpose of receiving service in proceedings against the said Company, is Mr. George C. Draper, of 282 Westgate Crescent, Rosemère.

The principal office of the said company in the province is to be established at 282 Westgage Crescent, Rosemère, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257-o 9-65 — 1265/35

Chartes — Abandon de

Jos. Gagné & Cie Ltée

Prenez avis que la compagnie « Jos. Gagné & Cie Ltée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et dont le siège social est situé à Sherbrooke, P.Q., demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Sherbrooke, P. Q., ce 22e jour de mars, 1965.

Le Procureur de la compagnie,
JACQUES PAGÉ, avocat.
10259-o

St. Hubert Building Inc.

Avis est donné que la compagnie « St. Hubert Building Inc. », s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, aux fins d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément à la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 17 mars 1965.

Les Procureurs de la requérante,
FRANKEL & FRANKEL.
10260

Lake Pine Rouge Development Company

Avis est ici donné que « Lake Pine Rouge Development Company », incorporé en vertu de la loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte, selon les stipulations de la loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 8e jour de mars, 1965.

Le Procureur de Lake Pine Rouge Development Company,
MAX SLAPACK, C.R.
10295-o

Charters — Surrender of

Jos. Gagné & Co. Ltd.

Take notice that "Jos. Gagné & Co. Ltd.", a company incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office at Sherbrooke, P. Q., will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Sherbrooke, P.Q., the 22nd day of March, 1965.

JACQUES PAGÉ, lawyer,
Attorney of the company.
10259-o

St. Hubert Building Inc.

Notice is hereby given, in accordance with the Quebec Companies Act, that the "St. Hubert Building Inc.", will apply to the Provincial Secretary for the province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, March 17, 1965.

FRANKEL & FRANKEL,
Attorneys for petitioner.
10260-o

Lake Pine Rouge Development Company

Notice is hereby given that "Lake Pine Rouge Development Company", incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office and principal place of business in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of March, 1965.

MAX SLAPACK, Q.C.,
Attorney for Lake Pine Rouge Development Company.
10295-o

Divers
Compagnies

Association Ibero-Canada

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 8e jour de mars 1965, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de l'« Association Ibero-Canada », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
10261-o 4760-64

Canada Flooring (1964) Limited

Avis est donné que la compagnie « Canada Flooring (1964) Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 11.

Le Secrétaire,
ROBERT-J. LAFLEUR.
10262-o 1330-64

Credico inc.

Avis est donné que la compagnie « Credico inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 8.

Le Secrétaire,
PAUL-G. VIEN.
10263-o 14125-60

Miscellaneous
Companies

Association Ibero-Canada

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the 8th day of March, 1965, approved the by-law number 1 (general by-laws) of l'"Association Ibero-Canada", and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
10261 4760-64

Canada Flooring (1964) Limited

Notice is hereby given that "Canada Flooring (1964) Limited", has changed the number of its directors from 10 to 11.

ROBERT-J. LAFLEUR,
Secretary.
10262 1330-64

Credico inc.

Notice is hereby given that "Credico inc.", has changed the number of its directors from 7 to 8.

PAUL-G. VIEN,
Secretary.
10263 14125-60

Papeterie Lauzier ltée
Lauzier Paper Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Papeterie Lauzier ltée — Lauzier Paper Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 6.

Le Secrétaire,
ALBERT JESSOP.

10264-o 5987-45

Papeterie Lauzier ltée
Lauzier Paper Ltd.

Notice is hereby given that "Papeterie Lauzier ltée — Lauzier Paper Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 6.

ALBERT JESSOP,
Secretary.

10264 5987-45

Service des Bibliothèques de la Mauricie

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 12e jour de mars 1965, approuvé le règlement numéro 1 (modifié) du « Service des Bibliothèques de la Mauricie », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10265-o 14827-61

Service des Bibliothèques de la Mauricie

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the 12th day of March, 1965, approved the by-law number 1, (modified) of "Service des Bibliothèques de la Mauricie", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 16th day of March 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10265 14827-61

Westmount Realties Company

Avis est donné que la compagnie « Westmount Realties Company », a porté de 10 à 11 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire-trésorier,
T. G. MCATHEY.

10266 1236-30

Westmount Realties Company

Notice is hereby given that "Westmount Realties Company", has changed the number of its directors from 10 to 11.

T. G. MCATHEY,
Secretary-Treasure.

10266-o 1236-30

Zodiac ltée
Zodiac Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Zodiac ltée — Zodiac Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 11 à 12.

Le Secrétaire,
PIERRE GOYETTE.

10267-o 1543-64

Zodiac ltée
Zodiac Ltd.

Notice is hereby given that "Zodiac ltée — Zodiac Ltd.", has changed the number of its directors from 11 to 12.

PIERRE GOYETTE,
Secretary.

10267 1543-64

Association des loisirs
de Saint-Alexandre inc.

Avis est donné que l'« Association des loisirs de Saint-Alexandre inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 20.

Le Secrétaire-trésorier,
MME CLAIRE BESSETTE.

10270-o 11359-62

Association des loisirs
de Saint-Alexandre inc.

Notice is hereby given that "Association des loisirs de Saint-Alexandre inc.", has changed the number of its directors from 3 to 20.

MRS CLAIRE BESSETTE,
Secretary-Treasurer.

10270 11359-62

Association des loisirs
de Saint-Alexandre inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 30 décembre 1964, approuvé les règlements généraux de l'« Association des loisirs de Saint-Alexandre inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10270-o 11359-62

Association des loisirs
de Saint-Alexandre inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 30, 1964, approved the general by-laws of "Association des loisirs de Saint-Alexandre inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on January 5, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10270 11359-62

Bourque, Rochon, Tessier ltée
Bourque, Rochon, Tessier Ltd.

Avis est donné que « Bourque, Rochon, Tessier ltée — Bourque, Rochon, Tessier Ltd. », a changé le nombre de ses directeurd de 4 à 6.

Le Secrétaire,
GÉRARD BOURQUE.

10271 4631-64

Bourque, Rochon, Tessier ltée
Bourque, Rochon, Tessier Ltd.

Notice is hereby given that "Bourque, Rochon, Tessier ltée — Bourque, Rochon, Tessier Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 6.

GÉRARD BOURQUE,
Secretary.

10271-o 4631-64

Window Installations Inc.

Avis est donné que « Window Installations Inc. », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
MORRIS OKSENBERG.

10272 15961-61

The T. Eaton Co. Limited of Montreal

Avis est donné que la compagnie « The T. Eaton Co. Limited of Montreal », a porté de 7 à 8 le nombre de ses directeurs.

Le Vice-président,
W. PARK.

10281 612-25

International Fuel Inc.

Avis est donné que la compagnie « International Fuel Inc. », a porté de 3 à 8 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire,
ABEL SELICK.

10282 11457-58

Salon des Arts de Shawinigan

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du « Petit salon des Arts de Shawinigan », tenue à Shawinigan le 27 février 1965, le nom de ladite association a été, par résolution dûment adoptée à cette fin, changé en celui de « Salon des Arts de Shawinigan ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10283-o 2-62

Autobus Ste-Thérèse inc.

Avis est donné que la compagnie « Autobus Ste-Thérèse inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le Secrétaire,
LOUISETTE MAHEUX.

10296-o 11745-59

Maheux & fils ltée

Avis est donné que la compagnie « Maheux & fils ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le Secrétaire,
LOUISETTE MAHEUX.

10297-o 11746-59

Les Services Radiologiques de Montréal inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Services Radiologiques de Montréal inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 8.

Le Secrétaire,
Dr PIERRE FAUTEUX.

10298-o 10926-60

Vel construction ltée
Vel Construction Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Vel construction ltée — Vel Construction Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
YVON VÉZINA.

10299-o 13442-60

Window Installations Inc.

Notice is hereby given that "Window Installations Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MORRIS OKSENBERG,
Secretary.

10272-o 15961-61

The T. Eaton Co. Limited of Montreal

Notice is hereby given that "The T. Eaton Co. Limited of Montreal", has changed the number of its directors from 7 to 8.

W. PARK,
Vice-President.

10281-o 612-25

International Fuel Inc.

Notice is hereby given that "International Fuel Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 8.

ABEL SELICK,
Secretary.

10282-o 11457-58

Salon des Arts de Shawinigan

Notice is hereby given that, at a general meeting of the members of "Petit salon des Arts de Shawinigan", held at Shawinigan on February 27, 1965, the name of the said association was changed, by resolution duly adopted for this purpose, to that of "Salon des Arts de Shawinigan".

Given at the office of the Provincial Secretary, on March, 3, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10283 2-62

Autobus Ste-Thérèse inc.

Notice is hereby given that "Autobus Ste-Thérèse inc.", has changed the number of its directors from 5 to 4.

LOUISETTE MAHEUX,
Secretary.

10296 11745-59

Maheux & fils ltée

Notice is hereby given that the company "Maheux & fils ltée", has changed the number of its directors from 5 to 4.

LOUISETTE MAHEUX,
Secretary.

10297 11746-59

Les Services Radiologiques de Montréal inc.

Notice is hereby given that "Les Services Radiologiques de Montréal inc.", has changed the number of its directors from 4 to 8.

Dr. PIERRE FAUTEUX,
Secretary.

10298 10926-60

Vel construction ltée
Vel Construction Ltd.

Notice is hereby given that "Vel construction ltée — Vel Construction Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

YVON VÉZINA,
Secretary.

10299 13442-60

Sièges sociaux

Les Éditions France-Québec Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Éditions France-Québec Inc. », constituée en corporation suivant lettres patentes en date du 12 mars 1965 et ayant son siège social à Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui à 4510 St-Denis, l'a transporté à 333 est, rue Bélanger, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 19e jour de mars 1965.

Les Éditions France-Québec Inc.,
(Sceau) *Le Président*,
RAYMOND CARIGNAN.

10273-o 614-65

Smith Kline & French Export Limited
Smith Kline & French Export Limitée

Avis est donné que « Smith Kline & French Export Limited — Smith Kline & French Export Limitée », constituée par lettres patentes en date du 19 février 1965, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de St-Laurent, P. Q., a établi son bureau à 300, boulevard Laurentien, St-Laurent.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, P. Q., ce 25e jour de mars 1965.

Le Président,
DAVID H. HOLLAND.

10274 758-65

Les Bijouteries Michaud Inc.

Avis est donné que « Les Bijouteries Michaud Inc. », constituée par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 8 mars 1965, a établi son siège social à chambre 20, 50, Place Crémazie, Montréal, Québec.

À compter de la date dudit avis ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 12e jour de mars 1965.

Le Président,
CAMILLE MICHAUD.

10275 701-65

Les Placements Dubord Inc.
Dubord Investments Inc.

Avis est par les présentes donné que « Les Placements Dubord Inc. — Dubord Investments Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 3e jour d'août 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, l'a établi au numéro 3600 avenue Barclay.

Donné à Montréal, ce 25e jour de mars 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL ZIGBY.

10276-o 3480-64

Head Offices

Les Éditions France-Québec Inc.

Notice is hereby given that "Les Éditions France-Québec Inc.", incorporated according to letters patent dated March 12, 1965, and having its head office at Montreal where its office was situated heretofore at 4510 St-Denis, has moved it to 333 Bélanger Street, East, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 19th day of March, 1965.

Les Éditions France-Québec Inc.,
(Seal) RAYMOND CARIGNAN,
President.

10273 614-65

Smith Kline & French Export Limited
Smith Kline & French Export Limitée

Notice is hereby given that "Smith Kline & French Export Limited — Smith Kline & French Export Limitée", incorporated by letters patent dated February 19, 1965, under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act and having its head office in the city of St-Laurent, P. Q., has established its office at 300 Laurentien Boulevard, St-Laurent.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, P. Q., this 25th day of March, 1965.

DAVID H. HOLLAND,
President.

10274-o 758-65

Les Bijouteries Michaud Inc.

Notice is hereby given that "Les Bijouteries Michaud Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on March 8, 1965, has established its head office at room 20, 50 Place Crémazie, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 12th day of March, 1965.

CAMILLE MICHAUD,
President.

10275-o 701-65

Les Placements Dubord Inc.
Dubord Investments Inc.

Notice is hereby given that "Les Placements Dubord Inc. — Dubord Investments Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 3rd day of August, 1964, and having its head office in the city of Montreal, has established it at number 3600 Barclay Ave.

Given at Montreal, this 25th day of March, 1965.

JEAN-PAUL ZIGBY,
Secretary-Treasurer.

10276 3480-64

Compagnie de Billets de Banque Québec Ltée
Quebec Bank Note Company Ltd.

Avis est donné que la « Compagnie de Billets de Banque Québec Ltée — Quebec Bank Note Company Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 septembre, 1964, conformément à la première partie de la loi des compagnie de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à 2135, rue Drummond, Montréal, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 29e jour de mars, 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
W. MICHAEL PRICE.

10277-o 4285-64

Compagnie de Billets de Banque Québec Ltée
Quebec Bank Note Company Ltd.

Notice is hereby given that "Companie de Billets de Banque Québec Ltée — Quebec Bank Note Company Ltd.", a Company incorporated pruruant to Part I of the Quebec Compagnies Act by letters patent dated September 30, 1964, and having its head office in Montreal, Quebec, has established its office at 2135 Drummond Street, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, Quebec, this 29th day of March, 1965.

W. MICHAEL PRICE,
Secretary-Treasurer.

10277-o 4285-64

Dominion Steel Export Company Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Dominion Steel Export Company Ltd. », constituée en corporation en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, en date du 28 mai 1952, a transporté son siège social de 159, rue Craig, ouest, en la ville de Montréal, à chambre 1507, 507, place d'Armes, en la ville de Montréal.

Montréal, ce 19e jour de mars 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
J. G. SHEPPARD.

10278 8367-52

Dominion Steel Export Company Ltd.

Notice is hereby given that "Dominion Steel Export Company Ltd.", incorporated under the Quebec Companies Act by letters patent dated May 28, 1952, has moved its head office from 159 Craig Street West, in the city of Montreal, to room 1507, 507 Place d'Armes, in the city of Montreal.

Montreal, this 19th day of March, 1965.

(Seal) J. G. SHEPPARD,
Secretary.

10278-o 8367-52

Roger Brindamour inc.

Avis est donné que la compagnie « Roger Brindamour inc. », a changé son siège social de Val'd'Or, au numéro 29, rue Principale, à Sullivan.

Le Secrétaire,
ROBERT NOËL.

10284-o 3310-64

Roger Brindamour inc.

Notice is hereby given that "Roger Brindamour inc.", has changed its head office from Val-d'Or, to number 29, Main Street, Sullivan.

ROBERT NOËL,
Secretary.

10284 3310-64

Commerce Steel Products Corp.

Avis est donné que « Commerce Steel Products Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20e jour de mars 1963, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé jusqu'au 1er octobre 1964 à 5420, avenue de Gaspé, en la ville de Montréal, a transporté son bureau à 5350, rue Ferrier, en les ville et district de Montréal.

À compter de la date dudit avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 29e jour de mars 1965.

Le Président,
IRVING GORE.

10285 1267-63

Commerce Steel Products Corp.

Notice is hereby given that "Commerce Steel Products Corp.", incorporated by letters patent on the 20th day of March, 1963, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to October 1st, 1964 at 5420 de Gaspé Avenue, in the city of Montreal, has moved it to, 5350 Ferrier Street, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company, as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 29th day of March, 1965.

IRVING GORE,
President.

10285-o 1267-63

Girard, Bruce, Garabedian and Associates Ltd.
Girard, Bruce, Garabedian et Associés Ltée

Avis est donné que la compagnie « Girard, Bruce, Garabedian and Associates Ltd. — Girard, Bruce, Garabedian et Associés Ltée », constitué en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 1er septembre, 1964, a établi son bureau prin-

Girard, Bruce, Garabedian and Associates Ltd.
Girard, Bruce, Garabedian et Associés Ltée

Notice is hereby given that "Girard, Bruce, Garabedian and Associates Ltd. — Girard, Bruce, Garabedian et Associés Ltée", incorporated by letters patent under the provisions of the first part of the Quebec Companies Act, on the 1st day of Septenber, 1964, has established its head office at 1808 Sherbrooke Street West, in the

cipal au numéro 1808 ouest, rue Sherbrooke, dans les cité et district de Montréal, dans la province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 31e jour de mars, 1965.

Le Secrétaire,
KENNETH A. F. GATES.

10286-o 3899-64

city and district of Montreal, in the province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 31st day of March, 1965.

KENNETH A. F. GATES,
Secretary.

10286 3899-64

Penthouse Design Inc.

Avis est donné que la compagnie « Penthouse Design Inc. », a été constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 11 février 1965, et que son siège social est situé à 5353, rue Sherbrooke, ouest, Montréal.

Daté à Montréal, ce 2e jour d'avril 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
MORAG ALLAN BAYER.

10287 570-65

Penthouse Design Inc.

Notice is given that "Penthouse Design Inc.", was incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 11, 1965 and that its head office is situated at 5353 Sherbrooke Street West, in Montreal.

Dated at Montreal, this 2nd day of April, 1965.

(Seal) MORAG ALLAN BAYER,
Secretary.

10287-o 570-65

Kenwood's Moving & Storage Ltd. Déménagement & entreposage Kenwoods ltée

Avis est donné que « Kenwood's Moving & Storage Ltd. — Déménagement & entreposage Kenwoods ltée », a transporté son siège social de Westmount à St-Laurent.

Le Secrétaire,
V. A. KENWOOD.

10300 1018-27

Kenwood's Moving & Storage Ltd. Déménagement & entreposage Kenwoods ltée

Notice is hereby given that "Kenwood's Moving & Storage Ltd. — Déménagement & entreposage Kenwoods ltée", has transferred its head office from Westmount, to St-Laurent.

V. A. KENWOOD,
Secretary.

10300-o 1018-27

Demandes à la Législature

Office d'Électricité Municipale de Cap-Chat et de Ste-Anne des Monts

Avis public est par les présentes donné que l'« Office d'Électricité Municipale de Cap-Chat et de Ste-Anne des Monts », dûment autorisé par les conseils des corporations municipales de Ste-Anne des Monts et du village de Cap-Chat, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'autoriser l'Office à:

1° vendre le réseau électrique des susdites corporations municipales à la Commission Hydro-électrique de Québec;

2° partager en parts égales entre les deux dites corporations municipales les profits et revenus nets incluant le fonds de roulement permanent de $25,000.00 crée par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 136;

3° liquider généralement et définitivement ses affaires suivant et conformément aux dispositions de l'article 182 de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec;

4° abandonner sa charte constitutive et à décréter par la loi à intervenir que la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 136, soit abrogée et rescindée à toutes fins que de droit.

Ste-Anne des Monts, ce neuf mars mil neuf cent soixante-cinq.

L'Office d'Électricité Municipale de
Cap-Chat et de Ste-Anne des Monts,
Par le Notaire,
LOUIS-PHILIPPE LANGELIER.

10073-12-4-o

Applications to Legislature

Municipal Electricity Bureau of Cap-Chat and Ste-Anne des Monts

Public notice is hereby given that the "Municipal Electricity Bureau of Cap-Chat and Ste-Anne des Monts", duly authorized by the councils of the municipal corporations of Ste-Anne des Monts and of the village of Cap-Chat, will apply to the Quebec Provincial Legislature, during the present session, to request the adoption of an Act to authorize the Bureau to:

1. Sell the electricity network of the above-mentioned municipal corporations to the Quebec Hydroelectric Commission;

2. Divide in equal shares, between the two said municipal corporations, the profits and net revenue, including the permanent working-fund of $25,000 created by Act 9-10 Elizabeth II, chapter 136;

3. Generally and definitely liquidate its affairs according and pursuant to the provisions of section 182 of Part II of the Quebec Companies Act;

4. Abandon its constitutional charter and to decree by the intervening act that Act 9-10 Elizabeth II, chapter 136, be repealed and rescinded for all proper purposes.

Ste-Anne des Monts, this ninth day of March, one thousand nine hundred and sixty-five.

Municipal Electricity Bureau of
Cap-Chat and Ste-Anne des Monts,
By: LOUIS-PHILIPPE LANGELIER,
Notary.

10073-12-4

Paroisse de St-Joseph de Chambly

Avis est par les présentes donné que la municipalité de la paroisse de St-Joseph de Chambly, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, aux fins de demander l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville, sous le nom de « La Ville de Carignan », ainsi que l'octroi de pouvoirs spéciaux additionnels et pour autres fins.

Chambly, le 26 février 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
VIEN, PARÉ, FERLAND
& BARBEAU.

10138-13-4-o

Parish of St-Joseph de Chambly

Notice is hereby given that the municipality of the parish of St-Joseph de Chambly will apply to the Quebec Legislature at its present session for the adoption of an act incorporating the territory of the municipality under the name of "The Town of Carignan", and to obtain special powers, and for other purposes.

Chambly, February 26, 1965.

VIEN, PARÉ, FERLAND
& BARBEAU,
Attorneys for the petitioner.

10138-13-4-o

Ministère des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Cité de Jacques-Cartier

Canada,
Province de Québec. PAUL COMTOIS
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi,

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE le paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent·

ATTENDU QUE le conseil de la cité de Jacques-Cartier, par sa requête en date du 14 mars 1963, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en remplaçant:

l'article 10 du chapitre 81 de la Loi 15-16 George VI, tel que modifié par l'article 6 du chapitre 72 de la Loi 7-8 Élizabeth II;

l'article 11 du chapitre 81 de la Loi 15-16 George VI;

l'article 7 du chapitre 77 de la Loi 4-5 Elizabeth II.

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1149, en date du 9 juillet 1963, Nous accordons la requête du conseil de la cité de Jacques-Cartier, en date du 14 mars 1963, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes, qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec* que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la cité de Jacques-Cartier soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233).

City of Jacques-Cartier

Canada,
Province of Quebec. PAUL COMTOIS
[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS paragraph 2 of section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), enacts that the Lieutenant-Governor in Council, upon request by the council of a municipal corporation governed by this Act, may issue letters patent amending the charter of said corporation, by replacing certain provisions therein by those in the Cities and Towns Act which correspond thereto;

WHEREAS the Council of the City of Jacques-Cartier, by its request dated March 14, 1963, asks that letters patent be issued in its favour, amending its charter by replacing:

section 10 of Chapter 81 of Act 15-16 George VI, as amended by section 6 of Chapter 72 of Act 7-8 Elizabeth II;

section 11 of chapter 81 of Act 15-16 George VI;

section 7 of Chapter 77 of Act 4-5 Elizabeth II;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1149, dated July 9, 1963, We grant the request of the Council of the City of Jacques-Cartier, dated March 14, 1963, and We do hereby declare and order by the present letters patent which will enter into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the above-mentioned provisions of the charter of the City of Jacques-Cartier be replaced by the corresponding provisions in the Cities and Towns Act, the whole pursuant to the provisions of paragraph 2 of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
10301-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-third day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that these letters patent will enter into force from this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
10301 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Paroisse de Trinité-des-Monts

Le sousigné donne avis, que tel que demandé dans une résolution adoptée le 11 mars 1965, par le conseil miunicipal de la paroisse de la Trinité-des-Monts, comté de Rimouski, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 30 mars 1965, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de la Trinité-des-Monts, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 30 mars 1965.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
1301-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Parish of Trinité-des-Monts

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated March 11, 1965, of the municipal council of the parish of la Trinité-des-Monts, county of Rimouski, and pursuant to the provisions of section 130 of the Municipal Code, he has enacted, under date of March 30, 1965, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the parish de la Trinité-des-Monts, with the exception of those required in the *Quebec official Gazette*, be made, henceforth, in french language only.

The present notice is published in conformity with article 131, of the Municipal Code.

Quebec, March 30, 1965.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
10301 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 1er mars 1965 par le conseil municipal de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, comté de Joliette et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 23 mars 1965, que les publicatiohs de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 23 mars 1965.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
10301-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Parish of Notre-Dame-de-Lourdes

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on March 1, 1965 by the municipal Council of the parish of Notre-Dame-de-Lourdes, county of Joliette, and pursuant to the provisions of section 130 of the municipal Code, he has decreed, on March 23, 1965, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the parish of Notre-Dame-de-Lourdes, save those required in the *Quebec Official Gazette*, will be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published under section 131 of the municipal Code.

Quebec, March 23, 1965.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
10301 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Municipalité de Sainte-Adèle

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 23 mars 1965, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne, en celui de « Municipalité de Sainte-Adèle ».

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Ste-Adèle, 1er avril 1965.

Le Maire,
LIONEL PATRY.
Le Secrétaire-trésorier,
10307-o G. DESCHAMPS.

Municipality of Sainte-Adèle

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council adopted, on March 23, 1965, an Order in Council changing the name of the municipality of the parish of Sainte-Adèle, county of Terrebonne, to that of "Municipality of Sainte-Adèle".

Pursuant to the provisions of section 48 of the municipal Code, this change of name enters into force following publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Ste-Adèle, April 1, 1965.

LIONEL PATRY,
Mayor.
G. DESCHAMPS,
10307 *Secretary-Treasurer.*

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

Société Coopérative Agricole de la Reine et Desmeloizes

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de la « Société Coopérative Agricole de la Reine et Desmeloizes » tenue le 13 mars 1965, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, le tout conformément aux dispositions de l'article 33 de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R.Q. 1941, c. 120), et que Messieurs Jean-Marie Lefebvre, Jean-Davila Drainville et Louis Thibeault soient nommés liquidateurs.

Donné au bureau du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, ce 1er jour d'avril 1965.

Le Sous-ministre de l'Agriculture, et de la Colonisation,
ERNEST MERCIER.

10308-o

Société Coopérative Agricole de Papineau

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Papineau, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R.Q. 1941, c. 120), sous le nom de « Société Coopérative Agricole de Papineau » et que son principal siège d'affaires est à Buckingham.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-neuvième jour de mars 1965.

Le Sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation,
ERNEST MERCIER.

10308-o

Couvoir Coopératif de St-Guillaume

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires du « Couvoir Coopératif de St-Guillaume », tenue le 10 décembre 1964, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, le tout conformément aux dispositions de l'article 33 de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R.Q. 1941, c. 120), et que Messieurs Rosario Dugas, Bernard Cartier et Elphège Vanasse, soient nommés liquidateurs.

Donné au bureau du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, ce 22 mars 1965.

Le Sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation,
ERNEST MERCIER.

10308-o

Department of Agriculture and Colonization

Société Coopérative Agricole de la Reine et Desmeloizes

(*Co-operative Agricultural Associations Act*)

Notice is given that during a general special meeting of the shareholders of the "Société Coopérative Agricole de la Reine et Desmeloizes", held on March 13, 1965, it has been resolved that the affairs of the said association be liquidated, the whole in conformity with the provisions of section 33 of the Co-operative Agricultural Associations Act (R.S.Q. 1941, c. 120), and that Messrs Jean-Marie Lefebvre, Jean-Davila Drainville and Louis Thibeault be appointed liquidators.

Given at the office of the Minister of Agriculture and Colonization, this 1st day of April, 1965.

ERNEST MERCIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

10308

Société Coopérative Agricole de Papineau

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association was incorporated in the County of Papineau, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q. 1941, chapter 120) under the name of "Société Coopérative Agricole de Papineau" and that its head office is in Buckingham.

The Minister authorizes the formation of this association.

Quebec, this twenty-ninth day of March, 1965.

ERNEST MERCIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

10308

Couvoir Coopératif de St-Guillaume

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of "Couvoir Coopératif de St-Guillaume", held December 10, 1964, a resolution was adopted to the effect that the said society be wound up volontarily and that it be dissolved, the whole in accordance to the provisions of section 33 of the Cooperative Agricultural Associations Act, (R.S.Q. 1941, ch. 120), and that MM. Rosario Dugas, Bernard Cartier and Elphège Vanasse, be named liquidators.

Given at the office of the Minister of Agriculture and Colonization, March 22, 1965.

ERNEST MERCIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

10308

Ministère des Finances
Assurances

The British Crown Assurance Corporation Limited

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « The British Crown Assurance Corporation Limited », dont le siège social est

Department of Finance
Insurance

The British Crown Assurance Corporation Limited

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "The British Crown Assurance Corporation Limited", whose head office is

situé à Glasgow, Écosse, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la Province avec « British Northwestern Insurance Company », dont le siège social est situé à Toronto, Ontario, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 1er janvier 1964;

Attendu que « British Northwestern Insurance Company » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « The British Crown Assurance Corporation Limited », s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « The British Crown Assurance Corporation Limited » sont annulés à compter du 18 mars 1965.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 18 mars 1965.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

10234-14-2-o

situated in Glasgow, Scotland, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province with "British Northwestern Insurance Company", whose head office is situated in Toronto, Ontario, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 1st of January 1964;

Whereas "British Northwestern Insurance Company", is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "The British Crown Assurance Corporation Limited", has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "The British Crown Assurance Corporation Limited", are cancelled as from March 18, 1965.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, on March 18, 1965.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

10234-14-2-o

The British Oak Insurance Company Limited

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « The British Oak Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la Province avec « Union Insurance Society of Canton, Limited », dont le siège social est situé à Victoria, (Hong Kong), Chine, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 7 janvier 1965;

Attendu que « Union Insurance Society of Canton, Limited » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que "The British Oak Insurance Company Limited », s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « The British Oak Insurance Company Limited » sont annulés à compter du 29 mars 1965.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 29 mars 1965.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

10235-14-2-o

The British Oak Insurance Company Limited

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "The British Oak Insurance Company Limited", whose head office is situated in London, England, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province with "Union Insurance Society of Canton, Limited", whose head office is situated in Victoria, (Hong Kong), China, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 7th of January 1965;

Whereas "Union Insurance Society of Canton, Limited" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "The British Oak Insurance Company Limited" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "The British Oak Insurance Company Limited" are cancelled as from the 29th of March 1965.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 29th of March 1965.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

10235-14-2-o

British Traders' Insurance Company Limited

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « British Traders' Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Victoria, (Hong Kong), Chine, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la Province avec « Union Insurance Society of Canton, Limited », dont le siège social est situé à Victoria, (Hong Kong), Chine, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 7 janvier 1965;

Attendu que « Union Insurance Society of Canton, Limited » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

British Traders' Insurance Company Limited

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "British Traders' Insurance Company Limited", whose head office is situated in Victoria, (Hong Kong), China, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province with "Union Insurance Society of Canton, Limited", whose head office is situated in Victoria, (Hong Kong), China, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 7th of January 1965;

Whereas "Union Insurance Society of Canton, Limited", is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Attendu que « British Traders' Insurance Company Limited », s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « British Traders' Insurance Company Limited" sont annulés à compter du 29 mars 1965.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 29 mars 1965.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
10236-14-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Caledonian Insurance Company

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Caledonian Insurance Company », dont le siège social est situé à Edimbourg Écosse, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la Province avec « Guardian Assurance Company Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 7 janvier 1965;

Attendu que « Guardian Assurance Company Limited » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Galedonian Insurance Company », s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Caledonian Insurance Company » sont annulés à compter du 29 mars 1965.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 29 mars 1965.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
10237-14-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

The South British Insurance Company Limired

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « The South British Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Auckland, Nouvelle-Zélande, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la Province avec « Union Insurance Society of Canton, Limited », dont le siège social est situé à Victoria, (Hong Kong), Chine, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 7 janvier 1965;

Attendu que « Union Insurance Society of Canton, Limited » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « The South British Insurance Company Limited », s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « The South British Insurance Company Limited » sont annulés à compter du 29 mars 1965.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 29 mars 1965.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
10238-14-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Whereas "British Traders' Insurance Company Limited", has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "British Traders' Insurance Company Limited", are cancelled as from March 29, 1965.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, on March 29, 1965.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
10236-14-2-o *Superintendent of Insurance.*

Caledonian Insurance Company

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Caledonian Insurance Company", whose head office is situated ni Edinburgh, Scotland, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province with "Guardian Assurance Company Limited", whose head office is situated in London, England, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 7th of January 1965;

Whereas "Guardian Assurance Company Limited" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "Caledonian Insurance Company" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Caledonian Insurance Company" are cancelled as from the 29th of March 1965.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 29th of March 1965.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
10237-14-2-o *Superintendent of Insurance.*

The South British Insurance Company Limited

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "The South British Insurance Company Limited", whose head office is situated in Auckland, New Zealand, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province with "Union Insurance Society of Canton, Limited", whose head office is situated in Victoria, (Hong Kong), China, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 7 of January 1965;

Whereas "Union Insurance Society of Canton, Limited" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "The South British Insurance Company Limited", has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "The South British Insurance Company Limited" are cancelled as from the 29 of March 1965.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 29 of March 1965.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
10238-14-2-o *Superintendent of Insurance.*

Standard Marine Insurance Company Limited

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Standard Marine Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Liverpool, Angleterre, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la Province avec « Royal Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Liverpool, Angleterre, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 31 décembre 1964;

Attendu que « Royal Insurance Company Limited » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Stantard Marine Insurance Company Limited », s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Standard Marine Insurance Company Limited » sont annulés à compter du 31 décembre 1964.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 31 décembre 1964.

Pour le Ministre des finances de la Province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

10246-14-2-o

Standard Marine Insurance Company Limited

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Standard Marine Insurance Company Limited", whose head office is situated in Liverpool, England, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province with "Royal Insurance Company Limited", whose head office is situated in Liver pool, England, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 3ast of December 1964;

Whereas "Royal Insurance Company Limited" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "Standard Marine Insurance Company Limited" has complied with the provisions of section 108 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Standard Marine Insurance Company Limited" are cancelled as from the 31st of Ddcember 1964.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 31st of December 1964.

For the Minister of Finance of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

10246-14-2-o

La Familiale, Compagnie d'Assurance-Vie Family Life Assurance Company

Avis d'émission de permis et de Certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « La Familiale, Compagnie d'Assurance-Vie — Family Life Assurance Company », enregistrée sous le numéro 677, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 401, qui l'autorise, à compter du 15 mars 1965, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance sur la Vie.

Le siège social de la compagnie est situé à Saint-Victor, province de la Saskatchewan.

La compagnie a nommé monsieur Maurice Côté, 268, rue Louis-Riel, Chicoutimi-Nord, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 mars 1965.

Pour le Ministre des finances de la Province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

10279-15-2-o

La Familiale, Compagnie d'Assurance-Vie Family Life Assurance Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "La Familiale, Compagnie d'Assurance-Vie — Family Life Assurance Company", registered under number 677, has obtained the license and certificate of registry number 401, authorizing it, as from the 15th of March 1965, to undertake in this Province contracts of Life insurance.

The head office of the company is situated at Saint-Victor, Province of Saskatchewan.

The company has appointed Mr Maurice Côté, 268, Louis-Riel Street, Chicoutimi-North, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of March, 1965.

For the Minister of Finance of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

10279-15-2-o

The Grand Orange Lodge of British America

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « The Grand Orange Lodge of British America », enregistrée sous le numéro 248, a obtenue le permis et le certificat d'enregistrement numéro 27-A, qui l'autorise à compter du 18 mars 1965, à accorder à ses membres, dans la Province, les bénéfices suivants: Assurance-vie et Maladie, dans les limites autorisées par la constitution, les statuts et les règlements de la société.

Le siège social de la société est situé à 10, rue Berti, Toronto, province d'Ontario.

The Grand Orange Lodge of British America

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "The Grand Orange Lodge of British America", registered under number 248, has obtained the license and certificate of registry 27-A, authorizing it, as from the 18th of March 1965, to grant to its members in the Province the following benefits: Life insurance and Sickness, to the extent authorized by the Society's Act of incorporation, constitution and by-laws.

The head office of the society is situated at 10, Berti Street, Toronto, Province of Ontario.

La société a nommé monsieur R.-H. Butler, 5025 ouest, rue Broadway, Montréal 29, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 mars 1965.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

10279-15-2-o

The Hungarian Reformed Federation of America

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « The Hungarian Reformed Federation of America », enregistrée sous le numéro 247, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 29-A, qui l'autorise à compter du 3 février 1965, à accorder à ses membres, dans la Province, les bénéfices suivants: Assurance vie; Accident et Maladie, dans les limites autorisées par la constitutions, les statuts et les règlements de la société.

Le siège social de la société est situé à 3216, avenue New Mexico, Nord-Ouest, Washington, district de Columbia, États-Unis d'Amérique.

La société a nommé le Révérend Michael Feher, 50, boulevars Graham, ville Mont-Royal, Montréal 16, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 22 février 1965.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

10279-15-2-o

The society has appointed Mr. R.-H. Butler, 5025, Broadway Street West, Montreal 29, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of March 1965.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

10279-15-2-o

The Hungarian Reformed Federation of America

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "The Hungarian Reformed Federation of America", registered under number 247, has obtained the license and certificate of registry number 29-A, authorizing it, as from the 3rd of February 1965, to grant to its members in the Province the following benefits: Life insurance; Accident and Sickness, to the extent authorized by the Society's Act of incorporation, constitution and by-laws.

The head office of the society is situated at 3216, New Mexico Avenue North West, Washington, district of Columbia, United States of America.

The society has appointed Reverend Michael Feher, 50, Graham Boulebard, Town of Mount Royal, Montreal 16, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 22nd of February 1965.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

10279-15-2-o

Ministère de l'Éducation

Cap-à-l'Aigle

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Cap-à-l'Aigle, dans le comté de Charlevoix, à la numicipalité scolaire de La Malbaie, dans le même comté.

Québec, le 24 mars 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10204-14-2-o 54-65

Paroisse de St-Georges-Ouest

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de St-Georges-ouest, dans le comté de Beauce, à la municipalité scolaire de St-Georges-de-Beauce, dans le même comté.

Québec, le 23 mars 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10205-14-2-o 85-63

Chicoutimi Cath.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire catholique d'Arvida, dans le comté de Jonquière-Kénogami:

Department of Education

Cap-à-l'Aigle

Application is made to annex the preseut territory of the school commission of Cap-à-L'Aigle, in the county of Charlevoix, to the school municipality of La Malbaie in the same county.

Quebec, March 24, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10204-14-2 54-65

Parish of St-Georges-West

Application is made to annex the present territory of the school commission of the parish of St-Georges-West, in the county of Beauce, to the school municipality of St-Georges-de-Beauce, same county.

Quebec, March 23, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10205-14-2 85-63

Chicoutimi Cath.

Application is made to detach from the Catholic school municipality of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, the territory described below to annex it to the Catholic school municipality of Arvida, in the county of Jonquière-Kénogami:

Tout ce territoire situé dans le douzième rang sud-ouest chemin Sydenham, comprenant les lots numéros onze-B à dix-huit-B (11-B à 18-B) inclusivement, partie des lots numéros huit-B à onze-A (8-B à 11-A) inclusivement, ainsi qu'une partie du lot numéro soixante-seize (76), chemin de fer Roberval-Saguenay et leur subdivision, au cadastre officiel de la Paroisse de Chicoutimi, comté et division d'enregistrement de Chicoutimi et compris à l'intérieur du périmètre ci-après décrit: Partant du point d'intersection de la limite sud-ouest du lot numéro 18-B du susdit rang XII, avec la ligne limitative nord-ouest dudit rang XII sud-ouest chemin Syndenham, allant vers le nord-est en suivant cette ligne limitative nord-ouest du susdit rang XII et son prolongement en ligne droit jusqu'à la limite nord-est du lot numéro 76, chemin de fer Roberval-Saguenay; de ce point, vers le sud-est en suivant cette limite nord-est du lot numéro 76 jusqu'à la rencontre du prolongement en ligne droite vers le sud-ouest de la ligne séparative entre les rangs XI et XII sud-ouest chemin Syndenham; de ce point, vers le sud-ouest en suivant le susdit prolongement de la ligne séparative entre les rangs XI et XII, puis la ligne séparative entre ces deux susdits rangs XI et XII jusqu'à la limite sud-ouest du lot numéro 18-B du susdit rang XII sud-ouest chemin Syndenham; de ce point, en suivant cette ligne sud-ouest du lot numéro 18-B jusqu'au point de départ.

Ce territoire ainsi délimité contient une superficie d'environ mille quarante-neuf (1049) acres.

Le tout conforme à un plan préparé par l'arpenteur Jean-Marie Lamarre, sous le numéro 3335 de ses minutes.

Québec, le 7 avril 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10309-15-2-o 135-65

All that territory situated in the twelfth south-west range Sydenham road, comprising lots numbers eleven-B to eighteen-B (11-B to 18-B) inclusively, part of lots numbers eight-B to eleven-A (8-B to 11-A), inclusively, together with part of lot number seventy-six (76), railway Roberval-Saguenay and their subdivision, on the official cadaster of the parish of Chicoutimi, county and registration division of Chicoutimi and comprised in the interior perimeter described below: going from the intersection point of the south-west limit of lot number 18-B of the aforesaid range XII, with a limitary north-west line of the said south-west range XII Syndenham road, going toward the north-east following this limitary line north-west of the aforesaid range XII and its prolongation in a straight line up to the north-east limit of lot number 76, railway Roberval-Saguenay; from this point, towards the south-east in following this limit north-east of lot number 76 up to the meeting of the prolongation in a straight line towards the south-west of the separative line between ranges XI and XII south-west Syndenham road; from this point, towards the south-west in following the aforesaid prolongation of the separative line between ranges XI and XII, then the separative line between the two aforesaid ranges XI and XII up to the south-west limit of lot number 18-B of the aforesaid range XII south-west Syndenham road; from this point, in following this said line south-west of lot number 18-B up to the starting point.

This territory thus delimited contains an area of about one thousand and forty-nine (1049) acres.

The whole in conformity with a prepared plan by surveyor Jean-Marie Lamarre, under number 3335 of his minutes.

Quebec, April 7, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10309-15-2 135-65

Ville de Matane

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de la Ville de Matane, dans le comté de Matane, en celui de « Matane », dans le même comté.

Québec, le 6 avril 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10310-15-2-o

Town of Matane

Application is made to change the name of the school municipality of the town of Matane, in the county of Matane, to that of "Matane", in the same county.

Quebec, April 6, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10310-15-2

Ste-Clotilde-de-Horton

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Clotilde-de-Horton, dans le comté d'Arthabaska, les lots 7, 8 et 9 des rangs X et XI du cadastre officiel du canton Simpson pour les annexer à la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, dans le comté de Drummond.

Québec, le 7 avril 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10311-15-2-o 796-64

Ste-Clotilde-de-Horton

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Clotilde-de-Horton, in the county of Arthabaska, lots 7, 8 and 9 of ranges X and XI of the official cadaster of the township of Simpson to annex them to the school municipality of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, in the county of Drummond.

Quebec, April 7, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10311-15-2 796-64

Paroisse de St-Jérôme

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de St-Jérôme, dans le comté de Matane, à la municipalité scolaire de Matane, dans le comté de Matane.

Québec, le 6 avril 1965.

Le Ministre de l'Éducation.
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10312-15-2-o 323-58

Parish of St-Jérôme

Application is made to annex the present territory of the school commission of the parish of St-Jérôme, in the county of Matane, to the school municipality of Matane, in the county of Matane.

Quebec, April 16, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10312-15-2 323-58

Paroisse de Terrebonne

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, aux municipalités scolaires de la ville de Terrebonne et de la paroisse de St-Maurice-de-Bois-Filion, dans le même comté, de la façon suivante, savoir:

La partie devant être annexée à la municipalité scolaire de la ville de Terrebonne comprend les lots 497 à 586 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Louis-de-Terrebonne;

La partie devant être annexée à la municipalité scolaire de la paroisse de St-Maurice-de-Bois-Filion comprend les lots 42 à 81 inclusivement et 216 à 496 aussi inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Louis-de-Terrebonne ainsi que les lots 430, 431, 432 et 815 à 825 inclusivement et 828 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville.

Québec, le 7 avril 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10313-15-2-o 144-63

Parish of Terrebonne

Application is made to annex the present territory of the school commission of the parish of Terrebonne, in the county of Terrebonne, to the school municipalities of the town of Terrebonne and of the parish of St-Maurice-de-Bois-Filion, in the same county, in the following manner, to wit:

The part to be annexed to the school municipality of the town of Terrebonne comprises lots 497 to 586 inclusively of the official cadaster of the parish of St-Louis-de-Terrebonne;

The part to be annexed to the school municipality of the parish of Ste-Maurice-de-Bois-Filion comprises lots 42 to 81 inclusively and 216 to 496 also inclusively of the official cadaster of the parish of St-Louis-de-Terrebonne as well as lots 430, 431, 432 and 815 to 825 inclusively and 828 of the official cadaster of the parish of Ste-Thérèse-de-Blainville.

Quebec, April 7, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10313-15-2 144-63

La commission scolaire régionale de Lakeshore

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 595, en date du 24 mars 1965, de constituer une commission scolaire régionale, sous le nom de « La Commission scolaire régionale de Lakeshore », comprenant les commissions scolaires de Baie d'Urfé-Senneville (prot.), West Island (prot.), dans le comté de Jacques-Cartier; Hudson (prot.), Ile Perrot (prot.), dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, tel que demandé par une résolution adoptée par chacune de ces commissions scolaires.

Conformément à l'article 496*b*, le nombre de commissaires d'écoles pour « La Commission scolaire régionale de Lakeshore », est fixé à neuf (9) et les membres seront élus selon la cédule de représentation suivante: Trois membres des délégués de la commission protestante de West Island; deux membres des délégués de la commission scolaire protestante de Baie d'Urfé-Senneville; deux membres des délégués de la commission scolaire protestante de Hudson; deux membres des délégués de la commission scolaire protestante de l'Ile Perrot.

Québec, 30 mars 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10314 41-65

The Lakeshore Regional school board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 595, dated March 24, 1965, to constitute a regional school board under the name of "The Lakeshore Regional School Board", including the school boards of Baie d'Urfé-Senneville (Prot.), West Island (Prot.), in the county of Jacques-Cartier; Hudson (Prot.), Ile Perrot (Prot.), in the county of Vaudreuil-Soulanges, as requested by resolution adopted by each of these school boards.

In accordance with section 496*b*, the number of school commissioners for "The Lakeshore Regional School Board", are fixed at nine (9) and elected in accordance with the following representation schedule: three members from the delegates of the Protestant School Board of West Island; two members from the delegates of the Protestant School Board of Baie d'Urfé-Senneville; two members from the delegates of the Protestant School Board of Hudson; two members from the delegates of the Protestant School Board of Ile Perrot.

Quebec, March 30, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10314-o 41-65

La commission scolaire régionale Laurentienne

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, numéro 559, en date du 23 mars 1965, de constituer une commission scolaire régionale, sous le nom de « La Commission scolaire régionale Laurentienne », comprenant les commissions scolaires de Arundel, Brownsburg (prot.), Grenville (prot.), Ville de Lachute (prot.), Morin Heights (prot.), Rivière Rouge (prot.), dans le comté d'Argenteuil; Laurentia (prot.), Shawbridge (prot.), dans le comté de Terrebonne, tel que demandé par une résolution adoptée par chacune de ces commissions scolaires.

Québec, 30 mars 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10314 7-65

The Laurentian regional school board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 559, dated March 23, 1965, to constitute a regional school board under the name of "The Laurentian Regional School Board", including the school boards of Arundel, Brownsburg (Prot.), Grenville (Prot.), town of Lachute (Prot.), Morin Heights (Prot.), Rouge River (Prot.), in the county of Argenteuil; Laurentia (Prot.), Shawbridge (Prot.), in the county of Terrebonne, as requested by resolution adopted by each of these school boards.

Quebec, March 30, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10314-o 7-65

La commission scolaire régionale de La Mauricie

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 558, en date du 23 mars 1965, d'admettre la commission scolaire de Carignan dans la commission scolaire régionale de la Mauricie.

La commission scolaire de Carignan est admise à faire partie de « La commission scolaire régionale de La Mauricie », à compter de la date du présent arrêté en conseil et cette commission scolaire, pour fins d'élection, est ajoutée au groupe de représentation formé des commissions scolaires de La Tuque, Parent, Sanmaur, Rivière-Croche, La Bostonnais, Lac-Édouard, Mékinac, St-Roch-de-Mékinac, Notre-Dame-des-Anges-de-Montauban, Montauban-les-Mines, St-Rémi-du-Lac-au-Sable, Ste-Thècle, St-Jacques-des-Piles et St-Jean-des-Piles.

Québec, le 30 mars 1965.

Le Ministre de l'Éducation,

10314-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

The regional school board of La Mauricie

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 558, dated March 23, 1965, to admit the school commission of Carignan to the regional school board of La Mauricie.

The school commission of Carignan is admitted to form part of "The Regional School Board of La Mauricie", from and after the date of the present Order in Council, and this school commission, for election purposes, is added to the representation group formed by the school commissions of La Tuque, Parent, Sanmaur, Rivière-Croche, La Bostonnais, Lake-Edward, Mékinac, St-Roch-de-Mékinac, Notre-Dame-des-Anges-de-Montauban, Montauban-les-Mines, St-Rémi-du-Lac-au-Sable, Ste-Thècle, St-Jacques-des-Piles and St-Jean-des-Piles.

Quebec, March 30, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

10314 *Minister of Education.*

La commission scolaire régionale protestante de la Vallée d'Ottawa

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 595, en date du 24 mars 1965, de constituer une commission scolaire régionale sous le nom de « La Commission scolaire régionale protestante de la Vallée d'Ottawa » comprenant les commissions scolaires de Buckingham (Prot.), Poltimore (Prot.), Namur (Prot.), et Thurso (Prot.), dans le comté de Papineau; « Greater Hull » (Prot.), dans le comté de Hull; Aylmer (Prot.), St. Étienne de Chelsea (diss.), Low-South (Prot.), La Pesche (Prot.), et Maniwaki (Prot.), dans le comté de Gatineau, tel que requis par une résolution adoptée par chacune de ces commissions scolaires.

Conformément à l'article 496*b*, les sept (7) commissaires d'école pour « La Commission scolaire régionale protestante de la Vallée d'Ottawa » sont élus selon la cédule de représentation suivante: deux membres parmi les délégués de la municipalité scolaire protestante d'Aylmer; un membre élu parmi les délégués des municipalités scolaires protestantes participantes du comté de Gatineau (à l'exception des municipalités scolaires protestantes d'Aylmer et « Greater Hull »); deux membres parmi les délégués de la municipalité scolaire protestante de « Greater Hull »; un membre élu parmi les délégués des municipalités scolaires protestantes participantes du comté de Papineau (à l'exception de la municipalité scolaire protestante de « Greater Hull »); un membre parmi les délégués de la municipalité scolaire protestante de Buckingham.

Québec, 30 mars 1965.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10314 908-64

The protestant regional school board of Ottawa Valley

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 595, dated March 24, 1965, to constitute a regional school board under the name of "The Protestant Regional School Board of Ottawa Valley" including the school boards of Buckingham (Prot.), Poltimore (Prot.), Namur (Prot.), and Thurso (Prot.), in the county of Papineau; Greater Hull (Prot.), in the county of Hull; Aylmer (Prot.), St. Étienne de Chelsea (diss.), Low-South (Prot.), La Pesche (Prot.), and Maniwaki (Prot.), in the county of Gatineau, as requested by resolution adopted by each of these school boards.

In accordance with Section 496*b*, the seven (7) school commissioners for "The Protestant Regional School Board of Ottawa Valley" are elected according to the following representation schedule: two members from the delegates of the Protestant School Municipality of Aylmer; one member elected at large from the delegates of the participating Protestant School Municipalities in Gatineau County (excluding the Protestant School Municipalities of Aylmer and Greater Hull); two members from the delegates of the Protestant School Municipality of Greater Hull; one member elected at large from the delegates of the participating Protestant School Municipalities in Papineau County (excluding the Protestant School Municipality of Greater Hull); one member from the delegates of the Protestant School Municipality of Buckingham.

Quebec, March 30, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

Minister of Education.

10314-o 908-64

Ste-Marie-de-Quyon

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 558, en date du 23 mars 1965, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Bristol, dans le comté de Pontiac, ainsi que les lots 1 à 15 inclusivement de tous les rangs du canton Clarendon, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Ste-Marie-de-Quyon, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1965 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1965.

Québec, le 30 mars 1965.

Le Ministre de l'Éducation,

10314-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Ste-Marie-de-Quyon

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 558, dated March 23, 1965, to annex the present territory of the school commission of Bristol, in the county of Pontiac, as well as lots 1 to 15 inclusively on all ranges in the township of Clarendon, for Catholics only, to the school municipality of Ste-Marie-de-Quyon, in the same county.

This change will take effect, for election purposes, on June 1, 1965, and for all other purposes on July 1, 1965.

Quebec, March 30, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

10314 *Minister of Education.*

Ste-Ursule

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 558, en date du 23 mars 1965, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Angèle-de-Prémont, dans le comté de Maskinongé, les lots 61 à 78 inclusivement de la concession Grandpré ou Philibert du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Ursule, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Ursule, dans le comté de Maskinongé.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1965 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1965.

Québec, le 30 mars 1965.

Le Ministre de l'Éducation,

10314-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Ste-Ursule

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 558, dated March 23, 1965, to detach from the school municipality of Ste-Angèle-de-Prémont, in the county of Maskinongé, lots 61 to 78 inclusively on the Grandpré or Philibert concession in the official cadaster of the parish of Ste-Ursule, in order to annex them to the school municipality of Ste-Ursule, in the county of Maskinongé.

This change will take effect, for election purposes, on June 1, 1965, and for all other purposes on July 1, 1965.

Quebec, March 30, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

10314 *Minister of Education.*

La commission scolaire régionale du Saguenay

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 558, en date du 23 mars 1965, d'admettre les commissions scolaires de Port-Alfred et St-Jean, dans le comté de Chicoutimi, à faire partie de « La Commission Scolaire Régionale du Saguenay » à compter de la date du présent arrêté en conseil;

Le nombre des commissaires d'écoles pour « La Commission Scolaire Régionale du Saguenay » est porté à neuf et la commission scolaire régionale est autorisée à désigner parmi les délégués des commissions scolaires de Port-Alfred et Chicoutimi-Nord les deux noveaux commissaires d'écoles;

La commission scolaire de St-Jean est ajoutée, pour fins d'élection, au secteur de représentation formé des commissions scolaires de Ferland, Otis, Rivière-Éternité et Dumas.

Québec, le 30 mars 1965.

Le Ministre de l'Éducation,

10314-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Saguenay regional school board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 558, dated March 23, 1965, to admit the school commissions of Port-Alfred and St-Jean, in the county of Chicoutimi, to form part of the "Saguenay Regional School Board", from and after the date of the present Order in Council;

The number of school commissioners on the "Saguenay Regional School Board", is increased to nine, and the regional school board is authorized to designate among the delegates to the school commissions of Port-Alfred and Chicoutimi-North, the two new school commissioners;

The school commission of St-Jean is added, for election purposes, to the representation group formed by the school commissions of Ferland, Otis, Rivière-Éternité and Dumas.

Quebec, March 30, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

10314 *Minister of Education.*

La commission scolaire régionale Tardivel

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 558, en date du 23 mars 1965, d'admettre la commission scolaire de St-Bernardin, dans le comté de Portneuf, à faire partie de « La Commission Scolaire Régionale Tardivel » à compter de la date du présent arrêté en conseil.

Québec, le 30 mars 1965.

Le Ministre de l'Éducation,

10314-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Tardivel regional school board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 558, dated March 23, 1965, to admit the school commission of St-Bernardin, in the county of Portneuf, to form part of the "Tardivel Regional School Board" from and after the date of the present Order in Council.

Quebec, March 30, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

10314 *Minister of Education.*

Ministère du Travail

Avis d'approbation d'un règlement d'amendement

Avis d'approbation d'un règlement d'amendement

L'honorable Carrier Fortin, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que, par l'arrêté en conseil numéro 674 du 30 mars 1965, section « C », le règlement spécial du Comité paritaire de l'industrie de la construction du District Électoral de Saguenay, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 41 (B) du 8 janvier 1964, amendé par l'arrêté en conseil numéro 1113 (E) du 3 juin 1964, et rendant le certificat de qualification obligatoire, a été remplacé par le suivant:

Department of Labour

Notice of approval of an amendment by-law

Notice of an amendment by-law approval

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that by Order in Council No. 674 of March 30, 1965, section "C", the special by-law of the Building Industry Parity Committee of the electoral district of Saguenay (approved by Order in Council No. 41 (B) of January 8, 1964, amended by Order in Council No. 1113 (E) of June 3, 1964 and making the competency certificate compulsory) has been superseded by the following:

« *Article 20. — Certificat de qualification:*

Conformément à l'article 25 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire décide que le certificat de qualification est obligatoire dans les zones A et B du décret numéro 1323 du 16 août 1962 et ses amendements ultérieurs, pour tout salarié assujetti audit décret exerçant le métier de charpentier-menuisier ou de peintre.

Ledit certificat est également obligatoire pour tout salarié exerçant le métier de charpentier-menuisier ou de peintre dans la Zone « C » dudit décret, lorsque les travaux sont exécutés par l'intermédiaire d'entrepreneurs.

Le certificat de qualification est également obligatoire dans toute la juridiction territoriale dudit décret numéro 1323 pour tout salarié exerçant le métier de gréeur et finisseur, de soudeur ou de ferblantier.

Le Comité paritaire crée des bureaux d'examinateurs composés de quatre (4) membres chacun pour déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats. Le quorum de tout bureau d'examinateurs est de deux (2) membres.

Le Comité peut exiger à titre d'honoraires une somme n'excédant pas $2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et $1.00 pour l'examen d'un apprenti.

Cependant, les frais spéciaux d'outillage ou de matériel requis pour la participation à un examen en vue de l'obtention du certificat de soudeur devront être chargé au candidat à un taux n'excédant pas le prix coûtant. »

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 avril 1965. 10305-o

Avis de modification

Industrie de la construction
Abitibi et Rouyn-Noranda

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 492 du 26 mars 1963 et amendement, relatif à l'industrie de la construction dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret comme suit:

1° La classification suivante sera ajoutée après celle de « Charpentier-menuisier » apparaissant dans les deux échelles de salaires du paragraphe « *a* » de l'article VI:

« Compagnon-junior 90% du salaire du compagnon ».

2° Le paragraphe « *b* » de l'article VI sera remplacé par le suivant:

« *b*) *Salaires minima des apprentis:* Les taux de salaires suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés:

Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, électricien:

1ère année:	45% du salaire du compagnon
2ème année:	55% du salaire du compagnon
3ème année:	65% du salaire du compagnon
4ème année:	80% du salaire du compagnon

Poseur de terrazzo:

1ère année:	60% du salaire du compagnon
2ème année:	70% du salaire du compagnon
3ème année:	80% du salaire du compagnon
4ème année:	90% du salaire du compagnon

"*Section 20. — Competency certificate:*

Pursuant to section 25 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee rules that the competency certificate is compulsory in zones A and B of decree No. 1323 of August 16, 1962 and its subsequent amendments, for all employees subject to said decree who ply the trade of carpenter-joiner or painter.

Said certificate is also compulsory for all employees who ply the trade of carpenter-joiner or painter in Zone "C" of said decree when work is performed through contractors.

The competency certificate is also compulsory in all of the territorial jurisdiction of said decree No. 1323 for all employees plying the trades of rigger and finisher, welder or tinsmith.

The Parity Committee forms Boards of Examiners, each composed of four (4) members, to determine the competency of employees and issue the said certificates. Each Board of Examiners has a quorum of two (2) members.

The Committee may exact an examination fee of no more than $2.00 for a skilled worker and $1.00 for an apprentice.

However, when a candidate undergoes an examination for obtaining a Welder's certificate, all necessary equipment and material required for participation therein must be charged to the candidate at a rate not exceeding cost."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 10, 1965. 10305-o

Notice of amendment

Construction industry
Abitibi and Rouyn-Noranda

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and anemdments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction industry and trades in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn-Noranda (made binding by decree no. 492 of March 26, 1963 and amendments), have petitioned him to amend said decree as follows:

1. The following classification will be added after that of "Carpenter-joiner" in both wage scales of sub-section "*a*" of section VI:

"Junior journeyman 90% of the journeyman's wages".

2. Sub-section "*b*" of section VI will be superseded by the following:

"(*b*) *Minimum wages for apprentices:* Apprentices of the trades listed below must receive the following wages:

Pipe mechanic, steamfitter, electrician:

1st year:	45% of journeyman's rate
2nd year	55% of journeyman's rate
3rd year:	65% of journeyman's rate
4th year:	80% of journeyman's rate

Terrazzo laver:

1st year:	60% of journeyman's rate
2nd year	70% of journeyman's rate
3rd year	80% of journeyman's rate
4th year	90% of journeyman's rate

Polisseur de terrazzo:
1ère année: 70% du salaire du compagnon
2ème année: 80% du salaire du compagnon
3ème année: 90% du salaire du compagnon
Pour tous les autres métiers:
1ère année: 70% du salaire du compagnon
2ème année: 75% du salaire du compagnon
3ème année: 80% du salaire du compagnon
4ème année: 85% du salaire du compagnon. »

3° Le paragraphe « *e* » de l'article VIII (Dispositions relatives à l'apprentissage) sera remplacé par le suivant:

« *e*) La pleine période d'apprentissage est la suivante pour les métiers ci-après décrits:

Métiers:	*Période d'apprentissage*
Amianteur	4 ans
Briqueteur	4 ans
Charpentier-menuisier	4 ans
Maçon	4 ans
Peintre, aspergeur, vitrier, décorateur	4 ans
Plâtrier	4 ans
Tôlier	4 ans
Poseur de terrazzo	4 ans
Polisseur de terrazzo	3 ans
Tireur de joints	3 ans
Poseur de tuiles et de prélarts (tous genres)	3 ans
Finisseur de ciment	3 ans
Forgeron (construction)	3 ans
Soudeur	3 ans»

4° Les paragraphes suivants seront ajoutés à l'article VIII:

« *k*) L'apprentissage comporte 6000 heures de travail de métier, réparties sur une base annuelle de 1500 heures.

l) L'employeur doit aviser immédiatement le Comité paritaire de l'entrée d'un salarié en apprentissage.

m) Le Comité paritaire a le droit d'exiger la preuve d'âge de l'apprenti.

n) Tout apprenti qui a complété ses heures d'apprentissage doit se présenter devant le Bureau des Examinateurs pour subir son examen de compagnon.

o) Tout compagnon junior doit se présenter pour un examen chaque année ou lorsque jugé nécessaire par le Bureau des Examinateurs pour l'obtention d'une carte de compagnon. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, le 10 avril 1965. 10305-o

Terrazzo polisher:
1st year 70% of journeyman's rate
2nd year 80% of journeyman's rate
3rd year 90% of journeyman's rate
For other trades:
1st year 70% of journeyman's rate
2nd year 75% of journeyman's rate
3rd year: 80% of journeyman's rate
4th year 85% of journeyman's rate

3. Sub-section "*e*" of section VIII (Provisions concerning apprenticeship), will be superseded by the following:

"(*e*) The full period of apprenticeship will be as follows, for the trades listed below:

Trades:	*Apprenticeship period*
Asbestos layer	4 years
Bricklayer	4 years
Carpenter-joiner	4 years
Mason	4 years
Painter, sprayerman, glazier, decorator	4 years
Plasterer	4 years
Tinsmith	4 years
Terrazzo layer	4 years
Terrazzo polisher	3 years
Joint pointer	3 years
Tile (all kinds) and linoleum layer	3 years
Cement finisher	3 years
Blacksmith (construction)	3 years
Welder	3 years"

4. The following sub-sections will be added to section VIII:

"(*k*) Apprenticeship consists of 6000 hours of trade work, distributed on an annual basis of 1500 hours.

(*l*) The employer must immediately advise the Parity Committee when an employee begins apprenticeship.

(*m*) The Parity Committee has the authority to request proof of an apprentice's age.

(*n*) Every apprentice who has completed the required number of apprenticeship hours must take the journeyman's examination before the Board of Examiners.

(*o*) Every junior journeyman must take an examination annually or whenever requested by the Board of Examiners in order to obtain his journeyman's card."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate of possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 10, 1965. 10305-o

Avis de modification

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses — Roberval

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements),

Notice of amendment

Barbers and Hairdressers — Roberval

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the

que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de Roberval, rendue obligatoire par le décret numéro 1283 du 15 novembre 1951 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'alinéa 2 du paragraphe « *a* » de l'article IV sera remplacé par le suivant:

« 2° *Pour les coiffeurs et coiffeuses:*
Lundi: 1 p.m. à 6 p.m.;
Mardi, mercredi et jeudi: 8 a.m. à 6 p.m.;

Vendredi: 8 a.m. à 9 p.m.;
Samedi: 7 a.m. à midi.

La veille de Noël, du Premier de l'An et de Pâques: 8 a.m. à 6 p.m.

Durant les trois (3) jours ouvrables précédant immédiatement la veille de Noël et du Premier de l'An: 8 a.m. à 9 p.m.

Cependant, le samedi seulement, trois (3) heures sont allouées pour terminer le travail requis par les clientes entrées avant midi. »

2° Le paragraphe « *h* » de l'article VIII sera remplacé par le suivant:

« *h*) Les salaires minimaux des apprentis coiffeurs pour dames sont les suivants:

	Par semaine
Après six (6) mois	$16.00
Après douze (12) mois	24.00
Après vingt-quatre (24) mois	32.00

Le salaire des apprentis coiffeurs pour hommes sont les suivants:

Première année: $16.00 par semaine plus 50% des recettes dépassant $26.00 par semaine.

Deuxième année: $24.00 par semaine plus 50% des recettes dépassant $34.00 par semaine.

Troisième année: $32.00 par semaine plus 50% des recettes dépassant $42.00 par semaine. »

3° Le paragraphe « *l* » suivant sera ajouté à l'article VIII:

« *l*) En dehors des heures de travail, on doit faire en sorte qu'il soit possible de voir à l'intérieur des salons de barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeuses pour dames et qu'aucun rideau ou pancartes ne soient placés de manière à empêcher de voir à l'intérieur. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 avril 1965. 10305-o

---

contracting parties to the collective labour agreement respecting the Barbering and Hairdressing trades in the county of Roberval (made binding by decree number 1283 of November 15, 1951 and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council.

1. Paragraph 2, sub-section "*a*", section IV, will be superseded by the following:

"2. *Hairdressers (male and female):*
Monday: 1:00 p.m. to 6:00 p.m.
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.
Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.
Saturday: 7:00 a.m. to noon.
The eves of Christmas, New Year's and Easter: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.
For the three (3) working days immediately preceding Christmas Eve and New Year's Eve: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.
However, on Saturdays only, three (3) hours are allowed to complete the work required by customers who have come in before noon."

2. Sub-section "*h*", section VIII, will be superseded by the following:

"*h*) The minimum wage rates for apprentice ladies' hairdressers are as follows:

	Per week
After six (6) months	$16.00
After twelve (12) months	24.00
After twenty-four (24) months	32.00

Wages for apprentice men's hairdressers are as follows:

First year: $16.00 per week plus 50% of the receipts over $26.00 per week.

Second year: $24.00 per week plus $50% of the receipts over $34.00 per week.

Third year: $32.00 per week plus 50% of the receipts over $42.00 per week.

3. The following sub-section "*l*" will be added to section VIII:

"*l*) After working hours, the necessary steps should be taken so that it be possible to see inside barber shops and ladies and men's hairdressing parlours. No curtain or signs should be placed so as to stop one from seeing inside."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 10, 1965. 10305-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de la Navigation Côtière et Intérieure du Port de Montréal, établi en exécution du décret numéro 406, du 26 février 1964, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 674 du 30 mars 1965, section « D », le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendements), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal (established in pursuance of decree number 406 of February 26, 1964) has been authorized to levy dues on the

convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 15 avril 1965 au 15 avril 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 406 doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/3 de 1% des salaires qu'ils paient à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 406 doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/3 de 1% de leurs salaires.

2. *Mode de perception*

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération payée à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et en faire remise audit Comité mensuellement, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du comité Conjoint de la Navigation Cotière et Intérieure du Port de Montréal pour la période comprise entre le 15 avril 1965 et le 15 avril 1966.

COMITÉ CONJOINT DE LA NAVIGATION COTIÈRE ET INTÉRIEURE DU PORT DE MONTRÉAL

Siège social: 353 St-Nicholas, suite 105, Montréal

Recettes:	
Prélèvement (1/3 de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 5,875.00
Salariés	5,875.00
	$11,750.00
Déboursés:	
Salaire	$ 6,138.00
Fonds de pension	400.00
Jetons de membres	540.00
Déplacement assemblée	2,550.00
Délégation	150.00
Loyer	1,100.00
Impression et papeterie	60.00
Poste et téléphone	270.00
Abonnement et publicité	60.00
Souscription	10.00
Frais affiliation	60.00
Assurance santé	160.00
Assurance groupe	125.00
Vérification	5.00
Divers	52.00
	$11,750.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 avril 1965. 10305-o

professional employers and employees subject to said decree, according to the methode and rate hereafter described. A by-law, approved by Order in Council number 674 of March 30, 1965, section "D", authorizes this levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from April 15, 1965 to April 15, 1966. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers subject to said decree number 406 must turn over to the Parity Committee, dues equivalent to 1/3 of 1% of the wages paid to their employees governed by said decree.

(*b*) Employees subject to said decree number 406 must turn over to the Parity Committee, dues equivalent to 1/3 of 1% of their wages.

2. *Collection method*

At the end of each week, the professional employer must collect, by means of a direct deduction from his employees' wages, the amounts due the Parity Committee. These should be forwarded monthly to the said Committee, together with his own dues.

The professional employer's report should be signed before being forwarded to the Parity Committee. This Committee has the authority to request an attestation of said report whenever it shall deem it advisable.

3. *Financial report*

In accordance with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal for the period April 15, 1965 to April 15, 1966.

JOINT COMMITTEE OF INLAND AND COASTAL NAVIGATION OF THE PORT OF MONTREAL

Head Office: suite 105, 353 St. Nicholas, Montreal

Receipts:	
Levy (1/3 of 1%):	
Professional employers	$ 5,875.00
Employees	5,875.00
	$11,750.00
Disbursements:	
Salary	$ 6,138.00
Pension fund	400.00
Tokens for members	540.00
Meeting travelling expenses	2,550.00
Delegation	150.00
Rent	1,100.00
Printing and stationery	60.00
Postage and telephone	270.00
Subscription and advertising	60.00
Subscription	10.00
Affiliation fees	60.00
Medical plan	160.00
Group insurance	125.00
Auditing of books	5.00
Miscellaneous	52.00
	$11,750.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 10, 1965. 10305-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1255 du 10 novembre 1949, a été autorisé par le règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 674 du 30 mars 1965, section « E », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 13 avril 1965 au 31 juillet 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

Conformément à la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee for the Automobile Industry of Rimouski (established in pursuance of decree number 1255 of November 10, 1949) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the method and rate hereafter described. A by-law, approved by Order in Council number 674 of March 30, 1965, section "E", authorizes this levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from April 13, 1965 to July 31, 1966. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said decree number 1255 and amendments, must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to said decree.

(*b*) Artisans governed by said decree number 1255 and amendments, must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salary laid down in the decree for the lowest journeyman.

(*c*) Employees governed by decree number 1255 and amendments, must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection method*

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information requested by said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect the levy imposed on his employees, by means of a direct deduction from their wages.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15 of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany said report. The Parity Committee has the authority to request and attestation of said report whenever it deems it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In compliance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the Parity Com-

l'Automobile de Rimouski, pour la période comprise entre le 13 avril 1965 et le 31 juillet 1966.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE RIMOUSKI
Siège social: Rimouski

État des revenus et des déboursés probables pour la période comprise entre le 13 avril 1965 et le 31 juillet 1966.

Revenus:	
Cotisation:	
Employeurs professionnels	$ 5,658.27
Salariés	5,649.08
Artisans	144.24
Amendes	85.00
Intérêts	554.25
	$12,090.84
Déboursés:	
Salaires	$ 3,700.00
Frais de déplacement de l'inspecteur	135.00
Frais des assemblées et jetons	1,925.00
Bonis	665.00
Frais de représentation	965.84
Papeterie, impression, timbres, téléphone	165.00
Loyer	830.00
Frais judiciaires	150.00
Vérification	290.00
Souscriptions	260.00
Frais d'affiliation	65.00
Assurance-groupe	30.00
Assurance-caution	20.00
Assurance-automobile	65.00
Dépréciation de l'ameublement	160.00
Apprentissage	2,665.00
	$12,090.84

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 avril 1965. 10305-o

mittee for the Automobile Industry of Rimouski for the period April 13, 1965 to July 31, 1966.

PARITY COMMITTEE FOR THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF RIMOUSKI
Head Office: Rimouski

Statement of estimated revenue and disbursements for the period April 13, 1965 to July 31, 1966.

Revenue:	
Dues:	
Professional employers	$5,658.27
Employees	5,649.08
Artisans	144.24
Fines	85.00
Interest	554.25
	$12,090.84
Disbursements:	
Salaries	$ 3,700.00
Inspector's travelling expenses	135.00
Meeting expenses and tokens	1,925.00
Bonuses	665.00
Representation expenses	965.84
Printing, stationery, postage, telephone	165.00
Rent	830.00
Legal fees	150.00
Auditing of books	290.00
Subscriptions	260.00
Affiliation fees	65.00
Group insurance	30.00
Fidelity bond	20.00
Automobile insurance	65.00
Furniture depreciation	160.00
Apprenticeship	2,665.00
	$12,090.84

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 10, 1965. 10305-o

Nominations

Président d'élection

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par Commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

District électoral — Electoral district	Nom, prénoms — Name, christian names	Profession ou occupation — Profession or calling	Domicile — Domicile
Saint-Sauveur	Zicat, Georges-E. (1)	Agent manufacturier — Manufacturer Agent	Québec

(1) En remplacement de monsieur Alfred Roy, démissionnaire.— In place of Mr. Alfred Roy, resigner.

Québec, le 5 avril 1965.
Le Président général des élections,
10291 FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Appointments

Returning-Officer

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

Quebec, April 5, 1965.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
10291 *Chief Returning-Officer.*

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governeur in Council has been pleased to make, by commission under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Québec, le 2 mars 1965.

M. Jean Bérubé, avocat et conseil en loi de la Reine, de la cité de Sillery, nommé, en vertu de l'article 267 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), à compter du 15 mars 1965, juge de district avec judiciction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Québec, et pour agir, dans la province, selon l'article 21 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de« magistrat de district », avec résidence dans la cité de Québec ou dans les environs, ledit M. Jean Bérubé, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme fuge de district, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe «*b*» de l'article 466 du Code criminel, à compter du 15 mars 1965, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Québec, le 17 mars 1965.

M. Léandre Prévost, de la ville de Montréal, avocat et membre du Barreau de la province, nommé, à compter du 16 mars 1965, juge de la Cour de Bien-Être-Social, avec juridiction s'étendant à tous les districts judiciaires pour lesquels la Cour de Bien-Être-Social est ou sera établie, mais tout particulièrement et sans restriction, au district judiciaire de Montréal, avec résidence dans la ville de Montréal ou dans le voisinage immédiat.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10257-o

Quebec, March 2, 1965.

Mr. Jean Bérubé, lawyer and Queen's Council, from the Town of Sillery, appointed under section 267 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes 1941, chapter 15), from and after March 15, 1965, district Judge, with judisdiction in the entire Province, but most especially and without restriction in the judicial district of Quebec, and to operate in the Province, according to section 21 of the Act 1-2 Elizabeth II, chapter 29, as district magistrate in that which concerns the jurisdictions attributed by the acts of the Parliament of Canada to the district magistrates, that these jurisdictions are attributed to them either under the litle of "magistrate" or under that of "district magistrate" with residence in the City of Quebec or vicinity, the said Mr. Jean Bérubé in view of this present appointment by the Lieutenant-Governor in Council, as district judge being authorized to operate, under the authority of paragraph "*b*" of section 466 of the Criminal Code, from and after March 15, 1965, the jurisdiction of a magistrate under part XVI of the Criminal Code.

Quebec, March 17, 1965.

Mr. Léandre Prévost, of Montreal and member of the Provincial Bar: appointed from and after March 16, 1965, Judge for Social Welfare Court, with jurisdiction extending to all judicial districts, for which ones, the Social Welfare Court is or will be established, but more especially and without restriction in the judicial district of Montreal, with residence in the city of Montreal or immediate vicinity.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10257

Soumissions

Ville de Tracy
Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul Blier, greffier, Hôtel de Ville, 1,022, Route Marie-Victorin, Tracy, comté de Richelieu, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 26 avril 1965, pour l'achat de $223,000 d'obligations de la ville de Tracy, comté de Richelieu, datées du 1er mai 1965 et remboursables par séries du 1er mai 1966 au 1er mai 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 109 — $183,500 — agrandissement de l'usine de filtration; 124 — $18,000 — aqueduc; 127 — $21,500 — voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1965.

Tableau d'amortissement — $223,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1966	$ 3,500
1er mai 1967	3,500
1er mai 1968	3,500
1er mai 1969	4,000
1er mai 1970	4,000

Tenders

Town of Tracy
County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul Blier, clerk, Town Hall, 1,022, Route Marie-Victorin, Tracy, county of Richelieu, until 8:00 o'clock p.m., Monday, April 26, 1965, for the purchase of an issue of $223,000 of bonds for the town of Tracy, county of Richelieu, dated May 1, 1965, and redeemable serially from May 1, 1966 to May 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on November 1 and May 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 109 — $183,500 — enlarging of filtration plant; 124 — $18,000 — aqueduct; 127 — $21,500 — Roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1965.

Table of redemption — $223,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1966	$ 3,500
May 1, 1967	3,500
May 1, 1968	3,500
May 1, 1969	4,000
May 1, 1970	4,000

1er mai 1971	$ 4,500
1er mai 1972	5,000
1er mai 1973	5,000
1er mai 1974	5,500
1er mai 1975	6,000
1er mai 1976	6,000
1er mai 1977	6,500
1er mai 1978	6,500
1er mai 1979	7,500
1er mai 1980	7,500
1er mai 1981	8,000
1er mai 1982	9,000
1er mai 1983	9,000
1er mai 1984	9,500
1er mai 1985	109,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Tracy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 26 avril 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 1,022, route Marie-Victorin, Tracy, comté de Richelieu.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Tracy, (Comté de Richelieu), ce 2 avril 1965.

Le Greffier,
PAUL BLIER.

Hôtel de Ville, 1,022, Route Marie-Victorin,
Tracy, (Richelieu), P.Q.
Téléphone: 743-7941, code 514. 10302-o

Ville de Châteauguay
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Hurtubise, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 5, rue de la Station, Châteauguay, comté de Châteauguay, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 27 avril 1965, pour l'achat de $390,500 d'obligations de la ville de Châteauguay, comté de Châteauguay, datées du 1er mai 1965 et remboursables par séries du 1er mai 1966 au 1er mai 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 233 — $10,300 — voirie; 235 — $8,500 — voirie; 236 — $19,400 — voirie; 241 — $30,500 — pose de ponceaux; 244 — $13,900 — voirie; 247 — $7,800 — voirie; 248 — $7,900 — aqueduc; 249 — $13,800 — éclairage de rues; 251 — $12,400 — égouts; 253 —

May 1, 1971	$ 4,500
May 1, 1972	5,000
May 1, 1973	5,000
May 1, 1974	5,500
May 1, 1975	6,000
May 1, 1976	6,000
May 1, 1977	6,500
May 1, 1978	6,500
May 1, 1979	7,500
May 1, 1980	7,500
May 1, 1981	8,000
May 1, 1982	9,000
May 1, 1983	9,000
May 1, 1984	9,500
May 1, 1985	109,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Tracy.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, at the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, April 26, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at Town Hall, 1,022, route Marie-Victorin, Tracy, county of Richelieu.

The council does not bind itself, to accept the highest or any of the tenders.

Tracy, (County of Richelieu), April 2, 1965.

PAUL BLIER,
Clerk.

Town Hall, 1,022 Route Marie-Victorin,
Tracy, (Richelieu), P.Q.
Telephone: 743-7941, code 514. 10302

Town of Châteauguay
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Claude Hurtubise, secretary-treasurer, Town Hall, 5 de la Station Street, Châteauguay, county of Châteauguay, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Tuesday, April 27, 1965, for the purchase of an issue of $390,500, of bonds for the town of Châteauguay, county of Châteauguay, dated May 1, 1965, and redeemable serially from May 1, 1966 to May 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on November 1 and May 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 233 — $10,300 — Roads; 235 — $8,500 — Roads; 236 — $19,400 — Roads; 241 — $30,500 — setting up of culverts; 244 — $13,900 — Roads; 247 — $7,800 — Roads; 248 — $7,900 — Aqueduct; 249 — $13,800 — Lighting of streets; 251 — $12,400 — sewers; 253 — $11,000

$11,000 — aqueduc; 259 — $48,800 — égouts; 260 — $3,500 — égouts; 261 — $140,000 — achat de terrains; 262 — $13,500 — pavage; 263 — $7,700 — éclairage de rues; 264 — $37,600 — égouts; 265 — $3,900 — voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1965.

Tableau d'amortissement — $390,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1966	$11,500
1er mai 1967	12,000
1er mai 1968	12,500
1er mai 1969	13,000
1er mai 1970	14,000
1er mai 1971	15,000
1er mai 1972	15,500
1er mai 1973	16,500
1er mai 1974	17,500
1er mai 1975	18,000
1er mai 1976	19,000
1er mai 1977	20,000
1er mai 1978	21,500
1er mai 1979	22,500
1er mai 1980	23,500
1er mai 1981	25,000
1er mai 1982	26,500
1er mai 1983	28,000
1er mai 1984	29,000
1er mai 1985	30,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égale à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 27 avril 1965, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 5, rue de la Station, Châteauguay, comté de Châteauguay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay, (Comté de Châteauguay), ce 6 avril 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
CLAUDE HURTUBISE.

Hôtel de Ville, 5, rue de la Station,
Châteauguay, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-6767, code 514. 10315-o

— aqueduct; 259 — $48,800 — sewers; 260 — $3,500 — sewers; 261 — $140,000 — purchase of lands; 262 — $13,500 — paving; 263 — $7,700 — lightning of streets; 264 — $37,600 — sewers, 265 — $3,900 — roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1965.

Table of redemption — $390,500 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1966	$11,500
May 1, 1967	12,000
May 1, 1968	12,500
May 1, 1969	13,000
May 1, 1970	14,000
May 1, 1971	15,000
May 1, 1972	15,500
May 1, 1973	16,500
May 1, 1974	17,500
May 1, 1975	18,000
May 1, 1976	19,000
May 1, 1977	20,000
May 1, 1978	21,500
May 1, 1979	22,500
May 1, 1980	23,500
May 1, 1981	25,000
May 1, 1982	26,500
May 1, 1983	28,000
May 1, 1984	29,000
May 1, 1985	30,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec at the Bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said Bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, April 27, 1965, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 5, de la Station Street, Châteauguay, county of Châteauguay.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay, (County of Châteauguay), April 6, 1965.

CLAUDE HURTUBISE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 5, de la Station Street,
Châteauguay, (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 692-6767, code 514. 10315

Cité de Longueuil
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Réal Bélanger, greffier, Hôtel de ville, 100 ouest, rue St-Charles, Longueuil, comté de Chambly, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 28 avril 1965,

City of Longueuil
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Réal Bélanger, Clerk, Town Hall, 100 St. Charles street West, Longueuil, county of Chambly, until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, April 28, 1965, for the pur-

pour l'achat de $501,500 d'obligations de la cité de Longueuil, comté de Chambly, datées du 1er mai 1965 et remboursables par séries du 1er mai 1966 au 1er mai 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut verier suivant les échéances.

Règlements Nos: 717 — $21,500 — voirie; 736 — $18,000 — élargissement de rue; 739 — $20,000 — voirie; 740 — $115,000 — aqueduc, égouts, voirie; 746 — $172,000 — usine de filtration; 749 — $35,500 — construction d'un chalet; 754 — $10,000 — égouts, voirie; 755 — $36,000 — voirie; 760 — $7,000 — enfouissement cable de téléphone; 767 — $35,500 — égouts; 768 — $31,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1965.

Tableau d'amortissement — $501,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1966	$15,500
1er mai 1967	16,000
1er mai 1968	16,000
1er mai 1969	17,000
1er mai 1970	18,000
1er mai 1971	21,000
1er mai 1972	22,000
1er mai 1973	23,000
1er mai 1974	25,000
1er mai 1975	25,000
1er mai 1976	23,000
1er mai 1977	25,000
1er mai 1978	26,000
1er mai 1979	27,000
1er mai 1980	29,000
1er mai 1981	31,000
1er mai 1982	33,000
1er mai 1983	34,000
1er mai 1984	37,000
1er mai 1985	38,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Longueuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 28 avril 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 100 ouest, rue St-Charles, Longueuil, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Longueuil, (Comté de Chambly), ce 7 avril 1965.

Le Greffier,
RÉAL BÉLANGER.

Hôtel de ville, 100 ouest, rue St-Charles,
Longueuil, (Chambly), P.Q.
Téléphone: 674-4911, code 514. 10316-o

chase of an issue of $501,500 of bonds for the Town of Longueuil, county of Chambly, dated May 1st, 1965, and redeemable serially from May 1st, 1966 to May 1st, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on November 1st and May 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 717 — $21,500 — Roads; 736 — $18,000 — widening of street; 739 — $20,000 — Roads; 740 — $115,000 — aqueduct, sewers, roads; 746 — $172,000 — filtration plant; 749 — $35,500 — building of a cottage; 754 — $10,000 — sewers, roads; 755 — $36,000 — roads; 760 — $7,000 — underground telephone cable; 767 — $35,500 — sewers; 768 — $31,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1st, 1965.

Table of redemption — $501,500 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1966	$15,500
May 1, 1967	16,000
May 1, 1968	16,000
May 1, 1969	17,000
May 1, 1970	18,000
May 1, 1971	21,000
May 1, 1972	22,000
May 1, 1973	23,000
May 1, 1974	25,000
May 1, 1975	25,000
May 1, 1976	23,000
May 1, 1977	25,000
May 1, 1978	26,000
May 1, 1979	27,000
May 1, 1980	29,000
May 1, 1981	31,000
May 1, 1982	33,000
May 1, 1983	34,000
May 1, 1984	37,000
May 1, 1985	38,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Longueuil.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec at the Bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the Bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, April 28, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 100 St. Charles St. West, Longueuil, county of Chambly.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Longueuil, (County of Chambly), April 7, 1965.

RÉAL BÉLANGER,
Clerk.

Town Hall, 100 St. Charles St. West,
Longueuil, (Chambly), P.Q.
Telephone: 674-4911, code 514. 10316

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sillery
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léandre Faguy, secrétaire-trésorier, 1700, rue Sheppard, Sillery, comté de Québec, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 26 avril 1965, pour l'achat de $45,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sillery, comté de Québec, datées du 1er mai 1965 et remboursables par séries du 1er mai 1966 au 1er mai 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 17 mars 1965 — $45,000 — dépenses extrabudgétaires en immobilisation.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1965.

Tableau d'amortissement — $45,000 — 15 ans

Année	*Capital*
1er mai 1966	$2,000
1er mai 1967	2,000
1er mai 1968	2,000
1er mai 1969	2,500
1er mai 1970	2,500
1er mai 1971	2,500
1er mai 1972	2,500
1er mai 1973	3,000
1er mai 1974	3,000
1er mai 1975	3,500
1er mai 1976	3,500
1er mai 1977	3,500
1er mai 1978	4,000
1er mai 1979	4,000
1er mai 1980	4,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sillery.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 26 avril 1965, à 7.30 heures du 1700, rue Sheppard, Sillery, Québec 6.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sillery, (Comté de Québec), ce 6 avril 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉANDRE FAGUY.

1700, rue Sheppard, C.P. 146,
Sillery, (Québec 6), P.Q.
Téléphone: 527-2659, code 418. 10317-o

The school commissioners for the municipality of Sillery
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Léandre Faguy, secretary-treasurer, 1700 Sheppard Street, Sillery, county of Quebec, until 7:30 o'clock p.m., Monday, April 26, 1965, for the purchase of an issue of $45,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Sillery, county of Quebec, dated May 1, 1965, and redeemable serially from May 1, 1966 to May 1, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¼%, payable semi-annually on November 1 and May 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated March 17, 1965 — $45,000 — immobilization expenses outside the budget.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1965.

Table of redemption — $45,000 — 15 years

Year	*Capital*
May 1, 1966	$2,000
May 1, 1967	2,000
May 1, 1968	2,000
May 1, 1969	2,500
May 1, 1970	2,500
May 1, 1971	2,500
May 1, 1972	2,500
May 1, 1973	3,000
May 1, 1974	3,000
May 1, 1975	3,500
May 1, 1976	3,500
May 1, 1977	3,500
May 1, 1978	4,000
May 1, 1979	4,000
May 1, 1980	4,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sillery.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, April 26, 1965, at 7:30 o'clock p.m., at 1700 Sheppard Street, Sillery, Quebec 6.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Sillery, (County of Quebec), April 6, 1965.

LÉANDRE FAGUY,
Secretary-Treasurer.

1700 Sheppard Street, P.O. Box 146,
Sillery, (Quebec 6), P.Q.
Telephone: 527-2659, code 418. 10317

Paroisse de St-Henri-de-Mascouche

Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Christian LaBoissière, secrétaire-trésorier, 108, Blvd Ste-Marie-Ouest, St-Henri-de-Mascouche, comté de L'Assomption, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 26 avril 1965, pour l'achat de $300,000 d'obligations de la paroisse de St-Henri-de-Mascouche, comté de L'Assomption, datées du 1er mai 1965 et remboursables par séries du 1er mai 1966 au 1er mai 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 155 — $254,900 — aqueduc et égouts; 158 — $45,100 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1965.

Tableau d'amortissement — $300,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1966	$ 3,500
1er mai 1967	4,000
1er mai 1968	4,000
1er mai 1969	4,500
1er mai 1970	4,500
1er mai 1971	5,500
1er mai 1972	5,500
1er mai 1973	6,000
1er mai 1974	6,000
1er mai 1975	6,500
1er mai 1976	7,000
1er mai 1977	7,000
1er mai 1978	7,500
1er mai 1979	8,000
1er mai 1980	9,000
1er mai 1981	9,000
1er mai 1982	9,500
1er mai 1983	10,000
1er mai 1984	10,500
1er mai 1985	172,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudication s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 26 avril 1965, à 8 heures du soir, Salle municipale, rue Dupras, St-Henri-de-Mascouche, comté de L'Assomption, P.Q.

Parish of St-Henri-de-Mascouche

County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Christian LaBoissière, secretary-treasurer, 108 Ste-Marie-West Blvd., St-Henri-de-Mascouche, county of L'Assomption, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, April 26, 1965, for the purchase of an issue of $300,000 of bonds for the parish of St-Henri-de-Mascouche, county of L'Assomption, P.Q., dated May 1, 1965, and redeemable serially from May 1, 1966 to May 1 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 155 — $254,900 — Aqueduct and sewers: 158 — $45,100 — Aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1965.

Table of redemption — $300,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1966	$ 3,500
May 1, 1967	4,000
May 1, 1968	4,000
May 1, 1969	4,500
May 1, 1970	4,500
May 1, 1971	5,500
May 1, 1972	5,500
May 1, 1973	6,000
May 1, 1974	6,000
May 1, 1975	6,500
May 1, 1976	7,000
May 1, 1977	7,000
May 1, 1978	7,500
May 1, 1979	8,000
May 1, 1980	9,000
May 1, 1981	9,000
May 1, 1982	9,500
May 1, 1983	10,000
May 1, 1984	10,500
May 1, 1985	172,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, April 26, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Municipal Hall Dupras St., St-Henri-de-Mascouche, county of L'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Henri-de-Mascouche, (Comté de L'Assomption), ce 7 avril 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
CHRISTIAN LABOISSIÈRE.

108, Blvd Ste-Marie Ouest,
St-Henri-de-Mascouche, (L'Assomption), P.Q.,
Téléphone: 474-2555, code 514. 10318-o

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Henri-de-Mascouche, (County of L'Assomption), April 7, 1965.

CHRISTIAN LABOISSIÈRE,
Secretary-Treasurer.

108, Ste-Marie-West Blvd.,
St-Henri-de-Mascouche, (L'Assomption), P.Q.,
Telephone: 474-2555, code 514. 10318

Syndicats professionnels

Syndicat des employés municipaux de la ville de Kénogami

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des employés municipaux de la ville de Kénogami », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 26 février 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le 4 mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10268-o 89-64

Fédération des producteurs de poulets du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de « Fédération des producteurs de poulets du Québec », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 26 février 1965.

Le siège social de ladite fédération est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 4 mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10269-o 15-65

Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alban

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alban », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 8 septembre 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Alban, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Québec, le 10 septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
10288-o RAYMOND DOUVILLE.

Le Syndicat des producteurs fournisseurs de lait nature de la région de St-Jean

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs fournisseurs de lait nature de la région de St-Jean », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 18 mars 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Québec, le 22 mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10289-o 24-65

Professional Syndicates

Syndicat des employés municipaux de la ville de Kénogami

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des employés municipaux de la ville de Kénogami", has been authorized by the Provincial Secretary on February 26, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

Quebec, March 4, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10268 89-64

Fédération des producteurs de poulets du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a federation of professional syndicates under the name of "Fédération des producteurs de poulets du Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on February 26, 1965.

The head office of the said federation is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, March 4, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10269 15-65

Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alban

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alban", has been authorized by the Provincial Secretary on Septembre 8, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Alban, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Quebec, September 10, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
10288 *Assistant Secretary of the Province.*

Le Syndicat des producteurs fournisseurs de lait nature de la région de St-Jean

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs fournisseurs de lait nature de la région de St-Jean", has been authorized by the Provincial Secretary on March 18, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Quebec, March 22, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10289 24-65

Western Quebec Beekeepers Association
L'Association des apiculteurs de l'Ouest du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Western Quebec Beekeepers Association — L'Association des apiculteurs de l'Ouest du Québec », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 8 mars 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Hull, district judiciaire de Hull.

Québec, le 16 mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10290-o 82-64

Western Quebec Beekeepers Association
L'Association des apiculteurs de l'Ouest du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Western Quebec Beekeepers Association — L'Association des apiculteurs de l'Ouest du Québec", has been authorized b the Provincial Secretary on March 8, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Hull, judicial district of Hull.

Quebec, March 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10290 82-64

Syndicat de l'U.C.C. de la région de Buckingham

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat de l'U.C.C. de la région de Buckingham », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 1er avril 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Buckingham, district judiciaire de Hull.

Quebec, le 2 avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10303-o 98-64

Syndicat de l'U.C.C. de la région de Buckingham

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat de l'U.C.C. de la région de Buchingham", has been authorized by the Provincial Secretary on April 1, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Buckingham. judicial district of Hull.

Quebec, April 2, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10303 98-64

Syndicat des producteurs de bleuets de St-Honoré (U.C.C.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des producteurs de bleuets de St-Honoré (U.C.C.) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 5 avril 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Honoré, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le 6 avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10319-o 79-64

Syndicat des producteurs de bleuets de St-Honoré (U.C.C.)

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des producteurs de bleuets de St-Honoré (U.C.C.)", has been authorized by the Proincial Secretary on April 5, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Honoré, judicial district of Chicoutimi.

Quebec, April 6, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10319 79-64

Syndicat des producteurs de bleuets de Val-Paradis

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des producteurs de bleuets de Val-Paradis », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 5 avril 1965..

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Val-Paradis, district judiciaire d'Abitibi.

Québec, le 6 avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10320-o 16-65

Syndicat des producteurs de bleuets de Val-Paradis

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des producteurs de bleuets de Val-Paradis", has been authorized by the Provincial Secretary on April 5, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Val-Paradis, judicial district of Abitibi.

Quebec, April 6, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10320 16-65

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présents donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de mai 1964, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the 1st day of May 1964, and still remaining unclaimed in the offices of the Cana-

Express Company, à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 128 est, rue King, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le sixième jour de mai 1965, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Qué., le 22 mars 1965.

Canadian Pacific Express Company
Le Surintendant général,
E. M. THRASHER.

10152-13-6-o

dian Pacific Express Company at different points in the Province of Quebec, will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at eleven o'clock in the forenoon, on the 6th day of May 1965, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Quebec, Que., March 22, 1965.

Canadian Pacific Express Company
E. M. THRASHER,
General Superintendent.

10152-13-6-o

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HÉRITAGES** sous-mentionnés **ont été saisis et seront** vendus aux temps et lieux **respectifs, tels** que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 13,779. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, district de Québec, demandeur-requérant-saisissant, *vs* ROGER AUMOND, cultivateur, demeurant à St-Lambert de Desmeloizes, comté d'Abitibi-Ouest, P.Q., défendeur-intimé-saisi.

Avis de vente

« Le lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq (5) du rang six (VI) au cadastre officiel pour le canton de Desmeloizes (Abitibi) avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Lambert de Desmeloizes, comté d'Abitibi-Ouest, P.Q., le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL 1965 à TROIS heures de l'après-midi.

Fait à Amos, ce onzième jour de mars 1965.

Le Shérif,
R. COSSETTE.

10050-12-2-o

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 13,779. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff-petitioner-seizing, *vs* ROGER AUMOND, farmer, residing at St-Lambert de Desmeloizes, county of Abitibi-West, P.Q., defendant-respondent-seized.

Notice of sale

"A lot of land known and designated under number five (5), range six (VI), of the official cadaster for the township of Desmeloizes (Abitibi), with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Lambert de Desmeloizes, county of Abitibi-West, P.Q., the TWENTY-SECOND day of APRIL, 1965, at THREE o'clock in the afternoon

Amos, eleventh day of March, 1965.

R. COSSETTE,
Sheriff.

10050-12-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, No 126-787. DAME ANNETTE ROY, ménagère, domiciliée et résidant à St-Anselme, comté de Dorchester, P.Q., veuve de feu Antonin Roy, de son vivant du même lieu, agissant tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs Laurette, Marcel, Lucie, Solange, Hervé, Roger et Michel, demanderesse, *vs* ALBERT FLEURY, résidant à Ste-Claire, comté de Dorchester, P.Q., défendeur, à savoir:

« Un lot désigné comme étant le lot No 425 partie du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Claire, Dorchester, avec bâtisses, étant un emplacement avec la maison qui s'y trouve, contenant cent dix pieds (110') de largeur nord-sud sur quatre-vingt-dix (90') pieds de profondeur

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Superior Court, No. 126-787. DAME ANNETTE ROY, housewife, domiciled and residing at St-Anselme, county of Dorchester, P.Q., widow of the late Antonin Roy, during his lifetime of the same place, personally in her quality of tutrix for her minor children, Laurette, Marcel, Lucie, Solange, Hervé, Roger and Michel, plaintiff, *vs* ALBERT FLEURY, residing at Ste-Claire, county of Dorchester, defendant, to wit:

"A lot designated as being lot No. 425, as being part of the official cadaster of Ste-Claire, parish, county of Dorchester, with buildings, being an emplacement with the house situated thereon, having an area of one hundred and ten feet (110') in width, north south by ninety feet

dans la ligne nord et deux cents (200′) pieds de profondeur dans la ligne sud, borné comme suit: au sud par le terrain de Émilien Lamontagne et tel que clôturé, à l'est par une partie du lot No 425 déjà vendu tel que clôturée, au nord par une autre partie déjà vendue du lot No 425 à l'ouest par le chemin public. »

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Ste-Claire, comté de Dorchester, le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce,
le 9 mars 1965. 10030-12-2-o

[Première insertion: 20 mars 1965]
[Deuxième insertion: 10 avril 1965]

of depth (90′) on the north line, and by two hundred feet (200′) in depth in the south line, bounded as follows: south, by the land of Émilien Lamontagne, such as fenced, east by part of lot No. 425, already sold, such as fenced, north, by another part, already sold from lot No. 425, west by the public road".

To be sold at the parochial church door of Ste-Claire, county of Dorchester, the TWENTY-EIGHT-day of APRIL, 1965, at TEN o'clock in the morning.

ADALBERT LESSARD,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce,
March 9, 1965. 10030-12-2

[First insertion: March 20, 1965]
[Second insertion: April 10, 1965]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, No. 6760 — EDOUARD SERGERIE, marchand de Cap-Chat, district de Gaspé, demandeur, *vs* ZÉNON MICHAUD, 9119 Blvd. Pie IX, apt. 14, ville St-Michel, Montréal, défendeur.

« Lot numéro 22-2, rang 2, Canton Cap-Chat, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Cap-Chat, comté et district de Gaspé, LUNDI, le DIX-SEPTIÈME jour de MAI 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 31 mars 1965. 10322-15-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, No. 6760 — EDOUARD SERGERIE, merchant of Cap-Chat, district of Gaspé, plaintiff, *vs* ZÉNON MICHAUD, 9119 Blvd. Pie IX, apt. 14, ville St-Michel, Montreal, defendant.

"Lot number 22-2, Range 2, Township Cap-Chat, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies".

To be sold at the parochial church door of Cap-Chat, county and district of Gaspé, MONDAY, the SEVENTEENTH day of MAY, 1965, at TEN o'clock in the morning.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's Office Office,
Percé, March 31, 1965. 10322-15-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 5862. — LIONEL HOTTE, entrepreneur général, des cité et district de Hull, demandeur, *vs* GABRIEL LACASSE, peintre, résidant à 1, rue Mercier, cité et district de Hull, défendeur.

« Un terrain, connu et désigné comme étant les lots numéros huit cent quatre-vingt-onze, huit cent quatre-vingt-douze, huit cent quatre-vingt-treize, huit cent quatre-vingt-quatorze « A », partie du lot huit cent quatre-vingt-quatorze « B », partie du lot onze cent soixante-sept et partie du lot onze cent soixante-huit « A », du plan de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent cinquante-cinq (255-891, 892, 893, 894A, ptie 894B, ptie 1167 et ptie 1168A) du Quartier numéro un, aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull. »

Avec toutes les immeubles y dessus érigés, circonstances et dépendances, portant le numéro civique 15, rue Booth, Hull.

Pour être vendus « en bloc » à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
ce 15 mars 1965. 10087-12-2-o

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Super or Court, No. 5862. — LIONEL HOTTE, general contractor, of city and district of Hull, plaintiff, *vs* GABRIEL LACASSE, painter, residing at number 1, Mercier Street, city and district of Hull, defendant.

"A land known and designated as being lots number: eight hundred and ninety-one, eight hundred ninety-two, eight hundred and ninety-three, eight hundred and ninety-four "A", part of lot eight hundred and ninety-four "B", part of lot eleven hundred and sixty-seven and part of lot eleven hundred and sixty-eight "A", from the plan of the official subdivision of the original lot number two hundred and fifty-five (255-891, 892, 893, 894A, pt. 894B, pt. 1167 and pt. 1168A) of Ward number one, in the official plan and book of reference of the city of Hull."

With all buildings erected thereon, circumstances and dependencies, bearing civic number 15 Booth Street, Hull.

To be sold "en bloc", at my office, at the Court House, in the city of Hull, the TWENTY-SECOND day of APRIL, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
March 15, 1965 10087-12-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 6989. } BOB MASSON AUTO LTÉE, corps doué de la personnalité civile et politique et ayant son siège social à Buckingham, district de Hull, demanderesse, *vs* AURÈLE (GRATTON) FRAPPIER, de Thurso, district de Hull, défendeur.

« Un emplacement connu et désigné comme étant partie du lot numéro vingt-neuf (Ptie 29) au cadastre officiel du village de Thurso, mesurant soixante pieds (60′) de largeur, à partir à 280′ à l'ouest de la ligne est dudit lot 29, en allant vers l'ouest, sur une profondeur de cent vingt pieds (120′), à partir de la rue Victoria, en allant vers le sud; ayant une superficie de sept mille deux cents pieds carrés (7200 pi.ca.), plus ou moins; avec bâtisses dessus érigées; Ledit emplacement est aussi connu comme étant la subdivision No 29-5, suivant plan de la subdivision de partie dudit lot 29 fait par Ed. J. Rainbot, A.G., en date du 24 août 1925, et non encore déposé au bureau d'enregistrement; borné en front, au nord, par la rue Victoria, ou route No 8, vers le sud par le lot 29-17 dudit plan non déposé, d'un côté vers l'est par la subdivision 29-4 dudit plan non déposé, et vers l'ouest par la subdivision 29-6 du même plan non déposé ».

Pour être vendu à la porte de l'église St-Jean l'Évangéliste, à Thurso, le VINGT ET UNIÈME jour d'AVRIL, 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
ce 11 mars, 1965.

10088-12-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 6989. } BOB MASSON AUTO LTÉE, a body civil and politic, having its head office at Buckingham, district of Hull, plaintiff, *vs* AURÈLE (GRATTON) FRAPPIER, from Thurso, district of Hull, defendant.

"An emplacement known and designated as being part of lot number twenty-nine (Pt 29), of the official cadaster of the village of Thurso, measuring sixty feet in width (60′), starting from 280 feet west of the east line of the said lot 29, gloing towards west, by a depth of a hundred ans twenty feet (120′), starting from Victoria Street, going towards south, enclosing an area of seven thousand and two hundred square feet (7,200′ sq. ft.), more or less; with buildings erected thereon: Said emplacement also known as being the subdivision No. 29-5, according to the plan of the subdivision of part of the said lot 29, made by Ed. J. Rainbot, surveyor, dated August 24, 1925, and not yet filed at the Registration Office; bounded in front, north by Victoria Street or Route No. 8, towards south by lot 29-17 of the said unfiled plan, from one side, towards the east by subdivision 29-4 of said unfiled plan, and towards west, by subdivision 20-6 of said unfiled plan".

To be sold at the church door of St-Jean l'Évangéliste, at Thurso, the TWENTY-FIRST day of APRIL, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
this March 11, 1965.

10088-12-2-o

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour de Magistrat, No 30810. } DR. GÉRARD ROCHON, médecin, domicilié à Buckingham, district de Hull, et ayant payé toutes ses cotisations au Collège des Médecins de la Province de Québec, demandeur, *vs* Dame ALDÈGE LAVERGNE, de Ripon, dit district, défenderesse.

« Un emplacement désigné au cadastre officiel de la paroisse Ste-Angélique, comme étant partie du lot numéro cent dix neuf A (119A), de la contenance de soixante pieds (60′) de front sur la rue MacKay, sur quatre-vingt pieds (80′) de profondeur et compris dans les bornes suivantes: Au Nord la propriété de M. Ernest Fournel; à l'Est la rue MacKay, au Sud la propriété de M. William Weston aujourd'hui M. Steen, à l'Ouest le résidu dudit lot. Avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église Ste. Angélique, à Papineauville, le VINGT-ET-UNIÈME jour d'AVRIL, 1965, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
ce 11 mars, 1965.

10089-12-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrates Court, No. 30810. } DR. GÉRARD ROCHON, physician, residing at Buckingham, district of Hull and having paid all his fees at the College of Physicians of the Province of Quebec, plaintiff, *vs* Dame ALDÈGE LAVERGNE, of Ripon, said district, defendant.

"An emplacement designated in the official cadaster of Ste-Angélique parish, as being part of lot number one hundred and nineteen A (119A), measuring sixty feet (60′) in front on MacKay street, by eighty feet (80′) in depth, and enclosing the following boundaries: North by the property of M. Ernest Fournel; East, by MacKay Street; South, by the property of William Weston, to-day M. Steen; West, by the residue of said lot. With buildings erected thereon".

To be sold at the church door of Ste-Angélique parish, at Papineauville, the TWENTY-FIRST day of APRIL, 1965, at FOUR o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
March 11, 1965.

10089-12-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour de Magistrat, No 44328. } ME FRANÇOIS BEAUPARLANT, notaire, domicilié à Buckingham, district de Hull, et ayant payé toutes ses cotisations à la Chambre des Notaires de la province de Québec, demandeur, *vs* LUCIEN ROBITAILLE, de Buckingham, district de Hull, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme le lot cent soixante-et-un de la subdivision du lot cinq

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrate's Court, No. 44328. } ME FRANÇOIS BEAUPARLANT, notary, domiciled at Buckingham, district of Hull, and having paid all his dues to the "Chambre des Notaires" of the province of Quebec, plaintiff, *vs* LUCIEN ROBITAILLE, of Buckingham, district of Hull, defendant.

"An immoveable known and designated as lot one hundred and sixty-one of the subdivision

cent trente-trois (533-161) au cadastre officiel de la ville de Buckingham ».

Avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église St-Grégoire de Naziance, à Buckingham, le QUATORZIÈME jour de MAI, 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
ce 5 avril, 1965.

10323-15-2-o

of lot five hundred and thirty-three (533-161) on the official cadaster of the town of Buckingham".

With buildings thereon erected.

To be sold at the church door of St-Grégoire de Naziance, at Buckingham, the FOURTEENTH day of MAY, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's office,
April 5, 1965.

10323-15-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, Kamouraska, No 24-654. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* LES HÉRITIERS DE MAURICE THIBAULT, de son vivant cultivateur à St-Juste du Lac, comté de Témiscouata.

« Une terre située en la paroisse de St-Juste du Lac, contenant quatre-vingt-neuf acres en superficie, plus ou moins, connue comme étant le lot primitif numéro dix du rang quatre de St-Juste (10, rang IV, St-Juste), Seigneurie de Madawaska (Lac Témiscouata), partie non cadastrée, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; lequel lot est borné au sud-ouest par le chemin public entre les rangs trois et quatre, au nord-est aux terres du rang six, au nord-ouest, par le lot neuf dudit rang quatre, et au sud-est par le lot onze dudit rang.

Tel que le tout est présentement. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Juste du Lac, comté de Témiscouata, le VINGT-NEUVIÈME (29) jour d'AVRIL 1965, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Maurice Morin.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 13 mars 1965.

10090-12-2-o

[Première insertion: le 20 mars 1965]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, Kamouraska, No. 24-654. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* THE HEIRS OF MAURICE THIBAULT, in his lifetime, farmer, of St-Juste du Lac, county of Témiscouata.

"A farm situated in the parish of St-Juste du Lac, having an area of eighty-nine acres, more or less, known as being original lot number ten on range four in St-Juste (10, range IV, St-Juste), Seigniory of Madawaska (Lake Témiscouata), an unregistered part in the cadaster, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, which lot is bounded on the southwest by the public road between ranges three and four, on the northeast by the farms on range six, on the northwest by lot nine on said range four, and on the southeast by lot eleven on the said range.

The whole as it is presently to be found."

To be sold at the church door of St-Juste du Lac, county of Témiscouata, on the TWENTY-NINTH (29) day of APRIL, 1965, at THREE o'clock in the afternoon (daylight saving time).

Maurice Morin,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
March 13, 1965.

10090-12-2

[First insertion: March 20, 1965]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 646 485. BEAVER HALL INVESTMENTS, LTD., demanderesse, *vs* JULIUS KUGLER, défendeur.

Ce certain emplacement situé dans la paroisse de St-Vincent de Paul, comté de Laval, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trois cent soixante (Ptie 360) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent de Paul, ladite partie mesurant quatre cent cinq pieds (405′) de largeur en front au long du boulevard Levesque, sur une profondeur de neuf cent quarante pieds (940′) mesurés au long de la ligne de son côté sud-ouest, de là en se rétrécissant à la largeur de trois cent soixante-deux pieds et trois dixièmes d'un pied (362.3′) pour la profondeur restante dudit lot trois cent soixante, et ledit morceau de terrain borné en front au sud-est par le boulevard Lévesque, en arrière au nord-ouest par la ligne séparative entre la paroisse de St-Vincent de Paul et la paroisse de

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 646 485. BEAVER HALL INVESTMENTS LTD., plaintiff, *vs* JULIUS KUGLER, defendant.

That certain emplacement situate in the parish of St-Vincent de Paul, county of Laval, known and designated as being part of lot number three hundred and sixty (Pt. 360) on the official plan and book of reference of the parish of St-Vincent de Paul, measuring the said part four hundred and five feet (405′) in width in front along Blvd. Levesque by a depth of nine hundred and forty feet (940′) measured along its southwest side line, thence narrowing to width of three hundred and sixty-two feet and three-tenths of a foot (362.3′) for the remaining depth of the said lot three hundred and sixty, and bounded the said part in front to the southeast by Levesque Boulevard, in rear to the northwest by the division line between the parish of St-Vincent de Paul and the parish of

St-François de Sales, d'un côté au nord-est par le lot trois cent soixante et un dudit cadastre et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot trois cent soixante.

À déduire cependant, de la partie ci-dessus décrite cette partie du lot trois cent soixante ayant front sur ledit boulevard Lévesque, mesurant cent pieds (100′) de largeur le long dudit boulevard Lévesque et étant la fin de la partie sud-est de la partie ci-dessus décrite et appartenant à Marius Roth ou représentants.

Toutes les dimensions ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins.

La superficie totale de cet emplacement ci-dessus décrite, moins la partie déduite tel que mentionné précédemment, étant d'un million six cent soixante-dix-sept mille neuf cent vingt-six pieds (1,677,926 pieds carrés) mesure anglaise et plus ou moins.

Tel que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Une partie du lot originaire numéro trois cent quarante-neuf (Ptie 349) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St Vincent de Paul, mesurant cent quarante pieds (140′) de largeur sur six cents pieds (600′) de profondeur, contenant une superficie de quatre-vingt-quatre mille pieds carrés (84,000 pi. c.) et bornée au nord-ouest et au nord-est par une partie du lot 349, au sud-ouest par le lot 348 et au sud-est par une autre partie du lot 349 la ligne sud-est d'icelui y étant parallèle et à une distance de trois cent vingt-sept pieds (327′) du boulevard Lévesque. Avec la bâtisse dessus érigées.

Un dépôt de $5,547.80 sera exigé de chaque et tout enchérisseur, conformément à un jugement rendu par l'Honorable Juge Y. Mayrand, le 19e jour de février 1965.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Vincent-de-Paul, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL 1965 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ULRIC G.-LAURENCELLE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 15 mars 1965. 10092-12-2

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 480 597. { JOSEPH ASPIROT, demandeur, *vs* FRANK HOLMES, defendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue St-Luc en la ville de Montréal, mesurant vingt-six pieds (26) de largeur sur une profondeur de cent pieds (100) composé de:

a) toute la resubdivision trente-quatre (34) de la subdivision soixante-quatorze (74) du lot originaire mille six cent cinquante-quatre (1654-74-34) au cadastre officiel du quartier St-Antoine de la ville de Montréal, contenant une largeur de vingt-cinq (25) sur une profondeur de cent pieds (100);

b) La partie nord-est de la resubdivision trente-cinq (35) de la subdivision soixante-quatorze (74) dudit lot originaire mille six cent cinquante-quatre (1654-74-N.E. 35) audit cadastre officiel, contenant une largeur d'un pied (1′) sur une profondeur de cent pieds (100′) et étant bornée en front au nord-ouest par ladite rue St-Luc, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-est St-François de Sales, on one side to the northeast by lot three hundred and sixty-one of the said cadastre and on the other side to the southwest by the residue of said lot three hundred and sixty.

To be deducted, however, from the part herein above described that part of said lot three hundred and sixty-fronting on said Blvd. Levesque, measuring one hundred feet (100′) in width along the said Blvd. Levesque and being the extreme southeasterly part of the part hereinabove described and belonging to Marius Roth or representatives.

All the above measurements are English measure and more or less.

The total area of the emplacement hereinabove described, less the part deducted as aforesaid, being one million six hundred and seventy-seven thousand nine hundred and twenty-six square feet (1,677,926 sq. ft.), English measure and more or less.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

Part of original lot number three hundred and forty-nine (Pt. 349) on the said official plan and book of reference of the parish of St-Vincent de Paul, measuring one hundred and forty feet (140′) in width by six hundred feet (600′) in depth, containing a superficial area of eighty-four thousand square feet (84,000 sq. ft.) and bounded to the northwest and northeast by part of lot 349, to the southwest by lot 348 and to the southeast by another part of lot 349; the south-east line whereof being parallel to and at a distance of three hundred and twenty-seven feet (327′) from Levesque Boulevard. With the building thereon erected.

A deposit of $5,547.80 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment rendered by the Honourable Justice Y. Mayrand, on the 19th day of February, 1965.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Vincent de Paul, on the TWENTY-THIRD day of APRIL, 1965, at ELEVEN o'clock in the morning.

ULRIC G.-LAURENCELLE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March 15, 1965. 10092-12-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 480 597. { JOSEPH ASPIROT, plaintiff, *vs* FRANK HOLMES, defendant.

"An emplacement fronting on St. Luc Street in the City of Montreal, measuring twenty-six feet (26) in width by a depth one hundred feet (100) composed of:

(*a*) The whole of resubdivision thirty-four (34) of subdivision seventy-four (74) of original lot one thousand six hundred fifty-four (1654-74-34) of the official cadaster of the St. Antoine Ward of the City of Montreal, containing a with of twenty-five (25) by a depth of one hundred feet (100);

(*b*) The north-east part of the resubdivision thirty-five (35) of the subdivision seventy-four (74) of the said original lot one thousand six hundred fifty-four (1654-74-N.E. 35) on the said official cadastre, containing a width of one feet (1′) by a depth of one hundred feet (100′) and being bounded in front to the north-west by the said St. Luc Street, in the rear by a lane, on one

par ladite resubdivision trente-quatre (34) et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu ou la plus grande partie de ladite resubdivision trente-cinq (35); et

c) Une bande de terrain de forme triangulaire prise du côté sud-ouest de la resubdivision trente-trois (33) de ladite subdivision soixante-quatorze dudit lot originaire No. mille six cent cinquante-quatre (1654-74-S.O. bande 33) audit cadastre officiel, ayant une superficie de sept pieds carrés, ladite bande de terrain étant localisée à une distance de cinquante-deux pieds (52′) de ladite rue St-Luc, où elle mesure cinq pouces (5) de largeur et se termine à un point d'une profondeur éloignée d'environ trente-deux pieds (32′) bornée au sud-ouest par une partie de ladite resubdivision trente-quatre (34), au nord-est, sud-est et nord-ouest par le résidu de ladite resubdivision trente-trois (33).

Avec la bâtisse dessus érigée, portant les numéros civiques 1920 et 1922 de ladite rue St-Luc, dont les murs en pignon sont mitoyens.

Avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes qui y sont attachées et plus particulièrement avec la servitude d'un droit de vue créée en vertu d'un acte exécuté devant Me H.B. McLean, notaire, le 2e jour de septembre dix-neuf cent vingt-cinq (1925) et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le le numéro 090352.

Toutes les dimensions ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins.

Tel que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

« Ce certain emplacement ayant front sur la rue St-Marc en la Ville de Montréal, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro soixante-quatorze (74) au plan de subdivision officielle du lot numéro mille six cent cinquante-quatre (1654-ptie 74) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine ledit emplacement mesurant vingt-cinq pieds (25) de largeur sur soixante-dix-sept pieds et cinq pouces de profondeur (77′ 5p.) le tout de mesure anglaise et plus ou moins et étant borné, en front au nord-est par ladite rue St-Marc, en arrière au sud-ouest par une ruelle, sur les côtés nord-ouest et sud-est par d'autres parties du dit lot de subdivision numéro soixante-quatorze (74) la ligne de côté sud-est dudit emplacement y étant parallèle et s'allongeant à une distance de cent quatre-vingt-deux pieds (182′) mesure anglaise de la rue Ste-Catherine ouest, le tout avec la bâtisse dessus érigée, comprenant celle portant le numéro civique 1436 de ladite rue St-Marc, les murs en pignon sur les deux côtés sont mitoyens avec les propriétés adjacentes.

Avis le droit de passage en commun avec d'autres ayant des droits dans la ruelle située en arrière dudit emplacement.

Dans la présente vente sont inclus tous les accessoires électriques, trois poëles à gaz, deux refrigérateurs, les appareils de chauffage et tous les dispositifs qui y sont placés en permanence par le propriétaire.

Tel que ladite propriété subsiste présentement avec tous ses droits membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte. ».

Pour être vendus à mon bureau, en la ville de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL 1965, à DEUX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ULRIC G.-LAURENCELLE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 16 mars 1965. 10091-12-2

side to the north-east by the said resubdivision thirty-four (34) and on the other side to the south-west by the residue or greater part of the said resubdivision thirty-five (35); and

(*c*) A strip of land of triangular figure taken from the south-west side of resubdivision thirty-three (33) of the said subdivision seventy-four (74) of the said original lot number one thousand six hundred fifty-four (1654-74-S.W. strip 33) on the said official cadastre, having an area of seven square feet, the said strip of land being located at a distance of fifty-two feet (52′) from the said St. Luc Street, where it measures five inches (5) in width and ending at a point at the further depth of about thirty-two feet (32′) bounded to the south-west by part of the said resubdivision thirty-four (34), to the north-east, south-east and north-west by the residue of the said resubdivision thirty-three (33).

With the building thereon erected bearing civic number 1920 and 1922 of the said St. Luc Street, whereof the north-east and south-west gable walls are mitoyen.

With the servitudes, active and passive, apparent or unapparent attached thereto and more particularly with the servitude of right of view created in virtue of a deed executed before Me H.B. McLean, notary, on the 2nd day of September nineteen twenty-five (1925) and registred in Montreal Register Office under the number 090352.

All the above measurements english are measures and more or less.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

"That certain emplacement fronting on St. Marc Street in the City of Montreal, known and designated as part of lot number seventy-four (74) upon the official subdivision plan of lot number one thousand six hundred fifty-four (1654-part 74) upon the official plan and book of reference of the St-Antoine ward, said emplacement measuring twenty-five feet (25) in width by seventy-seven feet five inches in depth (77′ 5 inch.) the whole english measure and more or less and being bounded, in front to the north-east by said St. Marc Street, in rear to the south-west by a lane, on the north-west and south-east sides by other parts of said subdivision lot number seventy-four (74) the south-east side-line of said emplacement being parallel with and lying at a distance of one hundred and eighty-two feet (182′) english measure from St. Catherine Street west, the whole with the building thereon erected, including that bearing civic number 1436 of the said St. Marc Street, the gable walls on both sides are mitoyen with the adjoining properties.

With the right of passage in common with others having rights therein the lane situated in rear of said emplacement.

Included in the present sale are all the electrical fixtures, three gas stoves, two refrigerators, heating apparatus and all accessories placed therein by the proprietor for permanancy.

As the said property now subsists with all its rights members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.".

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of APRIL 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

ULRIC G.-LAURENCELLE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March 16, 1965. 10091-12-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 663 414. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, demanderesse, *vs* JACQUES BEAUDRY, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Hodge, en la cité de St-Laurent, district de Montréal, connu comme étant la subdivision trente-deux du lot trois cent soixante-quatorze (374-32) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, mesurant cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix-huit pieds et quatre-vingt-cinq centièmes d'un pied (98.85′) de profondeur sur sa ligne de côté nord-est et quatre-vingt-dix-huit pieds et neuf dixièmes d'un pied (98.9′) de profondeur sur sa ligne de côté sud-ouest, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 940 de ladite rue Hodge ».

Un dépôt de $1,165.00 sera exigé de chaque et tout enchérisseur, conformément à un jugement rendu par l'Honorable Juge G. B. Puddicombe, le 24e jour de février 1965.

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ULRIC G.-LAURENCELLE, C.R.
Montréal, 15 mars 1965. 10093-12-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 663 414. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, plaintiff, *vs* JACQUES BEAUDRY, defendant.

"An emplacement fronting on Hodge Street, in the city of St-Laurent, district of Montreal, known as subdivision thirty-two of lot three hundred and seventy-four (374-32) on the official plan and book of reference of the parish of St-Laurent, measuring fifty feet (50′) in width by ninety-eight feet and eighty-five one hundredths of a foot (98.85′) in depth in its north-easterly side line and ninety-eight feet and nine-tenths of a foot (98.9′) in depth in its southwesterly side line, English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 940 in said Hodge Street."

A deposit of $1,165.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment rendered by the Honourable Mr. Justice G. B. Puddicombe, on the 24th day of February, 1965.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of APRIL, 1965, at TEN o'clock in the morning.

ULRIC G.-LAURENCELLE, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, March 15, 1965. 10093-12-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 654,086. { TOLHURST OIL LIMITED, demanderesse, *vs* LA COMPAGNIE DE CONSTRUCTION CHÉNIER LTÉE, défenderesse et H.B. SAVAGE *et al*, Mis-en-cause.

Comme appartenant à la défenderesse mais en possession de l'un des Mis-en-cause, H.B. Savage.

« Le terrain et la bâtisse ayant front sur la rue Chénier en la ville de Ste-Rose, dans le district de Montréal, connus et désignés comme et situés sur la subdivision numéro deux cent-un du lot originaire numéro cinquante-six (56-201) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose. »

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, le QUATORZIÈME jour du mois de MAI, 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ULRIC G.-LAURENCELLE, C.R.
Bureau du Shérif,
Montréal, 6 avril 1965. 10324-15-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 654,086. { TOLHURST OIL LIMITED, plaintiff, *vs* LA COMPAGNIE DE CONSTRUCTION CHÉNIER LTÉE, defendant, and H.B. SAVAGE *et al*, Mis-en-cause.

As belonging to the defendant but in the possession of one of the Mis-en-cause, H.B. Savage.

"The land and building fronting on Chénier Street in the Town Ste. Rose in the district of Montreal, known and designated as and located on subdivision number tow hundred and one of the original lot number fifty-six (56-201) upon the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Rose."

To be sold at the parochial church door in the Parish of Ste-Rose, County of Laval, on the FOURTEENTH day of the month of MAY, 1965, at ELEVEN o'clock in the morning.

ULRIC G.-LAURENCELLE, Q.C.,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, April 6, 1965. 10324-15-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 134-042. { THE STANDARD LIFE ASSURANCE COMPANY, une compagnie établie à Edinburg, Écosse, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec en la cité de Montréal et un bureau d'affaires en la cite de Québec, *vs* MITCHEL REALTY CORP., un corps politique et corporatif, dûment incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires pour la province de Québec en la ville de Montréal, et NATIONAL & OVERSEAS FINANCE CORPORATION, une corporation dûment in-

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 134-042. { THE STANDARD LIFE ASSURANCE COMPANY, a company established in Edinburg, Scotland, having its main business office for the Province of Quebec in the city of Montreal and a business office in the city of Quebec, *vs* MITCHEL REALTY CORP., a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and its main business office for the Province of Quebec in the city of Montreal, and NATIONAL & OVERSEAS FINANCE CORPORATION, a corporation, duly incorporated, having its head

corporée ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, mis-en-cause, et JEAN-CHARLES PICHER, de la cité de Québec, notaire, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Québec, mis-en-cause.

« Un certain emplacement faisant partie du lot numéro onze de la resubdivision du lot numéro A de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-trois (63-A-ptie 11) au plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame de Québec Banlieue, cité de Québec, plus amplement décrit comme suit: l'extrémité sud-est dudit lot, mesurent trente et un pieds de largeur par une profondeur de soixante-seize pieds et cinq pouces, le tout mesure anglaise et plus ou moins, bornée ladite partie dudit lot comme suit: au nord-est par partie du lot numéro 63-A-12 dudit cadastre, au nord-ouest par une autre partie dudit lot 63-A-11; la ligne nord-ouest de ladite partie de lot vendue par les présentes étant à une distance de deux pieds du mur de béton présentement érigé sur la partie restante dudit lot 63-A-11 et parallèle à ce mur; au sud-est par partie des lots 63-A-9 et 10 dudit cadastre; et au sud-ouest par une autre partie dudit lot 63-A-11.

Avec la piscine y construite et avec toutes les clôtures présentement situées autour et au-dessus de ladite piscine.

Sujet à la servitude sur une partie dudit terrain telle que plus amplement décrite et créée dans un acte enregistré au bureau d'enregistrement de Québec, sous le numéro 500621 et sujet aussi à la servitude en faveur desdits lots 63-A-9 et 10 enregistrée audit bureau d'enregistrement sous le numéro 482103. »

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, à Québec, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

10094-12-2-o ME ANTOINE BOURGET, C.R.

[Première insertion: 20 mars 1965]
[Deuxième insertion: 10 avril 1965]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 119-724. LAURÉAT BOUCHARD, garagiste, 3240, 1ère Avenue, cité et district de Québec, P.Q., *contre* JEAN-MARIE FRADET, domicilié à 225 Notre-Dame des Laurentides, district de Québec, P.Q.

Une propriété avec circonstances et dépendances, connue comme étant partie du lot 458 du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame des Laurentides et actuellement en la possession de Jean-Marie Fradet, des cité et district de Québec, comme lui appartenant.

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, le QUATORZIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,
Québec, le 5 avril 1965. 10325-15-2-o

[Première insertion: 10 avril 1965.]
[Deuxième insertion: 1 mai 1965.]

---

office in the city of Montreal, Province of Quebec, mis-en-cause, and JEAN-CHARLES PICHÉ, of the city of Quebec, notary, and in his quality of registrar of the Quebec Registration division, mis-en-cause.

"That certain emplacement forming part of lot number eleven of the resubdivision of lot number A of the official subdivision of original lot number sixty-three (63-A-pt. 11) on the official plan and book of reference of the parish of Notre-Dame de Québec, Banlieue, city of Quebec, being more fully described as follows: the extreme southeasterly portion thereof measuring thirty-one feet in width by a depth of seventy-six feet five inches the whole English measure and more or less, bounded said part of said lot as follows: to the northeast by part of lot number 63-A-12 of the said cadastre; to the northwest by another part of said lot 63-A-11; the northweat boundary of said part of lot hereby sold being at a distance of two feet from and parallel to the concrete wall presently erected on the remaining portion of said lot 63-A-11; to the southeast by part of lot 63-A-9 and 10 of the said cadaster and to the southwest by another part of said lot 63-A-11.

With the swimming pool thereon erected and with all fences presently situated around and above the said swimming pool.

Subject to the servitude on a portion thereof as more fully described and created in a deed registered in the Quebec Registry office under number 500621 and subject to the servitude as well in favour of said lot 63-A-9 and 10 registered in said registry office under the number 482103."

To be sold at my office, at the Court House, in Quebec, the TWENTY-THIRD day of APRIL next, at TEN o'clock in the morning.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

10094-12-2-o

[First insertion: March 20, 1965]
[Second insertion: April 10, 1965]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 119-724. LAURÉAT BOUCHARD, garage keeper, 3240, 1st Avenue, city and district of Quebec, P.Q., *vs* JEAN-MARIE FRADET, domiciled at 225 Notre-Dame des Laurentides, district of Quebec, P.Q.

A property with circumstances and dependencies, known as being part of lot 458, of the official cadaster for the parish of Notre-Dame des Laurentides and actually in the possession of Jean-Marie Fradet, of the city and district of Quebec, as belonging to him.

To be sold at the church door of Notre-Dame des Laurentides, county of Quebec, on the FOURTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, April 5, 1965. 10325-15-2

[First insertion: April 10, 1965.]
[Second insertion: May 1, 1965.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 31,628. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incor-

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 31,628. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, hav-

poré, ayant siège social à Québec, dit district, demanderesse, *vs* HERCULE PELLETIER, cultivateur, de la paroisse de Biencourt, district de Rimouski, défendeur.

1° Un lot de terre situé en le cinquième rang du canton de Biencourt, contenant cent acres, plus ou moins, en superficie, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour le cinquième rang du canton Biencourt sous le numéro vingt-huit (28), sans bâtisse, circonstances et dépendances.

Sauf à distraire un terrain mesurant deux cents pieds de largeur, direction est-ouest, sur deux cent vingt-six pieds de profondeur, direction nord-sud, mesure anglaise, borné au nord au chemin de front, à l'ouest à la route, au sud et à l'est au résidu du lot numéro vingt-huit (28), avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances, le tout appartenant à Joseph Castonguay, suivant acte de vente en date du 20 mai 1959, enregistré sous le numéro 112971.

Sauf à distraire également un terrain appartenant à Gérard Lagacé ou représentant, mesurant cent cingt-six pieds de largeur sur une profondeur de soixante-quinze pieds, borné au sud-ouest au chemin public et des autres côtes au résidu du lot numéro vingt-huit (28). La limite nord-ouest de ce terrain se situe à quatre cents pieds de la ligne séparative entre les rangs IV et V du canton Biencourt.

Sujet à la servitude de puisage d'eau et d'aqueduc créée aux termes de l'acte qui a été enregistrée dans Rimouski sous le numéro 85049.

2° Un lot de terre situé en le quatrième rang du canton de Biencourt, mesurant cent trente-six acres et soixante-et-un centièmes en superficie, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour le quatrième rang du canton Biencourt sous le numéro vingt-neuf (29), avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf à distraire la partie vendue à Napoléon Pelletier, contenant environ trente-deux acres en superficie, bornée au nord à la Rivière Touladie, à l'est à Joseph Castonguay, au sud à l'emprunteur et à l'ouest à Albert Dumont, telle que plus emplement décrite aux termes d'un acte de vente reçu devant Me Joseph Bérubé, notaire, le 6 octobre 1962, et dont copie authentique a été enregistrée le 12 octobre 1962, au bureau de la division d'enregistrement de Rimouski, sous le numéro 123926.

3° Un lot de terre situé au quatrième rang du canton de Biencourt, contenant environ cent acres en superficie, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour le quatrième rang du canton de Biencourt, sous le numéro vingt-huit (28), sans bâtisse, circonstances et dépendances.

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église de la paroisse de la Nativité de Biencourt, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL, 1965, à DEUX heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 15 mars 1965. 10095-12-2-o

ing its head office in Quebec, said district, plaintiff, *vs* HERCULE PELLETIER, farmer, of the parish of Biencourt, district of Rimouski, defendant.

1. A lot of land situated on the fifth range in the township of Biencourt, having an area of one hundred acres, more or less, known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the fifth range in the township of Biencourt under number twenty-eight (28), without buildings, circumstances or dependencies.

Save to be withdrawn is a lot of land measuring two hundred feet in width, from east to west, by two hundred and twenty-six feet in depth, from north to south, English measure, bounded on the north by the road in front, on the west by the road, on the south and on the east by the remainder of lot number twenty-eight (28) with the house thereon constructed, circumstances and dependencies, the whole belonging to Joseph Castonguay, according to a deed of sale dated May 20, 1959, registered under number 112971.

Also to be withdrawn is a lot of land belonging to Gérard Lagacé or representatives, measuring one hundred and twenty-six feet in width by a depth of seventy-five feet, bounded on the southwest by the public road and on the other sides by the remainder of lot number twenty-eight (28). The northwest boundary of this terrain is situated at a distance of four hundred feet from the line separating ranges IV and V in the township of Biencourt.

Subject to a servitude of drawing water and of aqueduct created in the terms of a deed which was registered in Rimouski under number 85049.

2. A lot of land situated on the fourth range in the township of Biencourt, having an area of one hundred and thirty-six and sixty-one-hundredths acres, known and designated on the plan and in the official book of reference of the cadaster of the fourth range in the township of Biencourt under number twenty-nine (29) with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

Save to be withdrawn is the part sold to Napoléon Pelletier, having an area of approximately thirty-two acres, bounded on the north by Rivière Touladie, on the east by Joseph Castonguay, on the south by the borrower and on the west by Albert Dumont, as more fully described in the terms of a deed of sale drawn up by Me Joseph Bérubé, notary, on October 6, 1962, and an authentic copy of which was registered on October 12, 1962, in the office of the registry division of Rimouski, under number 123926.

3. A lot of land situated on the fourth range in the township of Biencourt, having an area of approximately one hundred acres, known and designated on the plan and in the official book of reference of the fourth range in the township of Biencourt under number twenty-eight (28), without buildings, circumstances or dependencies.

To be sold "en bloc" at the church door in the parish of the Nativity in Biencourt, on the TWENTY-SECOND day of APRIL, 1965, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, March 15, 1965. 10095-12-2

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, No 28,598. PAUL DUMAS, garagiste, de St-Félicien, faisant affaires sous la raison sociale de

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 28,598. PAUL DUMAS, garage-keeper, of St-Félicien, carrying on business under

«Chibougamau Automobiles Enrg.», demanderesse, *vs* HÉBERT dit HERBERT FORGUES, demeurant à 4 rue Normand, Chapais, comté d'Abitibi-Est, défendeur.

« Le lot numéro sept (7) du bloc numéro un (1) du canton Levy, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse Notre-Dame de Lourdes de Chapais, dans le comté d'Abitibi-Est, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL, 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LÉON-MAURICE LAVOIE.

Daté au bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Roberval, le 12 mars, 1965. 10051-12-2-o

the style of "Chibougamau Automobiles Enrg." plaintiff, *vs* HÉBERT (alias) HERBERT FORGUES, residing at 4, Normand Street, Chapais, county of Abitibi East, defendant.

"Lot number seven (7) of block number one (1) of Levy township, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-Lourdes de Chapais, in the county of Abitibi East, the TWENTY-SECOND day of APRIL, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff.

Dated at the Sheriff's Office,
Court House,
Roberval, March 12, 1965. 10051-12-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, No 28,456. ADELARD DUMAS, marchand, domicilié à Sherbrooke, district de St-François, demandeur, *vs* LORENZO DESRUISSEAUX, résidant à 240, Bon-Pasteur, Laval-des-Rapides, district de Montréal, défendeur.

« Le lot numéro vingt-deux « A » (22a) aux plan et livre de renvoi officiels pour le huitième rang (8) du canton d'Ascot. »

Pour être vendu au Bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Sherbrooke, MARDI, le VINGTIÈME jour d'AVRIL 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Sherbrooke, DONAT JACQUES.
le 12 mars 1965. 10096-12-2-o
[Première insertion: le 20 mars 1965]

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, Sherbrooke, No 4343. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, requérant, *vs* GUY LABRIE, cultivateur, demeurant à Stoke, R. R. 2, comté de Richmond, intimé.

« Une ferme de deux cents acres (200 a.) en superficie environ, connue comme la moitié sud-ouest des lots numéros treize et quatorze (½ S.O. de 13 et 14), rang douze, dans le canton de Stoke, sur le plan officiel, bornée ladite motiée sud-ouest; au sud-est par le lot quinze dit rang douze, au sud-ouest par le cordon entre les rangs douze et onze de Stoke et au nord-ouest par les lots 12D et 12C, du rang douze et au nord-est par l'autre moitié desdits lots. Le tout avec les bâtisses dessus construites. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Philémon, Stoke, MARDI, le ONZIÈME jour de MAI, 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
Palais de Justice,
Sherbrooke, ce 2 avril 1965. 10326-15-2-o
[Première insertion le 10 avril 1965]

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 28,456. ADELARD DUMAS, merchant, domiciled at Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff, *vs* LORENZO DESRUISSEAUX, residing at 240 Bon-Pasteur, Laval-des-Rapides, district of Montreal, defendant.

"Lot number twenty-two "A" (22a) in the official plan and book of reference of range eight (8) in the township of Ascot."

To be sold in the Sheriff's Office, in the Court House in Sherbrooke, on TUESDAY, the TWENTIETH day of APRIL, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Sherbrooke, *Sheriff.*
March 12, 1965. 10096-12-2
[First insertion: March 20, 1965]

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, Sherbrooke, No. 4343. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, petitioner, *vs* GUY LABRIE, farmer, living at Stoke, R.R. 2, county of Richmond, respondent.

"A farm having an approximate area of two hundred acres (200 acres), known as the south-west half of lots number thirteen and forteen (S.W. ½ of 13 and 14), range twelve, in the township of Stoke, on the official plan; the said southwest half is bounded on the southeast by lot fifteen on said range twelve, on the southwest by the line between ranges twelve and eleven in Stoke and on the northwest by lots 12D and 12C, on range twelve and on the northeast half by the other half of the said lots. The whole with the buildings thereon constructed."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Philémon, Stoke, on TUESDAY, the ELEVENTH day of MAY, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Court House,
Sherbrooke, April 2, 1965. 10326-15-2
[Frist insertions: April 10, 1965]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour de Magistrat, N° 763-829. NICK XENOS, propriétaire de taxi, domicilié et résidant au 7991 de la rue Querbes, dans les ville et district de Montréal, demandeur *vs* J. ARTHUR MARTINEAU, domicilié et résidant à 235 Montée Gagnon, Terrebonne, district de Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et appartenant au défendeur;

« Un emplacement dans la concession du sud de Cordon, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro trois cent quarante-six (Ptie 346) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne.

Mesurant cinquante pieds (50') de largeur sur la longueur entière dudit lot; et borné à l'ouest par la Montée Gagnon, à l'est par une partie du lot numéro 343, au sud et au nord par le résidu dudit lot N° 346 appartenant respectivement à Gaétan Lauzon, ou représentants et Joseph Cayer ou représentants, avec la bâtisse dessus érigée. »

Pour être vendu à la porte de l'église St-Maurice de Bois des Filion, MERCREDI le VINGT ET UNIÈME jour d'AVRIL 1965 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions; comptant.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, 12 mars 1965.

10031-12-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Magistrate's Court, No. 763-829. NICK XENOS, taxi owner, domiciled and residing at 7991 Querbes St., in town and district of Montreal, plaintiff *vs* J. ARTHUR MARTINEAU, domiciled and residing at 235 Montée Gagnon, Terrebonne, district of Terrebonne, defendant.

Notice of Sale

The immovable hereinafter described and belonging to the defendant.

"An emplacement in the consession of Sud de Cordon, known and designated as part of lot number three hundred and forty-six (Pt. 346) on the official plan and book of reference of the Parish of St-Louis de Terrebonne.

Mesuring fifty feet (50') in width by the full depth of the said lot; and bounded to the west by Montée Gagnon, to the east by part of lot No. 343 to the south and north by the residue of said lot No. 346 belonging respectively to Gaétan Lauzon or representatives and Joseph Cayer or representatives, with the building thereon erected."

To be sold at the church door of St-Maurice de Bois des Filon, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST day of APRIL, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Jérôme, March 12, 1965.

10031-12-2

Ventes pour taxes

Municipalité du comté de Rivière-du-Loup

Avis public est donné, par les présentes, par le soussigné, Paul-E. Roy, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que JEUDI, le DIXIÈME jour de JUIN mil neuf cent soixante-cinq, à DIX heures de l'avant-midi, au chef-lieu du comté, à l'Hôtel-de-Ville, de Rivière-du-Loup, en la cité de Rivière-du-Loup, seront vendus, à l'enchère publique, les immeubles ci-après désignés, pour non paiement des taxes municipales, scolaires, frais et charges dûs sur chacun de ces immeubles, à moins que lesdites taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente, à savoir:

Sales for Taxes

Municipality of the county of Rivière-du-Loup

Public notice is hereby given by the undersigned, Paul-E. Roy, secretary-treasurer of the aforesaid municipality, that THURSDAY, the TENTH day of JUNE one thousand nine hundred and sixty-five, at TEN o'clock in the forenoon, at the county seat, at the city hall of Rivière-du-Loup, in the city of Rivière-du-Loup, will be sold at public auction the immoveables hereinter designated, for non payment of municipal and school taxes, costs and charges due on each of these immoveables, unless the said taxes, costs and charges are paid and discharged earlier with the costs incurred before the sale, to wit:

Municipalité de la paroisse de Saint-Modeste
Municipality of the parish of Saint-Modeste

Nom du propriétaire — Name of owner	Adresse — Address	No lot — Lot No.	Canton — Township	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
Jacques Bourgoin.....	43 Joly, Riv.-du-Loup.	3B.....	With.....	1.....	$ 63.70	$ 37.34	$ 7.70	$108.74
"	"	3C.....	"	2.....	24.32	14.32	7.70	46.34
"	"	1C.....	"	1.....	11.70	6.90	7.70	26.30
"	"	4A.....	"	1.....	24.04	14.17	7.70	45.91
"	"	5B5C.....	"	2.....	43.22	25.47	11.24	79.93
"	"	5B5C.....	"	1.....	119.88	127.92	11.24	259.04

Donné à St-Arsène, ce vingt-cinquième jour de mars mil neuf cent soixante-cinq.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-ÉMILE ROY.

10220-14-2-o

Given at St-Arsène, this twenty-fifth day of March one thousand nine hundred and sixty-five.

PAUL-ÉMILE ROY,
Secretary-Treasurer.

10220-14-2

Ville de Richmond

Avis public est par les présentes données par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Richmond que les propriétés ci-dessous désignées et situées dans les limites de la ville de Richmond, seront vendues à l'enchère publique, au bureau du Conseil à l'Hôtel de Ville de ladite ville de Richmond, le VINGT-SIXIÈME jour du mois d'AVRIL, 1965, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et autres impositions, ainsi que les frais encourus pour et par la vente, à moins que ces taxes et autres impositions et dépens ne soient payés avant la vente, à savoir:

Town of Richmond

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the town of Richmond, that the following properties hereafter designed and situated within the limits of the town of Richmond, will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town Hall in the said town of Richmond, the TWENTY-SIXTH day of the month of APRIL, 1965, at TEN o'clock in the forenoon, (advanced time), to satisfy the payment of the municipal and school taxes and other impositions and costs incurred by the sale, unless these taxes and other impositions and costs be paid before the sale, to wit:

Noms — Names	Description	Taxes etc.
Succession-Estate Côté, Mme-Mrs. Marie-Anne et-and Vertefeuille, Mme-Mrs. Albert	Lot numéro trois cents trente-six (336) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Richmond — Lot number three hundred and thirty six (336) on the cadastral plan and book of reference for the town of Richmond	$362.01
Côté, Mme-Mrs. Yolande, Mme-Mrs. Reynald Bilodeau	Lot numéro quatre cent quatre-vingt-sept partie, quatre cent quatre-vingt-huit des plans et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Richmond — Lot number four hundred and eighty-sevent part, four hundred and eighty-eight on the cadastral plan and book of reference for the town of Richmond	477.48
Succession-Estate Edward Vary	Lot numéro cent cinquante-huit (158) des plans et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Richmond — Lot number one hundred and fifty-eight (158) on the cadastral plan and book of reference for the town of Richmond	10.42

Donné à Richmond, ce trentième jour de mars, mil neuf cent soixante-cinq.

Le Secrétaire-trésorier,
GILLES-DUCHARME.

10239-14-2-o

Given at Richmond, this thirtieth day of March, one thousand nine hundred and sixty-five.

GILLES DUCHARME,
Secretary-Treasurer.

10239-14-2-o

Municipalité du comté de Sherbrooke

Avis public est donné par Stephen W. Broderick, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Sherbrooke, que les immeubles mentionnés ci-après seront vendus par enchère publique au Bureau d'Enregistrement, en la cité de Sherbrooke, où les séances du Conseil du comté sont tenues, JEUDI, le DIXIÈME jour de JUIN 1965, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes pour lesquelles ils sont responsables et les frais encourus:

Municipality of the county of Sherbrooke

Public notice is hereby given by Stephen W. Broderick, secretary-treasurer of the municipality of the county of Sherbrooke, that the immoveables hereinafter mentioned will be sold by public auxtion at the Registry Office Building, in the city of Sherbrooke, where the sittings of the county Council are held, on THURSDAY, the TENTH day of JUNE 1965 at TEN o'clock in the forenoon in default of the payment of the taxes for which they are liable and tce costs incurred:

Immeubles de la Corporation scolaire de Bonsecours
Immoveables in the School Corporation of Bonsecours

Nom — Name	Lot	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Rodney G. Cleary	P. 1038, 1039	B		$200.78	$200.78
Conrad Meunier	P. 1009	A		13.17	13.17
Hildège Tanguay	P. 813			13.17	13.17
Lacs des Monts Inc.	P. 968	A		130.46	130.46
Eug. et-and André Lemaoute	P. 968	A		65.95	65.95
Gaston et-and ClaudeChabot	P. 968	A		13.17	13.17
M. et-and Mme — Mrs. Pierre-Ernest Boulais	P. 1014			13.17	13.17
Léon Blanchard	P. 968-227-A			13.17	13.17
R. H. Pagé	P. 970			41.37	41.37

Immeubles de la municipalité du canton d'Orford
Immoveables in the municipality of the township of Orford

Nom — Name	Lot	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Larry Buzzell	P. 871	14	$ 47.37		$ 47.37
Mme Ferenc Kalos	P. 953-11	16	5.63		5.63
Joseph Brousseau	P. 968-124	A	8.53		8.53
J. Clément Fortin	P. 888-8	B	47.46		47.46
Arthur Sorel	P. 1074	A	26.44		26.44
Patrick Mullins	P. 1074	A	69.55		69.55
Jean-Guy Lefebvre	P. 834	14	5.63		5.63
Réal Lambert	P. 181	5	27.54		27.54
Lacs des monts	P. 968	A	95.83		95.83
M & R Cloutier	P. 834	14	27.66		27.66

Immeubles de la Commission protestante des commissaires d'école de Magog
Immoveables in the Protestant board of school commissioners of Magog

Larry Buzzell	P. 871	14		$ 75.29	$ 75.29
Mme-Mrs Ferenc Kalos	P. 953-11	16		9.20	9.20

Immeubles de la Commission scolaire de Saint-Élie d'Orford
Immoveables in the School Commission of Saint-Élie d'Orford

Turgeon & Frères	834-16	14		$479.40	$479.40
Ernest Giroux	834	14		74.40	74.40

Immeubles de la municipalité rurale de Rock Forest
Immoveables in the Rural Municipality of Rock Forest

Lennox T. Keeler	1b/7, 1b/65		$ 85.28	$351.05	$436.33
Gérald Spafford	1b/pt. 10				
Gérald Spafford	1b/ 11				
Gérald Spafford	1b/12	14		589.95	589.95

Immeubles de la municipalité de Ascot North
Immoveables in the municipality of Ascot North

Mme-Mrs. Magaret Mansell	25d	4	$ 8.55	$ 59.95	$ 68.50

Immeubles de la municipalité de St-Élie d'Orford
Immoveables in the municipality of St. Élie d'Orford

Lucien Bertrand	P. 359	7	$ 31.51	$ 13.00	$ 44.51
Gérard Côté	P. N. 588	9	44.50	105.00	149.50
Willie Hamel	568-1	9	70.25	70.50	140.75
Gérard Roy	570,571	9	93.00		93.00
Vermette Philibert	P. S. 589	9	39.32	86.59	125.91

Immeubles de la municipalité de Compton Station
Immoveables in the municipality of Compton Station

Clarence Fowler	15f	3	$ 13.05	$ 10.00	$ 23.05

Immeubles de la municipalité du canton de Compton
Immoveables in the municipality of the township of Compton

Alphé Richard	P. 24a	7	$209.14	$306.28	$ 515.42

Immeubles de la municipalité du village de Compton
Immoveables in the municipality of Compton Village

Marcel Boivin	P. 50	5	$ 93.25	$141.40	$234.65

Donné à Compton, Qué., ce 30e jour de mars 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
S. W. BRODERICK.

10280-15-2

Given at Compton, Que., this 30th day of March 1965.

S. W. BRODERICK,
Secretary-Treasurer.

10280-15-2

INDEX No 15

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

525 – Règlement relatif à certains fonctionnaires de la Régie des alcools du Québec ... 2224
525 – Regulation relative to certain functionaries of the Quebec Liquor Board ... 2224
548 – Règlement relatif aux ouvriers de la régie des alcools du Québec ... 2227
548 – Regulation relative to workmen of the Quebec Liquor Board ... 2227
673 – Coiffeurs pour dames, Montréal ... 2228
673 – Ladies' hairdressers, Montreal ... 2228
674-A – Métal en feuilles, Montréal ... 2233
674-A – Sheet Metal, Montreal ... 2233
674-B – Épiciers et bouchers, Sherbrooke ... 2234
674-B – Grocers and Butchers, Sherbrooke ... 2234

ASSOCIATION Coopérative — ***ASSOCIATION Cooperative***

Association coopérative de consommation Concordia (*Correction*) ... 2236

AVIS — ***NOTICES***

Arpenteurs-Géomètres de la Province de Québec (*Honoraires*) ... 2238
Assemblée Chrétienne de Montmagny (L') – (*Requête – Petition*) ... 2237
Land Surveyors of the Province of Quebec (*Fees*) ... 2238
Mauger *vs* Dozois (*Élections contestés – Controverted elections*) ... 2237
Montréal, ville – city (*Rachat d'obligations – Redemption of bonds*) ... 2237
St-Jean Chrysostome, par. (*Requête – Petition*) ... 2236

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse Populaire de Notre-Dame de Québec (La) – (*Ext. ter.*) ... 2239

COMMISSION du Service civil — ***COMMISSION Civil Service***

Commission hydroélectrique de Québec. 2239
Quebec Hydro-Electric Commission ... 2239

COMPAGNIES Autorisée à faire des affaires — ***COMPANIES Licensed to do Business***

Aqua-Aurum Co. Ltd. ... 2240

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Gagné (Jos.) & Cie Ltée ... 2241
Lake Pine Rouge Development Company ... 2241
St-Hubert Building Inc. (The) ... 2241

Divers — ***Miscellaneous***

Association des loisirs de Saint-Alexandre inc. (*Dir. – Règl.– By-laws*) ... 2242
Association Ibero-Canada (*Règl.– By-laws*) ... 2241
Autobus Ste-Thérèse inc. (*Dir.*) ... 2243
Bourque, Rochon, Tessier Ltd. (*Dir.*) ... 2242
Bourque, Rochon, Tessier ltée (*Dir.*) ... 2242
Canada Flooring (1964) Ltd. (*Dir.*) ... 2241
Credico inc. (*Dir.*) ... 2241
Eaton (The T.) Co. Limited of Montreal (*Dir.*) ... 2243
International Fuel Inc. (*Dir.*) ... 2243
Lauzier Paper Ltd. ... 2242
Maheux & fils ltée (*Dir.*) ... 2243
Papeterie Lauzier limitée ... 2242
Salon des Arts de Shawinigan (*Nom – Name ch.*) ... 2243
Service des Bibliothèques de la Mauricie (*Règl.– By-laws*) ... 2242
Services Radiologiques de Montréal inc. (Les) – (*Dir.*) ... 2243
Vel Construction Ltd. (*Dir.*) ... 2243
Vel construction ltée (*Dir.*) ... 2243
Westmount Realties Company (*Dir.*) ... 2242
Window Installations Inc. (*Dir.*) ... 2243
Zodiac Ltd. (*Dir.*) ... 2242
Zodiac ltée (*Dir.*) ... 2242

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Admonitor inc. ... 2148
Aeterna-Life, Insurance Company ... 2148
Aeterna-Vie, Compagnie d'Assurance ... 2148
Agence d'informations civiles et commerciales inc. ... 2149
Agence Yves Graveline inc. ... 2149
Alexander's Fruit, Dairy & Delicatessen Inc. ... 2150
Alker Realties Inc. ... 2150
Alliance Métropolitaine de la récréation 2150
Alliance provinciale de ski (L'). ... 2151
American Coin Wash Inc. ... 2151
Amusements Laval ltée (Les) ... 2151
Archambault (C.) inc. ... 2152
Arpin & Langelier inc. ... 2152
Association des citoyens de Terrasse-Vaudreuil (L') ... 2163
Association des estivants de Brébeuf. ... 2153
Association des producteurs d'arbres de Noël du Québec (L') ... 2153
Association des restaurateurs Saguenay-Lac-St-Jean ... 2153
Association du baseball de St-Henri inc. (L') ... 2154
Association provinciale des marchands d'automobiles du Québec ltée (L') ... 2154
Association récréative de Templeton ... 2155
Association touristique Magog-Orford inc. ... 2155
Atwater Service Centre Inc. ... 2155
Auger & frère ltée. ... 2156
B & B Enterprises Inc. ... 2175
Beauchamp (G.) excavation cie ltée. ... 2156
Beaudry Electric Limited ... 2156
Beaudry électrique limitée. ... 2156
Beaulieu (Eddy) Flooring Ltd ... 2157
Beau Mont ltée ... 2157
Beaver Development Inc. ... 2157
Bela U-Drive Inc. ... 2189
Bilodeau construction inc. ... 2158
Boisvert (J.A.) & fils inc. ... 2158
Boulangerie Romana inc ... 2158
Briken Inc ... 2159
Buffet Maurice inc ... 2159
Cameo Shoe Salon Inc. ... 2204
Camions-citernes (Québec) inc. ... 2160
Capitol Iron Work Inc. ... 2160
Carrefour (St-Jérôme) inc ... 2160
Casino Cartier inc. ... 2161
Central Properties Ltd. ... 2161

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Centre domiciliaire Chapman inc. (Le) 2161
Centre funéraire Pellerin et fils ltée (Le) 2162
Centre récréatif de Chambly inc. 2162
Cercle des garde-malades du Québec, inc. (Le) 2209
Circle Service Center Inc. 2162
Citation Food Service Ltd. 2163
Citizens Association of Terrasse-Vaudreuil 2163
Clinique capillaire Joseph inc. 2164
Cloutier immeubles inc. 2164
Club de camping et caravaning de Montréal inc. 2164
Club de curling Granby inc. (Le) 2182
Club des Bons Amis inc. (Le) 2165
Club de ski d'Amos inc. (Le) 2165
Club nautique de Trois-Rivières-Ouest inc. (Le) 2166
Club social Hypat inc. 2166
Comité touristique Maria-Chapdelaine, inc. (Le) 2166
Compagnie d'administration Vermont inc. 2167
Compagnie de construction Etex ltée (La) 2167
Compagnie M.B.P. ltée (La) 2167
Compagnie S. et P. inc. 2168
Concordia Fabrics Inc. 2168
Constructeurs Unis. (Les) 2168
Construction Kirouack ltée (La) 2169
Contreplaqués Modernes ltée (Les) 2169
Corporation d'expansion L'Apex inc. (La) 2170
Corprest Inc. 2170
Crab Marine Mfg Ltd 2170
Custom Construction & Fixtures Inc. 2171
D. & H. Investment Corp. 2171
Denis construction ltée 2171
Dion (Gérard) incorporée 2172
Diplome Construction Inc. 2172
Domaine du Ruisseau inc. (Le) 2172
Doucet & Charland inc. 2173
Douville auto inc. 2173
Driber Overload (Hull) Limited 2173
Ébénisteries Émond inc. (Les) 2174
École de barbiers Labrosse ltée 2174
Édifices Bretagne inc. 2174
Entreprises B & B inc. (Les) 2175
Les Entreprises Bella Vista inc. (Les) 2175
Entreprises Fontaine Bleau inc. (Les) 2175
Entreprises Lunar inc. 2176
Etex Construction Company Ltd. 2167
Fantaisie du Printemps (Murdochville) inc. 2176
Fédération des oeuvres paroissiales de Longueuil inc. 2177
Fédération des sociétés d'histoire du Québec 2177
Fédération Québécoise de la faune 2177
Fermes de Mont-Carmel ltée (Les) 2178
Festivals des collèges de Québec inc. (Les) 2178
Fidusco Ltd. 2178
Formes du Québec (construction) ltée (Les) 2179
Foyer de L'Age d'Or inc. (Le) 2179
Foyer Notre-Dame de l'Enfant (Sherbrooke) 2179
Fréchette (Renaud) inc. 2180
Gagné (Ovide) inc. 2180
Galeries de l'Aigle inc. 2181
Garage Lindsay ltée 2181
Garage St-Maurice inc. 2181
Geni inc. 2182
Glado incorporée 2182
Golden Gate Inc (The) 2183
Granby Curling Club Inc. 2182
Grille Dorée inc. (La) 2183
H. & B. équipement de cuisine ltée 2183
Hôtel des Plaines ltée 2183
Hypat Social Club Inc. 2166
Immeubles Bérubé LeBel inc. (Les) 2184
Immeubles J.B. inc. (Les) 2184
Independent Bargain Shop Inc. 2184
Industries Lucerne ltée (Les) 2185
Investissements Chatel limitée (Les) 2185
Jacques inc. 2186
Kamin Enterprises Inc. 2186
L.A.S. Corp. 2186
Langlois funérailles St-Gérard limitée 2187
Laurentien Car Cleaners (1965) Limited 2187
Laval Linen Supply Service Inc. 2206
Lavoie maisons mobiles inc. 2187
Ledan Investments Inc. 2188
Lewmarsy Inc. 2188
Ligne de hokey Sanspression inc. 2188
Location d'auto Bela inc. 2189
Loisirs des employés de l'Hôtel-Dieu D'Alma Inc. (Les) 2189
Loisirs de St-Augustin de Portneuf 2189
Loisirs de St-Lazare de Bellechasse inc. (Les) 2190
Loisirs St-Lucien (Les) 2190
Loisirs touristiques de St-Théodore-de-Chertsey inc. 2191
Lower Canada Motor Club Inc. 2191
Lucerne Industries Ltd. 2185
Luma Investments Inc. 2191
M. B. P. Company Ltd. 2167
Marché Lapointe inc 2192
Marion Superior Co. Ltd. 2192
McHenry Corporation Ltd. 2192
Mineurs de Thetford Mines inc. (Les) 2193
Modern Plywood Ltd. 2169
Montreal Adult Residence Inc 2193
Monza Inc. 2193
Mousseau automobiles limitée 2194
Nantel (R.) inc. 2194
Natco Inc. 2194
Olympic Finance Inc. 2195
Orthocon inc 2195
Oscar Fur Co. Ltd. 2195
Pavillon La Relève 2196
Pelleteries du Québec inc. (Les) 2196
Pelletier (Gilbert) ltée 2197
Penthouse Design Inc. 2197
Perfect Cleaners Inc 2197
Placements Montrose inc. (Les) 2198
Placements Probec inc. 2198
Placements Scrooge inc. (Les) 2205
Place Victoria Merchants' Association Inc. 2198
Plaza Store Fixtures Inc 2199
Plomberie Val d'Or ltée (La) 2214
Porteous System Service Limited 2199
Pouponnière d'Youville inc. (La) 2200
Propen Investments Ltd. 2200
Propriétés Centrales ltée (Les) 2161
Provincial Automobile Dealers Association of Quebec Ltd. (The) 2154
Quebec Christmas Tree Growers' Association (The) 2153
Quebec Peltries Inc. 2196
Quebec Wildlife Federation 2177
R. B. garage inc 2200
Racine (Arthur) inc 2201
Radiography Inspection of Quebec Limited 2201
Rainbow General Transport Inc 2201
Renn Industries Inc. 2201
Restaurant Chez Tarte inc 2202
Restaurant La Caverne inc 2202

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Restaurant Le Fripon inc. 2202
Rolling Wagon Wheel Inc. 2203
Romana Bakery Inc. 2158
Rori inc. 2203
Rosmar Corporation (Quebec) Ltd. 2203
Royal Tire Service, Inc. 2205
Sablière Grégoire inc. 2204
Salon de chaussures Cameo inc 2204
Sauvé (R.) & fils inc 2204
Scrooge Investments Inc. 2205
Service de pneus Royal, inc. 2205
Service de machines à composition inc. 2206
Service des loisirs St-Maurice de Duvernay 2206
Service de toilette Laval inc. 2206
Service Linecasti g Machines Inc. 2206
Sherbrooke Cartage Inc 2207
Sixty-Five Development Ltd. 2207
Smith Kline & French Export Limited 2207
Smith Kline & French Export limitée 2267
Société Anno inc 2208
Société historique d'Odanak 2208
Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc. (The) 2209
Sofico inc. 2209
Spring Fantasy (Murdochville) Inc 2176
Stuc-Art inc. 2210
Style - Trend Fashions Ltd. 2210
Taverne Aqueduc ltée 2210
Templeton Recreation Association. 2155
Tessier (Albert) inc. 2211
Textile Apparel Factors Inc. 2211
Ti-Coq Richelieu Bar-B-Q inc. 2211
Tootoo Inc. 2212
Tri-Bel Services Inc. 2212
Trio transport ltée 2212
Triumph Shirt Ltd. 2213
Tropical Flowers and Display (Quebec) Ltd. 2213
Trusco Inc. 2213
Upper Ten Corporation 2214
Val d'Or Plumbing Ltd. 2214
Voyages Montambault inc. 2214
Verdun System Co. Inc 2215
Vermont Administration Company Inc. 2167
Weuruc Holdings Ltd. 2215
4 associés inc. (Les) 2215

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Bisson (Roger) inc. 2216
Bologna Food Products Co. Ltd. 2216
Boulangerie Pelletier ltée 2216
Coaticook Sawmills Limited 2221
Continental Electric Ltd. 2217
Continental électrique ltée 2217
Dominion Textile Investments Limited 2217
Dumont Express Ltd. 2217
Dumont Express ltée 2217
Duroy Rusco Inc. 2217
Godard & fils inc. 2218
Guinta & Beauchamp inc. 2218
Hanney Cartage Inc. 2218
Hôtel Jacques Viger inc. 2218
Immeubles Aldoco ltée (Les) 2219
Industrial Life Holding Ltd. 2219
Institut Philippe Pinel 2219
Janic Distribution inc. 2219
LaSalle (Maurice) inc. 2219
Marbres Waterloo ltée (Les) 2220
Marquette Society Inc. (The) 2222
Pelletier Bakery Ltd. 2216
Pont Mercier Shopping Centre Inc. 2220
Pont Mercier Shopping Centre Inc. 2220
Prima Film Inc. 2220
Ran Mar Mines Ltd. 2221
Richler Steel Corp. 2221
St. Lawrence Furniture Store Limited 2221
Scieries Coaticook limitée 2221
Skyline Mfg. Co. Ltd. 2222
Société Marquette inc. (La) 2222
Sogebec limitée 2222
Sogestion ltée 2222
Terrevan inc. 2223
Toth Fur Corp. (John) 2223
Vaillancourt inc. 2223
Valor Construction Inc. 2223
Waterloo Marble Ltd. 2220
Welco Inc. 2223
Zodiac Ltd. 2224
Zodiac ltée 2224

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Bijouteries Michaud Inc. (Les) 2244
Brindamour (Roger) inc 2245
Commerce Steel Products Corp. 2245
Compagnie de Billets de Banque Québec Ltée 2245
Déménagement & entreposage Kenwoods ltée 2246
Dominion Steel Export Company Ltd. 2245
Dubord Investments Inc. 2244
Éditions France-Québec Inc. (Les) 2244
Girard, Bruce, Garabedian and Associates Ltd. 2245
Girard, Bruce, Garabedian et Associés Ltée 2245
Kenwood's Moving & Storage Ltd. 2246
Penthouse Design Inc. 2246
Placements Dubord Inc. (Les) 2244
Quebec Bank Note Company Ltd. 2245
Smith Kline & French Export Limited 2244
Smith Kline & French Export Limitée 2244

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Municipal Electricity Bureau of Cap-Chat and Ste-Anne des Monts. 2246
Office d'Électricité Municipale de Cap-Chat et de Ste-Anne des Monts. 2246
St-Joseph de Chambly, par. 2247

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municiples — ***Municipal Affairs***

Jacques-Cartier, cité – city (*L. P.*) 2247
Notre-Dame-de-Lourdes, par. (*Publ.*) 2248
Sainte-Adèle, munic. (*Nom – Name c.h.*) 2248
Trinité-des-Monts, par. (*Publ.*) 2248

Agriculture — ***Agriculture***

Couvoir Coopératif de St-Guillaume 2249
Société Coopérative Agricole de Papineau 2249
Société Coopérative Agricole de la Reine et Desmeloizes 2249

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: School Municipality of:

Cap-à-l'Aigle (*Dem.– Appl.*) 2253
Chicoutimi Cath. (*Dem.– Appl.*) 2253
Lakeshore, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) 2255
Laurentian, r.s.b. (*Grant.*) 2255
Laurentien, c.s.r. (*Acc.*) 2255
Matane, ville – town (*Dem.– Appl.*) 2254
Mauricie, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) 2256
Ottawa Valley, p.r.s.b. (*Grant.*) 2256
Ste-Clotilde-de-Horton (*Dem.– Appl.*) 2254
St-Jérôme, par. (*Dem.– Appl.*) 2254
Ste-Marie-de-Quyon (*Acc.– Grant.*) 2256
Ste-Ursule (*Acc.– Grant.*) 2257
St-Georges-Ouest – West, par. (*Dem.– Appl.*) 2253

Éducation — ***Education***
Municipalité scolaire de: (suite) — *School Municipality of: (continued)*

Saguenay, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) .. 2257
Tardivel, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) 2257
Terrebonne, par. (*Dem.– Appl.*) 2255
Vallée d'Ottawa, c.s.r.p. (*Acc.*) 2256

Finances — ***Finance***
Assurance: — *Insurance:*

British Crown Assurance Corporation Limited (The) 2249
British Oak Insurance Company Limited (The) 2250
British Traders' Insurance Company Limited 2250
Caledonian Insurance Company 2251
Familiale (La), Compagnie d'Assurance-Vie 2252
Family Life Assurance Company 2252
Grand Orange Lodge of British America (The) 2252
Hungarian Reformed Federation of America 2253
South British Insurance Company Limited (The) 2251
Standard Marine Insurance Company Limited 2252

Travail — ***Labour***
Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Automobile, Rimouski (*Prél.– Levy*) ... 2262
Barbers and hairdressers, Roberval (Amend.) 2259
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, Roberval (*Mod.*) 2259
Construction, Abitibi et Rouyn-Noranda (*Mod.– Amend.*) 2258
Construction, Saguenay (*Appr.*) 2257
Inland and coastal navigation, Montreal (*Levy*) 2260
Navigation côtière et intérieure, Montréal (*Prél.*) 2260

NOMINATIONS — ***APPOINTMENTS***

Divers 2263
Miscellaneous 2263
Président d'élection 2263
Returning-Officer 2263

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Châteauguay, ville – town 2265
Longueuil, cité – city 2266
Sillery, c.s.– s.c. 2268
St-Henri-de-Mascouche, par. 2269
Tracy, ville – town 2264

SYNDICATS — ***SYNDICATES***
Professionnels — ***Professional***

Association des apiculteurs de l'Ouest du Québec (L') – (*Cont.*) 2271
Fédération des producteurs de poulets du Québec (*Const.– Inc.*) 2270
Syndicat de l'U.C.C. de la région de Buckingham (*Const.– Inc.*) 2271
Syndicat de l'U.C.C. de St-Alban (Le) – (*Const.*) 2270
Syndicat des employés municipaux de la ville de Kénogami (*Const.*) 2270
Syndicat des producteurs de bleuets de St-Honoré (U.C.C.) – (*Const.– Inc.*) .. 2271
Syndicat des producteurs de bleuets de Val-Paradis (*Const.– Inc.*) 2271
Syndicat des producteurs fournisseurs de lait nature de la région de St-Jean (Le) – (*Const.– Inc.*) 2270
Western Beekeepers Association (*Inc.*). 2271

VENTES — ***SALES***
Effets non-réclamés — ***Unclaimed Baggage***

Canadian Pacific Express Company 2271

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Abitibi — ***Abitibi***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Aumond 2272
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Aumond 2272

Beauce — ***Beauce***

Roy *vs* Fleury 2272

Gaspé — ***Gaspé***

Sergerie *vs* Michaud 2273

Hull — ***Hull***

Beauparlant *vs* Robitaille 2274
Hotte *vs* Lacasse 2273
Masson (Bob) Auto Ltée *vs* Frappier .. 2274
Rochon (Dr. Georges) *vs* Lavergne 2274

Kamouraska — ***Kamouraska***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Les Héritiers de Maurice Thibault. 2275
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* The Heirs of Maurice Thibault 2275

Montréal — ***Montreal***

Aspirot *vs* Holmes 2276
Beaver Hall Investments, Ltd, *vs* Kugler 2275
Sun Life Assurance Company of Canada *vs* Beaudry 2278
Tolhurst Oil Limited *vs* La Compagnie de Construction Chénier Ltée 2278

Québec — ***Quebec***

Bouchard *vs* Fradet 2279
Standard Life Assurance Company (The) *vs* Mitchell Realty Corp. 2278

Rimouski — ***Rimouski***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Pelletier 2279
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Pelletier 2279

Roberval — ***Roberval***

Chibougamau Automobiles Enrg. *vs* Forgues 2280

Saint-François — ***Saint Francis***

Dumas *vs* Desruisseaux 2281
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Labrie 2281
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Labrie 2281

Terrebonne — ***Terrebonne***

Xenox *vs* Martineau 2282

Taxes — ***Taxes***

Richmond, ville – town 2283
Rivière-du-Loup, comté – county 2282
Sherbrooke, comté – county 2283

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.